

Cet ouvrage appartient  
à la bibliothèque du  
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

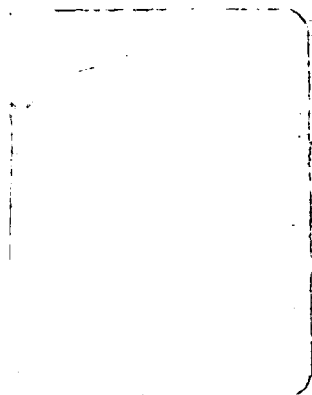
---

# Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme

---

Introduction  
générale

Livre I    Les langues  
officielles



PROPERTY OF - PROPRIÉTÉ DU  
PRIVY COUNCIL OFFICE  
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ  
INFORMATION SYSTEMS & SERVICES  
SYSTÈMES & SERVICES D'INFORMATION

|  |      |
|--|------|
| ACCESS CODE<br>CODE D'ACCÈS            | AFQM |
| COPY / ISSUE<br>EXEMPLAIRE /<br>NUMÉRO | C. 3 |

|       |
|-------|
| FC145 |
| FC145 |
| .B55  |
| C314  |
| V.1   |
| C. 3  |

---

Rapport  
de la Commission royale d'enquête  
sur le bilinguisme et le biculturalisme,  
volume premier

# Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme



À Son Excellence  
le Gouverneur général en conseil

Nous, les Commissaires  
constitués en commission royale  
avons l'honneur de présenter  
à Votre Excellence  
le premier volume de notre rapport final,

André Laurendeau, président conjoint  
A. Davidson Dunton, président conjoint  
Clément Cormier, c.s.c.  
Royce Frith  
Jean-Louis Gagnon  
Paul Lacoste  
M<sup>me</sup> Gertrude M. Laing  
J. B. Rudnyckyj  
F. R. Scott  
Paul Wyczynski

Gilles Lalande, secrétaire conjoint  
N. M. Morrison, secrétaire conjoint

Michael Oliver, directeur de la recherche  
Léon Dion, conseiller spécial à la recherche

Ottawa, le 8 octobre 1967



© Droits de la Couronne réservés

En vente chez  
l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,  
et dans les librairies du  
gouvernement fédéral :

HALIFAX  
1735, rue Barrington

MONTREAL  
Édifice Æterna-Vie, 1182 ouest, rue Sainte-Catherine

OTTAWA  
Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO  
221, rue Yonge

WINNIPEG  
Édifice Mall Center, 499 avenue Portage

VANCOUVER  
657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$3.00 (sujet à changement sans avis préalable)

N° de catalogue Z1-1963/1-5/1F

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.  
Imprimeur de la Reine et  
contrôleur de la papeterie  
Ottawa, Canada  
1967

*La Commission a publié son Rapport préliminaire<sup>1</sup> le premier février 1965, après un an et demi d'existence. Il serait inutile de refaire ici la description détaillée de l'activité de ces dix-huit premiers mois. Nous nous contenterons d'en rappeler très brièvement les principales étapes.*

*À la suite d'une audience publique préliminaire à Ottawa, les 7 et 8 novembre 1963, la Commission décidait de tenir des « rencontres régionales » à travers le pays. Elle prendrait ainsi contact avec des milliers de citoyens, de Victoria (C.-B.) à Saint-Jean (T.-N.). Ces rencontres eurent lieu de mars à juin 1964.*

*Les présidents conjoints avaient déjà rendu visite, en janvier et février 1964, aux premiers ministres des dix provinces, conformément au mandat de la Commission qui lui enjoint de s'occuper de certains problèmes relatifs à l'éducation, sujet de compétence provinciale selon la Constitution. Ainsi a été assurée, entre les gouvernements provinciaux et la Commission, une collaboration profitable dont nous n'avons eu depuis qu'à nous louer.*

*L'automne 1964 a été consacré à la rédaction du rapport préliminaire, qui résume l'expérience vécue par la Commission et contient les conclusions provisoires qu'elle en a tirées. Le document parut au début de 1965.*

*Dès après cette publication, la Commission inaugurerait ses audiences publiques. Comme on pourra le constater à l'appendice II, il y en eut quatorze, dont chacune dura d'un à quatre jours. Ces audiences eurent lieu en deux séries : de mars à juin, puis, de novembre à décembre 1965.*

---

<sup>1</sup>. Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ottawa, Imprimeur de la reine, 1965.

*Quatre cent quatre mémoires<sup>1</sup> ont été soumis à la Commission, soit par des particuliers qui exprimaient leur point de vue personnel, soit par des associations de toutes sortes, dont plusieurs s'étaient livrées au préalable à des études et à des sondages auprès de leurs membres. Dans la plupart des cas, il s'agissait de documents substantiels dont la Commission a tiré le plus grand profit.*

*Nous avons voulu que les rencontres régionales soient très libres dans leur exploration. Par contre, les audiences publiques furent l'occasion d'enquêtes précises et de discussions approfondies. Le travail des commissaires pouvait ici s'appuyer sur l'étude minutieuse des mémoires qui leur avaient été soumis. Il était plus facile de circonscrire les terrains d'entente, ainsi que les zones de tension et de désaccord.*

*En outre, la Commission a entendu à huis clos un certain nombre de citoyens ou de groupes qui préféraient ne pas se prononcer publiquement. Plusieurs séances de cette nature se sont déroulées en liaison avec les audiences publiques. Certaines eurent lieu de l'initiative de la Commission elle-même, alors que d'autres furent tenues à la requête des intéressés. Grâce à ces rencontres, les commissaires ont été saisis de l'expérience et du point de vue de personnes empêchées, en raison de leur situation particulière, de paraître en public pour se prononcer sur les sujets en cause. Les renseignements ainsi recueillis complétaient l'information obtenue aux audiences publiques.*

*L'année 1965 a donc été principalement consacrée à l'étude des mémoires et à la tenue des audiences publiques et privées. Cependant, à partir de l'automne 1965, une autre tâche allait s'imposer : prendre connaissance des premiers résultats de la recherche qui commençaient à parvenir à la Commission.*

*Dès le départ, nous avons constaté la nécessité d'un vaste programme de recherche, parce que la plupart des questions soulevées par notre mandat n'avaient pas encore fait l'objet d'études systématiques. Des sujets comme la fonction publique, l'éducation où les communications de masse avaient certes été étudiés en eux-mêmes, mais rarement en fonction des langues et des cultures au Canada. On possédait à leur sujet des renseignements épars et partiels ; mais très souvent les éléments fondamentaux les plus simples — comme, par exemple, le nombre d'anglophones et de francophones à l'emploi du gouvernement fédéral — demeuraient inconnus.*

*Nous ne visions pas des résultats spectaculaires, mais simplement la constitution d'une honnête et substantielle documentation. Trop longtemps, croyions-nous, ces sujets avaient été livrés au hasard des approximations ou de brillantes généralisations. Or des sujets mal définis ou incomplètement explorés laissent la voie libre aux demi-vérités et aux préjugés. Il était donc d'autant plus important d'éclairer, dans toute la mesure du possible, les principaux éléments de la discussion. Ces connaissances ne*

1. On en trouvera la liste à l'appendice III.

sauraient à elles seules créer l'unanimité, puisqu'il arrive constamment que les experts eux-mêmes tirent des conclusions divergentes de l'examen des mêmes faits. Encore fallait-il que ces faits fussent mieux explorés et qu'ainsi les discussions perdissent le caractère de confusion qu'elles ont trop souvent. Bref, nos conclusions devraient être fondées sur une bonne connaissance de la réalité.

Nous n'entendons pas décrire ici le programme de recherche de la Commission, ni ses résultats. On trouvera à l'appendice IV le rapport du directeur de la recherche. Quoique ambitieux, ce programme demeure incomplet : on ne rattrape pas en trois ans le retard de plusieurs décennies. Mais le résultat est nettement positif, on pourra le constater en lisant les études que nous comptons publier. À nos yeux, en effet, l'un des premiers devoirs de la Commission est de faire connaître les faits que son enquête a révélés. Quant aux secteurs où le travail est à peine amorcé, nous avons le sentiment que le branle est donné et que, dans l'avenir, d'autres chercheurs sauront approfondir et élargir les premières connaissances acquises.

Une question vient à l'esprit : l'ensemble des mémoires et des documents de recherche confirment-ils la conclusion provisoire à laquelle nous étions parvenus dans notre Rapport préliminaire ? Continuons-nous d'estimer que « le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire<sup>1</sup> » ? Le mot « crise », que nous avons alors employé, a heurté bien des Canadiens. Certains l'ont associé aux manifestations les plus superficielles du malaise social actuel. Il a semblé excessif à d'autres, qui ignoraient la nature et l'étendue du mécontentement du Québec. Nous étions convaincus de la profondeur du problème et, pesant tous nos mots, nous pouvions écrire à propos du Canada : « c'est l'heure des décisions et des vrais changements ; il en résultera soit la rupture, soit un nouvel agencement des conditions d'existence<sup>2</sup>. » Telle continue d'être la situation.

Ce sont les divers aspects de cette crise que nous allons scruter tout au long de ce rapport, pour ensuite proposer un certain nombre de remèdes. L'examen du thème des deux sociétés et des deux majorités sera fait progressivement, d'une partie à l'autre du rapport. Dans la mesure du possible, et plutôt que de procéder à un examen global de la situation, nous allons sérier les questions et les étudier en elles-mêmes, l'une après l'autre.

L'ampleur du mandat confié à la Commission est telle que, sous l'angle qui lui est propre, celle-ci aurait pu légitimement enquêter sur tous les aspects de la vie en société au Canada. Bien entendu, il a fallu se limiter. Les thèmes qui seront abordés restent nombreux : c'est pourquoi notre rapport comprendra un certain nombre de livres ou parties importantes ; il s'agit donc de divisions intellectuelles. Un livre parfois occupera un volume entier et parfois formera une partie d'un volume.

1. Rapport préliminaire, p. 5.

2. Rapport préliminaire, p. 125.

*Après une introduction générale qui porte sur les mots clefs de notre mandat, nous comptons examiner, dans la perspective où nous nous situons :*

- Les langues officielles (ce livre constitue avec l'Introduction générale, le présent volume du rapport);*
- Le monde du travail, secteur public et secteur privé, ainsi que le statut socio-économique des Canadiens de diverses origines ethniques;*
- L'éducation, dans ses rapports avec les langues officielles et les cultures;*
- La capitale fédérale;*
- Le Parlement, le Cabinet et la Cour suprême;*
- Les associations libres;*
- Les autres groupes ethniques et leur apport à l'enrichissement culturel du Canada;*
- Les arts et les lettres;*
- Les communications de masse.*

*Un dernier livre groupera les conclusions générales du rapport.*

*Il y a quelque inconvénient à échelonner sur plusieurs mois la publication d'un rapport dont l'unité ne se révélera ainsi que peu à peu. Cette façon de procéder permettra cependant de donner à des questions fort importantes un relief qu'elles n'auraient pas eu autrement. En outre, les divisions proposées ne sont pas artificielles : le problème du statut des langues officielles est préalable, même s'il ne permet pas de rejoindre certains des aspects les plus décisifs de la crise. Nous traiterons à part la question des groupes dont la langue et la culture originelles ne sont ni anglaises ni françaises. Les autres livres traiteront de la vie des langues officielles et des cultures dominantes au sein des institutions les plus importantes et de la capitale fédérale. C'est enfin dans les conclusions générales que nous synthétiserons nos vues et que nous aborderons, notamment, les grandes questions constitutionnelles concernant les relations et l'avenir des deux sociétés.*



1. Très souvent on a demandé à la Commission de définir les mots clefs de son mandat<sup>1</sup>. Nous répondions alors que ces définitions « impliquent souvent des prises de position ou de longues recherches sur des thèmes connexes<sup>2</sup> », qui restaient à effectuer. Nous ne voulions pas non plus, au moment où tant d'associations et de particuliers préparaient leurs mémoires, sembler imposer une définition ou, à l'inverse, déclencher des discussions interminables sur le sens des mots plutôt que sur la réalité qu'ils expriment.

2. Ces deux risques n'ont pas totalement disparu. Néanmoins, après être longtemps demeurés à l'écoute, nous croyons nécessaire d'indiquer le sens que nous donnerons en particulier aux mots « bilinguisme » et « biculturalisme », ainsi qu'à l'expression « principe de l'égalité entre les deux peuples ». Comme ces termes ont des acceptions différentes, il importe de souligner à l'avance celle ou celles que nous choisirons. Ce n'est pas que les autres soient mauvaises : nous entendons simplement prévenir le lecteur du sens que nous avons retenu.

3. Le mandat de la Commission est essentiellement de

faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme et [de] recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport.

Les mots « bilinguisme » et « biculturalisme » sont mis en relief dans le mandat, mais d'autres termes ont également beaucoup d'importance :

---

1. Voir appendice 1.

2. *Rapport préliminaire*, p. 176.

en particulier « peuple » (en anglais, « *race* »), « groupe ethnique », ainsi que la formule « apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada ».

« Race »  
et  
« peuple »

4. Cette façon de s'exprimer, — notamment l'utilisation en anglais du terme « *race* » — a donné lieu à des malentendus. Devrions-nous comprendre que deux races, ou deux peuples seront favorisés au détriment des autres groupes ethniques ? Certains l'ont cru, et ils se sont élevés contre le privilège de naissance qui serait ainsi accordé aux deux « peuples fondateurs » ; contre le principe de discrimination inscrit, selon eux, dans le mandat de la Commission, au détriment de ceux qui sont arrivés au pays après les Français et les Britanniques. Il y aurait alors, d'une part, une sorte d'aristocratie héréditaire constituée par « deux peuples fondateurs », dont l'héritage se transmettrait de père en fils et, d'autre part, une piétaille de groupes ethniques à jamais écartés des centres d'influence. Ce n'est pas ainsi que nous avons compris notre mandat.

5. À nos yeux, la mention des deux « *founding races* » ou « peuples qui ont fondé la Confédération » est une allusion au rôle indiscutable joué par les Canadiens d'origines française et britannique en 1867, et même avant qu'il ne soit question de régime confédératif. Le mot « *race* » est employé dans l'un de ses sens traditionnels, celui de groupe national, et non au sens biologique. Cela apparaît plus clairement quand on lit le paragraphe 2 du mandat où il est question non de race, de peuple ou de groupe ethnique, mais « du caractère fondamentalement biculturel de notre pays et de l'apport subséquent des autres cultures ». De même, dans le paragraphe 1 qui porte sur la fonction publique, et dans le paragraphe 3 concernant l'enseignement des langues officielles, on ne parle ni de race ni de peuple ni de groupe ethnique ; le mandat souligne successivement le « caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale » et les problèmes relatifs à l'enseignement de l'anglais et du français.

6. Par conséquent, les notions de langue et de culture sont à nos yeux vraiment centrales dans le mandat. Nous leur accorderons plus d'importance qu'à celles de « *race* » ou de « peuple », même qu'à celle de « groupe ethnique ».

Le groupe  
ethnique

7. Dans le langage courant aussi bien que scientifique, le terme « groupe ethnique » est utilisé de plusieurs manières. En général, il exprime un sens de l'identité qui prend racine dans une communauté d'origine, d'abord au sens biologique, que cette communauté soit réelle ou imaginaire. La notion de groupe ethnique est utile, puisqu'elle correspond à des réalités indiscutables : chacun est le fils de son père et l'idée de filiation, inscrite dans le mot « ethnique », est lourde de conséquences. C'est ainsi qu'indépendamment de l'hérédité, on peut



avoir retenu une bonne part de la culture de ses parents même quand on ne parle plus leur langue. En outre, il nous serait d'autant plus difficile d'écarter la catégorie « origine ethnique » qu'elle est la seule mesure, même indirecte, que la statistique nous fournit de certains phénomènes dont la connaissance est essentielle à notre enquête. Une grande partie de nos études qui s'appuient sur la statistique officielle du Canada sont fondées sur l'origine ethnique<sup>1</sup>.

8. « Britanniques », « Français » ou « autres », tous ont des ancêtres, tous ont une ou des origines ethniques. Mais certains individus ont un sentiment beaucoup plus vif de leur origine, de leur appartenance à un groupe. De même, on relève d'importantes différences de comportement, d'un groupe à l'autre : de certains, on a dit qu'ils « s'évaporent » dans l'air canadien, tandis que d'autres s'affirment avec force. Il semble que de ce point de vue, les phénomènes importants ne soient ni l'origine ethnique ni même la langue maternelle, mais la conviction d'appartenir à un groupe et la volonté qu'a ce groupe d'exister comme tel. C'est d'ailleurs à ces signes que certains sociologues reconnaissent un groupe ethnique. Comme l'écrivent E. C. et H. M. Hughes, un groupe existe « parce que ceux qui sont à l'intérieur (du groupe ethnique) comme ceux qui sont à l'extérieur savent que c'est un groupe, parce qu'à l'intérieur comme à l'extérieur on parle, on sent et l'on agit en fonction de ce groupe distinct<sup>2</sup> ». Pris en ce sens, le terme « groupe ethnique » est fort loin de la catégorie de recensement, qui n'exprime qu'une origine donnée.

9. Bien des raisons — la première d'ordre moral — s'opposent à ce qu'on adopte l'idée de différence ethnique, appuyée soit sur le groupe soit sur l'origine, comme principe organisateur de la société. Cette solution tendrait à créer des groupes fermés excluant d'avance les nouveaux venus ; les hasards de la naissance seraient accentués et des barrières rigides érigées entre les gens. Une législation fondée sur l'origine ethnique ou le groupe ethnique irait directement à l'encontre du principe selon lequel tous les hommes sont égaux devant la loi.

10. Ce serait en outre susciter d'extraordinaires difficultés pratiques. Si le fils d'un Français et d'une Écossaise épouse la fille d'un Allemand et d'une Ukrainienne, à quel groupe ethnique leur enfant va-t-il appartenir ? Au Canada, le Bureau fédéral de la statistique résout arbitrairement le problème en statuant que l'origine du père l'emporte. Ainsi, dans le cas présent, l'origine du petit-fils sera déclarée française. Mais

1. Voici les questions du recensement de 1961 à propos de l'origine ethnique et de la langue maternelle. Pour identifier l'origine ethnique : « À quel groupe ethnique ou culturel appartenait votre ascendant paternel (ou vous-même) lors de son arrivée en Amérique ? » Pour identifier la langue maternelle : « Quelle est la première langue que vous avez apprise dans l'enfance et que vous comprenez encore ? » Ces deux catégories seront examinées dans le chapitre II du livre I.

2. E. C. et H. M. HUGHES, *Where Peoples Meet*, Glencoe (Ill.), 1952, p. 156.

dans un pays à composition pluriethnique, où la communauté la plus nombreuse, la britannique, comprend divers groupes<sup>1</sup>, où le groupe français, regardé comme le plus homogène, est néanmoins loin d'être « pur », où enfin les mariages interethniques sont nombreux et acceptés ; dans de telles conditions, on se demande quel sens et quelle justification pourrait avoir une législation qui enfermerait les gens dans leur origine dite ethnique.

11. Enfin, s'il faut admettre que l'origine ethnique continue d'exercer très souvent une influence d'ordre culturel sur l'individu dont les parents ont opté pour une autre langue, il reste que cette influence est impossible à mesurer, qu'elle est très variable d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, et il est difficile d'en tirer une règle précise. En conséquence, sans nier l'importance de ce facteur, la Commission, qui doit faire des recommandations et les fonder sur des réalités aisément discernables, est forcée d'accorder beaucoup plus d'importance au fait linguistique qu'à l'origine ethnique.

12. Dans de nombreux cas, il y a coïncidence entre le groupe ethnique et la langue maternelle. C'est ainsi que la quasi-totalité des Canadiens d'origine britannique ont l'anglais pour langue maternelle, et que les neuf dixièmes des Canadiens d'origine française ont le français pour langue maternelle. Mais 26 % des Canadiens dont la langue maternelle est l'anglais ont une origine autre que britannique. Le groupe francophone lui-même, qui assimile beaucoup moins, compte 3 % de Canadiens d'origine non française. Au Canada, on appartient au groupe linguistique de son choix, pourvu qu'on accepte les conditions et les conséquences de ce choix : rien, du moins en droit, ne rive les Canadiens à la langue dominante de leur groupe ethnique. Comme le choix est libre, il serait odieux de ne pas en accepter pleinement les résultats et d'établir deux catégories de citoyens : d'une part, les anglophones d'origine britannique ou les francophones d'origine française et, d'autre part, les anglophones ou les francophones d'autres origines.

13. La Commission a pu constater, au cours de son enquête, qu'il est courant au Canada de réserver le terme « ethnique » aux groupes ni britanniques ni français. L'ethnicité apparaît alors comme un phénomène bizarre et peut-être honteux : on serait ethnique comme d'autres disent qu'on est étranger. Nous ne saurions trop nous élever contre cet usage.

14. Cette attitude pourtant s'explique : les groupes dominants sont souvent plus conscients de l'ethnicité des groupes minoritaires que de

---

1. Le recensement de 1961, sous la catégorie « britannique » (en anglais, *British Isles*) distingue entre les Anglais, les Irlandais, les Écossais et les « autres » (c'est-à-dire les autres Britanniques et notamment les Gallois).

celle qui leur est propre ; de même, la conscience de leur propre ethnicité est d'habitude plus vive chez les minorités que chez le groupe majoritaire. C'est ainsi qu'on a pu dire que les groupes dominants sont composés de ceux pour qui l'ethnicité n'est pas une gêne. En réalité, elle est un phénomène naturel, encore que souvent fort complexe, à quoi chacun est relié par sa naissance. Mais c'est un phénomène que la Commission, à cause de sa nature même, considère le plus souvent comme étranger à son propos.

15. Les Canadiens dont l'origine n'est ni britannique ni française sont donc rejoints à deux titres : a) dans la mesure où ils se sont intégrés à la société anglophone ou à la société francophone, tout ce qui est dit des anglophones ou des francophones vaut pour eux ; b) dans la mesure où ils restent attachés à leur langue et à leur culture originelles, ils appartiennent aux autres groupes ethniques, dont l'existence est assurément bénéfique. Mais leur liberté sera réelle à deux conditions : d'une part, les deux sociétés, l'anglophone aussi bien que la francophone, doivent se montrer toutes deux plus ouvertes et accueillantes que dans le passé ; d'autre part, les deux sociétés doivent accepter volontiers que les membres des autres groupes conservent et enrichissent, s'ils le désirent, les valeurs culturelles auxquelles ils tiennent. Nous croyons même qu'elles devraient aller plus loin. Aussi examinerons-nous, dans le livre consacré aux autres groupes ethniques, quelle aide les deux sociétés devraient leur apporter, en particulier quant à l'éducation, aux communications de masse et à la création artistique.

16. Avant de quitter ce sujet, il nous faut dire au moins sommairement comment nous avons interprété la partie du mandat qui nous demande de tenir compte « de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada ». On pouvait donner plusieurs sens à cette formule. En premier lieu, le seul fait que des hommes soient venus de l'étranger pour participer à l'édification du Canada a contribué à notre enrichissement culturel. Dès leur arrivée, ces gens se donnèrent pour tâche essentielle de continuer l'œuvre commencée en faisant pénétrer le progrès dans d'immenses territoires encore peu peuplés. C'est donc en participant à l'aménagement du pays qu'ils ont fait leur première contribution à la culture canadienne.

« L'apport des  
autres groupes  
ethniques »

17. Dans une perspective plus restreinte, la vie canadienne s'est vite enrichie des connaissances et des traditions que chacun de ces groupes culturels apportait avec lui. Ces modes de vie multiples, variés, ont peu à peu ajouté au patrimoine d'expérience, de perspectives, d'idées, de qualifications et de talents qui est caractéristique de notre pays. La diversité culturelle a élargi nos horizons ; elle nous a fourni la possibilité d'aborder sous des angles différents l'étude de nos problèmes, mais nous n'avons pas toujours su en profiter.

18. Enfin la culture, au sens humaniste du mot, devait bénéficier de la venue au Canada de groupes de diverses origines. Certes les terres vierges ouvertes au progrès devaient longtemps demeurer fermées aux arts et aux lettres. Souvent le colon n'avait lui-même que peu participé à la vie des arts dans son propre pays ou, si les choses de l'esprit ne lui étaient pas étrangères, il se voyait contraint d'y renoncer dans sa nouvelle patrie. Mais en mûrissant, notre société s'est tournée vers les loisirs et vers les agréments de l'existence. Les traditions populaires conservées par les fils et les filles des premiers colons, jointes à la somme de talents, de sens artistique et d'adresse apportés par les immigrants issus de vieilles civilisations, ont alors ajouté à la dimension de notre littérature, de notre musique et de nos arts plastiques.

19. Il serait vain de chercher à distinguer dans une œuvre l'apport de l'individu de celui du groupe culturel auquel il appartient ; ou même de vouloir y découvrir soit l'origine de l'auteur, soit sa fidélité au groupe. Si tout apport culturel est d'abord l'œuvre d'un homme, celui-ci n'est jamais sans racines. Enfin il faut retenir que l'œuvre elle-même ne trouvera sa place dans le patrimoine culturel commun à tous les Canadiens que si l'intégration du créateur au milieu canadien est suffisante pour qu'il y ait communication.

20. Nous n'estimons pas opportun, à supposer que cela soit possible, de mesurer à l'aune l'apport de chacun des groupes, puis d'affirmer que les uns ont apporté beaucoup et les autres moins. Everett Hughes, il y a vingt ans, a fait observer combien il serait absurde de juger du droit d'un groupe à l'existence « d'après la qualité de ses particularismes culturels, qu'on appellera à cette fin son *apport culturel*<sup>1</sup> ». Il parlait alors des Canadiens français, mais ses paroles s'appliquent également aux autres groupes. Notre propos est plutôt de reconnaître et de mettre en valeur les richesses culturelles et linguistiques que possède le Canada, car c'est là une première étape, essentielle du reste, vers leur sauvegarde.

Les cultures  
indigènes

21. Signalons dès à présent que la Commission n'étudiera pas la question des Indiens et des Esquimaux. De fait, son mandat ne contient aucune référence aux populations indigènes du Canada. S'il fait état de deux peuples fondateurs, c'est-à-dire les Canadiens d'origines britannique et française qui ont fondé la Confédération, et des autres groupes ethniques, il ne mentionne ni les Esquimaux ni les Indiens. Ceux-ci ne sont pas visés par la partie du mandat qui porte sur les peuples fondateurs. Il aurait donc fallu les inclure dans les autres groupes ethniques. Or il est évident que l'expression « autres groupes ethniques » désigne les hommes de diverses origines qui sont arrivés au Canada

1. *Where Peoples Meet*, p. 158.

pendant ou après la fondation de l'État canadien actuel, et qu'elle ne rejoint pas les premiers occupants de notre pays.

22. L'intégration de ces populations à l'ensemble de la société canadienne soulève des questions fort complexes. Car ce processus met en cause la nature même des traditions et des habitudes du milieu indigène. La Commission reconnaît qu'il n'était pas dans l'intention du gouvernement, ce dont témoigne son mandat, qu'elle entreprît de longues études sur la place qui doit revenir aux Indiens et aux Esquimaux dans la Confédération canadienne. D'autres organismes, officiels ou privés, ceux-ci le plus souvent avec l'aide financière du ministère des Affaires du Nord, se sont vu confier les travaux de recherche nécessaires à l'élaboration de la politique gouvernementale.

23. Cependant la Commission juge qu'il est de son devoir de rappeler aux autorités compétentes qu'elles doivent tout mettre en œuvre pour aider les populations indigènes à conserver un héritage culturel qui, par essence, fait partie du patrimoine de tous les Canadiens. La Commission estime également que le gouvernement canadien, en étroite collaboration avec les provinces intéressées, doit prendre les mesures nécessaires pour favoriser la survivance de la langue esquimaude et des dialectes indiens les plus répandus.

24. La Commission devait donc enquêter sur « l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme » ainsi que sur « l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada ». Dans les deux cas, il s'agit d'abord de phénomènes linguistiques et culturels, ou d'aspects linguistiques et culturels de phénomènes politiques et socio-économiques. Plutôt que de groupes ethniques, la Commission parlera plus volontiers de groupes linguistiques et culturels.

En résumé

#### *A. Le bilinguisme*

25. Comme le début du premier livre est consacré au bilinguisme, nous ne proposons ici que des réflexions simples et préliminaires sur la question. Au reste, ce mot « bilinguisme » n'est-il pas clair et sans équivoque ? Pourtant, des distinctions s'imposent.

26. Notons tout d'abord que le bilinguisme qui nous intéresse ici se rapporte aux langues officielles du Canada, l'anglais et le français. Dans le langage courant, le bilinguisme met en cause l'usage de deux langues, quelles que soient ces langues. Au Canada, beaucoup sont considérés comme unilingues, en fonction des langues officielles, qui sont, en réalité, des individus bilingues ; nombre d'entre eux n'ont ni l'anglais ni le français pour langue maternelle. En règle générale, il s'agit de Canadiens appartenant aux autres groupes ethniques, nés au

L'anglais et  
le français

Canada ou à l'étranger, qui ont d'abord appris la langue de leur groupe — par exemple l'allemand, l'ukrainien ou l'italien — et qui, par la suite, ont plus ou moins acquis l'une des langues officielles du Canada, le plus souvent l'anglais, chose fréquente dans les régions du Canada où leur groupe est assez nombreux. On aura ainsi un bilinguisme allemand-anglais, ukrainien-anglais, italien-anglais ou, dans le Québec, un bilinguisme italien-français, et ainsi de suite. Mais le phénomène qui nous retiendra dans ce premier livre est relatif aux langues dont fait mention l'article 133 de l'A. A. N. B., soit l'anglais et le français. C'est dans le livre consacré aux autres groupes ethniques qu'il sera question des autres langues parlées au Canada.

**Le bilinguisme  
des individus**

27. En pratique, l'individu appelé bilingue connaît, plus ou moins, deux langues. Nous savons que le bilinguisme intégral, c'est-à-dire la maîtrise égale de deux langues, est rare et peut-être impossible. D'ordinaire, les « bilingues » en chair et en os que nous rencontrons ont une bonne connaissance de leur langue maternelle et une connaissance plus ou moins étendue, plus ou moins active, de la langue seconde.

28. Aussi devons-nous rester sur nos gardes. Quand le recensement de 1961 dénombre environ deux millions et quart de bilingues, soit à peu près 12 % de la population canadienne, il ne s'agit pas d'individus tous capables de parler également bien l'anglais et le français, donc interchangeables. Ce nombre comprend un peu plus d'un million et demi de Canadiens d'origine française, dont l'anglais n'est en général que la langue seconde ; près de trois cent vingt mille Canadiens d'origine britannique dont le français n'est le plus souvent que la langue seconde ; et environ deux cent cinquante mille Canadiens d'origine autre que britannique ou française, pour qui l'anglais et le français peuvent très bien n'être justement que des langues acquises, inégalement connues. On verra dans toute la suite du rapport, comme ces distinctions — et bien d'autres, moins simples, — ont d'énormes conséquences pratiques.

**Le bilinguisme  
des institutions**

29. Nous n'avons traité jusqu'ici que du bilinguisme des individus. Mais le bilinguisme d'une institution, d'une province ou d'un pays est une tout autre affaire. Un pays bilingue n'est pas un pays dont tous les habitants doivent nécessairement parler deux langues ; c'est un pays dont les principales institutions, tant publiques que privées, doivent dispenser leurs services dans les deux langues, à des citoyens qui peuvent fort bien, dans l'immense majorité, être des unilingues. Il en est de même pour une province comme pour une institution bilingue. En conséquence, « l'état présent du bilinguisme » au Canada, ce n'est pas tant le nombre d'individus bilingues que la position occupée par chacune des deux langues dans la vie courante et les chances réellement offertes à chacune d'elles.

30. Bien entendu, une institution, une province, un pays bilingues ne sauraient fonctionner efficacement que s'il existe un nombre suffisant d'individus bilingues pour assurer les rapports entre les deux groupes linguistiques. L'urgence de ce problème est d'ailleurs soulignée dans le paragraphe 3 de notre mandat, qui charge la Commission de « présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens de devenir bilingues. » Il sera souvent difficile à résoudre, et nous ne voulons pas laisser croire que nous le jugeons de médiocre importance. Cependant, la vie et l'épanouissement des deux langues sont préalables. En conséquence, le problème de la langue première est premier : il est vital, il est plus essentiel pour l'être que celui de la langue seconde. C'est pourquoi « l'état présent du bilinguisme au Canada », c'est d'abord l'état présent de la langue anglaise et de la langue française, chacune étant considérée en soi. Nous devons donc nous demander si chacune a, concrètement, les moyens de vivre.

31. Arrêtons-nous un moment sur l'importance de la langue pour un groupe et sur les dimensions politiques de ce problème lorsque le groupe est suffisamment important et animé par une volonté commune de vivre. C'est un problème contemporain qui déchire un grand nombre de pays, notamment des États nés de la vague de décolonisation d'après-guerre. On entend parfois exprimer le souhait que notre pays ne s'enlise pas à son tour dans des querelles de même nature, un peu comme si les États en question les avaient délibérément suscitées, et peut-être créées artificiellement. Cela tient, croyons-nous, à ce qu'on sous-estime l'importance de la question linguistique et le caractère explosif qu'elle acquiert souvent, surtout lorsqu'elle n'est pas résolue dans un esprit suffisamment libéral. Un spécialiste des questions constitutionnelles, R. L. Watts, note que la question linguistique a eu une influence déterminante sur l'organisation de plusieurs nouveaux États<sup>1</sup>. Pourquoi en est-il ainsi ? Une langue permet de communiquer avec ceux qui l'entendent :

L'importance  
politique du  
phénomène  
linguistique

Mais ce problème dépasse, en profondeur, celui de la communication. Le langage en soi est un élément fondamental de l'activité propre à l'homme. C'est par le langage que l'individu satisfait son besoin de s'exprimer ; c'est par le langage que l'homme non seulement communique mais réalise la communion avec autrui. C'est le langage qui, par ses structures, donne une forme cohérente à la pensée humaine ; c'est le langage qui rend possible l'organisation sociale. Aussi une langue commune est-elle l'expression d'une communauté d'intérêts au sein d'une collectivité. Il n'est donc pas étonnant que les collectivités gouvernées dans une langue qui n'est pas la leur se sentent, en général, lésées dans leurs droits et que là réside un foyer possible d'agitation politique. De plus, la langue, comme la couleur de la peau, peut

1. R. L. Watts, « Multi-Cultural Societies and Federalism ». Étude faite pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

devenir une étiquette facilement repérable par ceux qui chercheraient à faire d'un groupe différent du leur un bouc émissaire, à l'occasion de débats foncièrement étrangers à la langue ou la race.

Sa valeur  
pratique

32. D'une part donc, la langue, comme moyen d'expression, se situe au cœur de toute personnalité, qu'il s'agisse de la vie intellectuelle ou de la vie affective. Mais d'autre part, comme moyen de communication, elle « rend possible l'organisation sociale ». Elle sert dans les moindres démarches de la vie quotidienne, sur le marché du travail, dans les activités professionnelles et dans diverses formes de loisir, à l'église, à l'école, au club, et ainsi de suite. Les contacts humains s'établissent dans *une* langue. Nous dirons plus tard les difficultés, qui parfois vont jusqu'au drame, de l'individu « bilingue » qui doit travailler dans sa langue seconde, la diminution qu'il subit et l'irritation qui en résulte si souvent. Il arrive que certaines situations rendent ce choix inévitable — en particulier lorsqu'un individu est presque seul à parler sa langue dans un milieu donné. Mais on doit viser à imposer le moins possible des sacrifices dont, en définitive, personne ne profite — ni l'intéressé, ni ceux pour qui il travaille, puisque son rendement en serait diminué.

Conclusion

33. On ne s'étonnera pas de voir la Commission consacrer au bilinguisme le premier livre de son rapport final. Elle n'affirme pas qu'en traitant des langues, elle touche le fond même des causes de division entre les Canadiens ; le problème de la dualité culturelle à certains égards est encore plus profond, et la question politique ne comprend pas que des difficultés linguistiques. Il fallait pourtant souligner l'importance de la question des langues qui est souvent minimisée au Canada, tantôt par la majorité anglophone qui, dans son ensemble et jusqu'ici du moins, n'a jamais eu à subir d'inconvénients, et donc à en souffrir, et tantôt par la minorité francophone elle-même. On trouve beaucoup de Canadiens de langue française à ce point habitués à l'état d'infériorité de leur propre langue qu'ils en sont inconscients, alors que d'autres, depuis quelques années surtout, situant le problème à un tout autre niveau que celui des langues, c'est-à-dire généralement au niveau politique et économique, n'admettent pas que de nouveaux aménagements linguistiques puissent entraîner une amélioration réelle de la situation.

34. Ces vues nous semblent très partielles pour les motifs exprimés plus haut, mais aussi à cause d'un fait qui donne encore plus de signification au phénomène linguistique : c'est le lien très fort qui existe entre une langue et une culture. La langue est l'expression la plus manifeste d'une culture, celle qui met le plus en évidence, même aux yeux de l'observateur superficiel, les distinctions entre les groupes culturels. Ramenée aux termes de notre mandat, cette proposition signifie que les problèmes du bilinguisme et ceux du biculturalisme sont étroitement liés.



## B. Le biculturalisme

35. Avant d'étudier les relations entre langue et culture, et avant même d'analyser le concept de biculturalisme, arrêtons-nous un moment au mot « culture » afin de bien préciser le sens que nous voulons retenir. En effet, on a pu consigner près de trois cents définitions de ce mot<sup>1</sup>, et certaines disciplines en connaissent simultanément plusieurs.

36. Écartons d'abord les acceptions très larges qui englobent tous les aspects de la vie d'un groupe. Justes et commodes dans d'autres contextes, elles seraient parfaitement inutiles à notre propos. Elles mènent à conclure que tous les Nord-Américains, sinon la plupart des Occidentaux, vivent dans des sociétés hautement industrialisées et inspirées de la tradition judéo-chrétienne et que, par conséquent, ils possèdent une culture commune. C'est vrai, mais vu de trop haut pour nous être d'un grand secours.

Le mot  
« culture »

37. Ainsi en est-il du sens humaniste traditionnellement donné au mot culture, mais cette fois pour une raison inverse : il est trop restreint. Il nous arrivera d'utiliser le mot dans ce sens, par exemple lorsque nous étudierons « l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada », et dans le livre que nous consacrerons aux arts et aux lettres.

38. La réalité rejointe par les néologismes « biculturalisme » et « biculturel<sup>2</sup> » nous paraît plus ample, elle ne comprend pas seulement les œuvres de l'esprit. C'est d'ailleurs pour une notion de ce genre qu'ont opté la plupart des mémoires qui ont abordé la question. Dans ce sens, que nous faisons nôtre, la culture est une manière globale d'être, de penser, de sentir ; c'est un ensemble de mœurs et d'habitudes, c'est aussi une expérience commune ; c'est enfin un dynamisme propre à un groupe qu'unit une même langue. Chose certaine, les deux cultures désignées par notre mandat sont celles qui sont associées à la langue anglaise et à la langue française au Canada. Comme il y a deux langues dominantes, il y a deux cultures principales, dont l'influence s'exerce, à des degrés très différents, dans l'ensemble du pays.

Notre définition  
de « culture »

39. Nous avons vu que les mots biculturalisme et biculturel concernent deux styles de vie distincts, même s'il est clair que ces deux styles possèdent plusieurs éléments en commun. Si le bilinguisme ne doit

La culture :  
un style de vie

1. Voir *Culture — A Critical Review of Concepts and Definitions*, par A. L. Kroeber et Clyde Kluckhohn, New York, Vintage Books, 1963, p. 291.

2. Ce néologisme, au moins sous sa forme adjectivale, date de plusieurs années. Nous n'en avons pas recherché l'origine, mais disons néanmoins que la première mention que nous en ayons notée est de 1929. En effet, le 17 janvier de cette année, M. Graham Spry l'utilisait dans une conférence au Canadian Club de Québec, où il signalait « le caractère biethnique et biculturel de la nation canadienne ». Voir *The Canadian Nation*, vol. I, février 1929, p. 15.

pas conduire à une mixture de deux langues, de même la dualité culturelle au Canada ne saurait suggérer le mélange de ces deux cultures ; chacune a son existence propre. Certes, elles ne sont pas des blocs hermétiques, elles évoluent, elles se font constamment des emprunts ; dans la mesure où elles sont vivantes, elles ne cessent de se transformer selon le dynamisme et dans la direction qui leur sont propres. La culture d'un groupe ne doit toutefois pas être confondue avec un système de pensée, même s'il arrive, à un moment donné, qu'il y ait quasi-coïncidence entre une culture et telle idéologie ; celle-ci peut être remplacée par d'autres, tandis que celle-là continue de vivre. La culture, par conséquent, ne détermine pas ce qu'une collectivité pensera ou fera, mais colore sa manière de penser ou de faire. Elle est à la collectivité un peu ce que le caractère est à l'individu : il est rare qu'on ait en même temps deux personnalités ou deux styles.

40. Ainsi entendue, une culture est donc la somme des caractéristiques à la fois propres à un groupe et communes aux individus qui y participent. Selon le degré d'instruction et la classe sociale des individus ou la région qu'ils habitent, il y aura des façons différentes de vivre la même culture — comme il y a des façons différentes de parler la même langue. La culture rassemble des individus par ailleurs nettement différenciés.

#### L'acculturation

41. Au reste, la participation à une culture est plus ou moins intense selon les personnes. Par exemple, ceux qui sont plongés dans un milieu étranger en subiront fortement l'influence dans la totalité ou dans un secteur de leur vie : c'est le phénomène de l'acculturation<sup>1</sup>. On sait que nombre de Canadiens francophones, dont la vie familiale se poursuit à la française, adoptent peu à peu, au bureau ou à l'usine, les comportements qui ont cours dans les milieux anglophones. Cette acculturation peut être aussi pénible que l'apprentissage d'une nouvelle langue, et soumise aux mêmes genres de difficultés ; comme d'autres l'ont déjà noté, l'individu commet des « fautes » non plus de langue mais de culture. Il exprime cette nouvelle culture, si l'on ose dire, « avec un accent étranger », il ne saisit pas aussi vite que ses compagnons des allusions rapides faites en passant, et ainsi de suite. Il s'agit à peine, ici, de métaphores ; car, par exemple, le genre de relations

---

1. Tout au long du rapport, on retrouvera cette notion d'*acculturation*. Dans son acception la plus large, le mot s'applique au processus d'adaptation à un groupe social ou culturel. Nous l'emploierons pour désigner la conséquence, chez un individu, du fait qu'il soit soumis à l'influence plus ou moins contraignante d'une culture autre que sa culture originelle. Ainsi entendue, l'acculturation comporte plusieurs degrés, entre la parfaite adhésion d'un individu aux schèmes de sa culture originelle et son adhésion totale aux schèmes d'une autre culture. C'est dans ce sens que les anthropologues emploient ce terme, lorsqu'ils étudient les inter-influences entre deux cultures au niveau de l'individu. Les « échelles d'acculturation » qu'ils construisent servent à mesurer l'intensité du phénomène dans des conditions données.

qu'on entretient avec l'autorité, la manière de concevoir un exposé ou encore les thèmes qui éveillent de profonds échos, tout cela peut varier immensément d'une culture à l'autre. Les obstacles seront d'autant plus difficiles à percevoir qu'il n'existe pas, en matière de culture, de grammaires ou de dictionnaires à quoi l'on puisse recourir, et l'on risque d'être jugé sur des gestes qu'on ne soupçonnait même pas être des erreurs. Mais avec le temps, l'acculturation a toutes les chances de progresser. De même qu'une personne en arrive parfois à oublier presque entièrement sa langue maternelle, faute de l'entendre et de la pratiquer, lorsqu'on baigne dans un milieu totalement étranger, l'assimilation quasi complète par une autre culture peut s'accomplir au cours d'une génération ; mais c'est un phénomène rare.

42. Certes la vie est riche et il est impossible de la ramener à des formules simples. Mais tout bien considéré, l'expérience indique que, règle générale, les êtres sont, à des degrés divers, conditionnés par une culture originelle et qu'au Canada deux styles de vie prédominent.

43. L'existence de deux grandes cultures distinctes dans notre pays pourra sembler problématique à plusieurs Canadiens, en particulier à ceux qui n'ont guère de contacts avec l'autre culture, surtout s'ils ignorent complètement l'autre langue. En effet, « celui qui n'a jamais soulevé le « rideau linguistique », derrière lequel d'autres hommes vivent, parlent, pensent et sentent d'une façon qui leur est propre, ne soupçonne même pas qu'il existe bel et bien une façon de vivre différente de la sienne ; encore moins cherche-t-il à la comprendre<sup>1</sup>. » Ce fait de l'altérité, si évident quand il s'agit de la langue, si fort et si frappant quand il se manifeste concrètement au plan culturel, mais néanmoins si difficile alors à isoler et à exprimer, sera souvent illustré dans d'autres parties du rapport et dans plusieurs travaux de recherche.

Deux grandes  
cultures distinctes

44. Les deux cultures dominantes, nous l'avons déjà noté, s'incarnent au Canada dans des sociétés distinctes. Le mot « société », disions-nous, désigne ici « les formes d'organisation et les institutions qu'une population assez nombreuse, *animée par la même culture*, s'est données et a reçues, dont elle dispose librement sur un territoire assez vaste et où elle vit de façon homogène, selon des normes et des règles de conduite qui lui sont communes<sup>2</sup>. » Et nous avons reconnu dans le Québec les principaux éléments d'une société francophone distincte. Ainsi en est-il pour l'autre culture dans les provinces anglophones, et, dans une certaine mesure dans le Québec, où le groupe de langue

Deux sociétés

1. UNESCO, *L'enseignement des langues vivantes*. Recueil d'études rédigées à l'occasion du stage international organisé par l'Unesco à Nuwara Eliya (Ceylan) en août 1953. Paris, 1955, p. 11.

2. *Rapport préliminaire*, p. 103. Nous ajoutons le souligné.

anglaise compense les inconvénients de son statut de minorité par son appartenance à l'ensemble de la société anglophone et par une situation socio-économique très favorable.

45. Mais ces divisions perdent leur simplicité dès qu'on y regarde de plus près. Du côté français, outre la société distincte du Québec, apparaissent des éléments de société autonome, parfois ténus et assez marginaux, mais ailleurs plus vigoureux et en progrès, surtout au Nouveau-Brunswick. Pourtant, c'est du côté anglophone que la complexité est plus grande, précisément parce que cette société a plusieurs composantes provinciales et aussi à cause de l'origine plus diversifiée de ses membres. Elle est d'autant plus complexe que, dans certaines régions, on trouve des sociétés partielles créées par des groupes culturels ni anglais ni français, là où ils peuvent, grâce à leur nombre et leur densité, se doter d'associations et d'institutions propres. Bien que celles-ci ne puissent être complètes, de par leur nature même et parce qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'institutions britanniques et se servent de l'anglais à certaines fins, elles sont essentielles pour ceux qui y participent. En dépit, pourtant, de ces influences centrifuges, l'unité fondamentale de cette société anglophone est, à nos yeux, un fait indiscutable, illustré en particulier par la facilité relative avec laquelle les membres des entités et même des sociétés partielles se reconnaissent dans le gouvernement central et s'intègrent à sa fonction publique. Ces vues étaient proposées dans le *Rapport préliminaire* à titre d'hypothèse ; aujourd'hui, après tant d'expériences et d'enquêtes, nous les reprenons avec plus de certitude.

#### Le biculturalisme

46. À nos yeux, le biculturalisme recouvre deux réalités centrales : a) l'état de chacune des deux principales cultures, ses chances de vie et d'épanouissement ; b) la coexistence et la collaboration de ces deux cultures dans notre pays ou l'ensemble des conditions qui permettront aux individus de coopérer efficacement.

47. Lorsque dans le mandat il est question de « l'état présent du biculturalisme », nous comprenons qu'on nous invite à examiner l'existence de chacune des deux cultures et leurs modes de collaboration. Quant au « caractère fondamentalement biculturel » de l'administration fédérale, le mandat ne suggère pas que les individus doivent s'efforcer d'acquérir les traits et les particularités des deux cultures. Il nous demande principalement de vérifier si les deux cultures possèdent les institutions distinctes dont elles ont besoin, si elles sont représentées de façon adéquate au sein des principales institutions communes et si les individus qui y participent ont l'occasion de maintenir et d'exprimer leur culture. Ce dernier point implique que les individus, pour être pleinement efficaces, doivent accepter l'autre culture et être sensibles à ses exigences.

### C. Rapports entre langue et culture

48. Nous avons amorcé plus haut l'étude des rapports entre une langue donnée et la culture dont elle est le principal élément. La langue, avons-nous dit, est d'abord une forme essentielle d'expression de la culture au sens plein du terme ; si l'on considère l'aspect intellectuel de cette culture, la langue en est certes l'expression la plus caractéristique. En tant qu'instrument de communication, elle est aussi le véhicule naturel d'une foule d'autres éléments de la culture. Elle joue ce rôle de plus d'une façon. Non seulement véhicule-t-elle les notions et les modes d'expression qui font partie d'une culture, mais c'est aussi par elle qu'un groupe culturel découvre et assimile les éléments qui lui viennent de l'extérieur. L'intégration d'une notion ou de modes d'expression à une langue est même à la fois un critère de la vitalité de cette langue et de la culture du groupe qui la parle, alors que, réciproquement, l'absence plus ou moins marquée d'intégration à ce niveau est le symptôme de la faiblesse ou de l'inadaptation d'une langue ou d'une culture.

Un lien vital

49. On sait à quel point une foule de langues ou de dialectes parlés dans le monde sont incapables d'exprimer les réalités fondamentales de notre temps, et constituent ainsi, pour les groupes qui les parlent, un handicap insurmontable. On retrouve chez nous cette difficulté dans le cas de certains dialectes indiens. Mais il y a plus — et ici nous sommes au cœur des problèmes qui sont posés à la Commission — même une grande langue de culture, même une langue universelle comme le français peut, dans certaines conditions sociologiques, s'étioler au point de ne plus pouvoir exprimer, pour certains groupes particuliers, les choses essentielles de la civilisation d'aujourd'hui. Dans ce cas, c'est la culture elle-même qui est gravement atteinte, car personne ne soutiendra qu'un groupe a encore, au sens fort du terme, une culture propre qui soit vivante lorsqu'il est amené à recourir à une autre langue pour s'exprimer à lui-même les réalités dont est faite la majeure partie de sa vie quotidienne.

Une langue s'étirole  
quand le lien  
est rompu

50. Il ne s'agit plus alors des qualités intrinsèques d'une langue, mais de son utilisation quotidienne dans certaines activités. Nous verrons dans un autre livre combien ceci s'applique à la langue française, même au Québec, dans le domaine de la technique. Là se vérifie la constatation du sociologue Jacques Brazeau, selon qui « à plusieurs égards le français est une langue non employée [au Canada]<sup>1</sup> ». On mesure les conséquences d'un pareil fait pour la langue qui en est

1. « Language differences and occupational experience », dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, novembre 1958, vol. XXIX, n° 4, p. 536.

victime et pour ceux qui la parlent, ou plutôt qui n'arrivent plus à la parler dans une partie importante de leur activité. La langue elle-même s'appauvrit dangereusement. Ceux qui la parlent « ne jouissent pas d'égales possibilités professionnelles. Dans une société pluraliste, deux faits découlent de la prédominance d'une langue : une utilisation limitée des talents de ceux qui ne possèdent pas parfaitement la langue dominante et l'abandon par les autres langues de certains domaines de la réalité sociale. Ces deux conséquences peuvent en entraîner une troisième : le développement inégal des ressources humaines des divers groupes<sup>1</sup>. »

51. Quand une culture semble momifiée, les problèmes que nous soulevons ici n'ont guère de sens car alors, ou bien l'on accepte les modes traditionnels, et la langue ne bouge guère, ou bien l'on s'évade d'une culture et d'une langue qu'on estime anachroniques, à moins qu'on ne tente de s'installer dans une sorte de compromis instable. Mais ces problèmes deviennent aigus dès qu'une culture passe de l'étape de la « survivance » pure et simple à une pleine acceptation de la vie, de ses défis et de ses risques. C'est l'aventure qu'a commencé de vivre le Québec francophone. Chez un grand nombre de Québécois — et plusieurs en ont témoigné devant nous — le désir de s'intégrer à l'époque moderne n'a pas diminué la volonté de vivre à la française ; au contraire, ils veulent se réaliser selon des modes qui leur appartiennent en utilisant une langue qui s'enrichit au lieu de s'abâtardir.

52. Si les langues ne cessent d'évoluer, elles le font suivant leur génie particulier ; et si les cultures se transforment, c'est selon leur propre dynamisme aussi imprévisible que la vie. Nous ne voulons pas dire, par conséquent, qu'une langue doive protéger un groupe en l'isolant des autres. Nous croyons que les membres d'un groupe, recevant par le truchement naturel de leur langue les éléments nouveaux qui viennent s'intégrer à leur culture, auront de ce fait plus de chances de progresser normalement en harmonie avec cette culture. Il faut tenir le plus grand compte, en effet, d'un double phénomène moderne : d'une part, l'interpénétration croissante des cultures et, d'autre part, le fait incontestable qu'un tout petit nombre de groupes culturels privilégiés exercent sur les autres une influence de plus en plus grande, à cause des moyens de communication de notre époque. Mais nous voulons faire ressortir toute la différence qu'il y a entre l'intégration d'éléments nouveaux faite par une culture vivante, dont une langue bien vivante est une manifestation essentielle, et l'acceptation passive par un groupe culturel faible de ces mêmes éléments qui, non intégrés, viennent plutôt se juxtaposer à ses traits culturels. Dans ce dernier cas, le groupe devient de plus en plus hybride, parle une langue de plus en

---

1. J. BRAZEAU, article cité, p. 532.

plus appauvrie et viciée, ce qui est précisément le symptôme le plus visible de son inadaptation culturelle.

53. À l'autre extrême, il existe une relation étroite entre le rayonnement d'un tout petit nombre de langues privilégiées et celui de la culture du groupe qui les parle, le mot « culture » étant pris cette fois dans son acception humaniste. À l'universalité du français au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles, et à l'universalité de l'anglais au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles correspond certainement un très grand rayonnement de la culture française et de la culture anglo-américaine.

54. Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles il nous paraît normal d'attacher beaucoup d'importance à la question linguistique. Pour compléter cet ensemble de considérations sur les relations entre la langue et la culture, rappelons certaines distinctions qui, pour ne pas être faites avec assez de netteté, portent les uns à exagérer la relation entre la langue et la culture, et les autres à minimiser indûment cette relation.

Des distinctions  
nécessaires

55. C'est ainsi qu'au Canada, du côté francophone surtout, on a souvent tendance à identifier langue et culture. On semble s'imaginer qu'à la vie et à la pureté de la langue correspond nécessairement la vitalité d'une culture. C'est là une illusion. Beaucoup de francophones instruits parlent très convenablement leur langue maternelle mais à presque tous les autres points de vue, sont anglicisés ou américanisés, en ce sens que leur façon de vivre, de réagir et de s'exprimer est apparentée à la culture des anglophones plutôt qu'à leur culture d'origine. Ce phénomène est notoire dans le monde des affaires. Que par ailleurs une même langue puisse recouvrir d'importantes différences culturelles, le fait paraît bien établi par la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique ; le même phénomène se retrouve à l'intérieur de la francophonie, c'est-à-dire de l'ensemble des pays où la langue française joue un rôle important.

La langue,  
condition  
nécessaire  
mais insuffisante

56. Nous en concluons que la vitalité de la langue est une condition nécessaire du maintien intégral d'une culture, mais n'en est pas du tout une condition suffisante. Il est donc nécessaire de traiter à fond, dans notre rapport, la question du bilinguisme, mais il serait tout à fait insuffisant et, en définitive, illusoire de nous en tenir à cet ordre de considérations et de négliger d'autres conditions également vitales du maintien et du progrès des cultures anglaise et française au Canada. Telle est la raison qui a incité la Commission à donner à son mandat une interprétation large, parce qu'elle était la seule réaliste.

57. La distinction entre la vie de la langue et celle de la culture se manifeste d'une autre façon. Beaucoup semblent croire que les membres d'un groupe qui ont adopté une autre langue ont tout à fait perdu leur culture d'origine. C'est là encore une illusion génératrice d'un

Persistance  
possible de traits  
culturels une fois  
la langue perdue

grand nombre de malentendus. Ainsi en témoigne au Canada l'incontestable survivance d'un nombre plus ou moins grand de traits culturels chez les groupes indigènes et chez plusieurs groupes ethniques ; et il arrive que certains de ces groupes attachent la plus grande importance à ces éléments de la culture ancestrale. C'est le cas, par exemple, des Juifs du Canada chez qui, dans la vie quotidienne, la question linguistique se pose peu. Des faits de ce genre se vérifient chez les « deux peuples fondateurs » eux-mêmes. Ainsi, dans certaines régions des Maritimes, beaucoup d'Acadiens qui ont perdu leur langue ont conservé des caractéristiques et même une identité acadiennes. La chose est encore plus évidente chez les anglophones, dont beaucoup d'éléments sont très conscients et très fiers de leur origine anglaise, écossaise, irlandaise ou galloise ; à cette attitude correspond la persistance réelle de certains traits culturels. Ce sont là des vérités élémentaires pour les anglophones, mais les francophones y sont, en règle générale, singulièrement étrangers, tant est forte chez eux la tendance à identifier langue et culture.

58. À l'inverse, nous avons souvent vu, au cours de nos audiences, des anglophones exagérer, avec une complaisance compréhensible, la possibilité pour une culture de survivre même après la perte de la langue. Ils aimaient répéter que chaque groupe est tout à fait libre de conserver sa culture, que c'est même une excellente chose, à condition toutefois de bien vouloir utiliser l'anglais pour à peu près tous les besoins de la vie sociale. Il y a là une ambiguïté qu'il importe de dissiper, parce qu'elle traduit un grave malentendu sur l'importance de la langue et que, en minimisant ainsi le point de vue linguistique, elle déforme la réalité. En fait, cette attitude découle tantôt d'un pragmatisme facilement explicable et tantôt d'illusions touchantes, beaucoup plus que d'une interprétation objective des faits de la culture. Les traits originels ne survivent que partiellement, après l'adoption de la langue anglaise et, à plus forte raison, quelques générations après cette adoption. S'il subsiste certaines caractéristiques, peut-on encore parler d'une culture complète ?

59. Il faut distinguer entre les éléments objectifs d'une culture vivante, dont nous avons surtout parlé jusqu'ici, et le sentiment plus ou moins vif d'appartenir à un groupe ethnique ou culturel, de s'identifier à lui, même si, dans la réalité, on s'en est considérablement éloigné. Ce sentiment reste un phénomène psychologique de première importance, qu'il faut respecter à la fois comme un fait et comme un droit. Mais reconnaissons qu'alors le mot culture prend un sens restreint si, comme il arrive le plus souvent, l'acculturation au groupe dominant devient plus complète à mesure que les générations passent. La culture ainsi entendue risque de se ramener à quelques traits de personnalité, à un



certain nombre de coutumes familiales parfois très vigoureuses, en fin de compte à du simple folklore. Tout cela peut en effet persister longtemps après la perte de la langue, et ce n'est pas négligeable. Cependant, il n'y a aucune commune mesure entre une telle acception du mot culture et celle, beaucoup plus large, que nous adoptons dans le présent rapport, conformément du reste à un usage bien reçu.

60. Pour nous, donc, la langue est beaucoup plus qu'un simple moyen de communication et la culture est beaucoup plus que la persistance de quelques traits psychologiques ou folkloriques. Il nous apparaît inacceptable de considérer la langue française au Canada, ou la langue anglaise dans le Québec, comme un simple trait personnel ou familial, que l'on peut retrouver sans doute à l'église ou dans certaines associations ou, à la rigueur, à l'école primaire, mais qui ne saurait avoir cours ailleurs.

Conclusion

61. La vie des deux cultures implique en principe la vie des deux langues. Quand nous approfondirons plus loin la notion d'égalité, nous verrons que, concrètement, tenter de réaliser toutes les mesures possibles d'égalité culturelle, c'est tenter d'abord de réaliser toutes les mesures possibles d'égalité linguistique.

#### D. Le principe d'égalité ou l'equal partnership

62. On pourrait concevoir la vie des langues et des cultures au Canada de bien des façons différentes. Mais le mandat pose formellement le problème en termes d'égalité : il affirme le « principe de l'égalité entre les deux peuples » qui ont fondé la Confédération canadienne (« *equal partnership between the two founding races* »). Cette égalité, dans notre interprétation du mandat, ne saurait être seulement celle des deux peuples qui ont fondé la Confédération mais celle de leurs langues et de leurs cultures respectives, donc celle de tous ceux qui parlent ces langues et participent à ces cultures, quelle que soit leur origine. Le principe d'égalité prime pour nous toutes les considérations historiques ou juridiques, malgré du reste l'importance ou l'intérêt de celles-ci.

63. Depuis le début, nous croyons que c'est là l'idée-force de notre mandat. En effet, on ne nous propose pas seulement la reconnaissance de deux langues et de deux cultures principales auxquelles pourraient être reconnus des droits singulièrement différents. On nous demande d'examiner comment la Confédération canadienne peut se développer à partir du principe d'égalité.

64. Ce sera aux Canadiens, notamment par leurs partis politiques et par leurs gouvernements, de décider s'ils acceptent ou rejettent le

principe d'égalité. Notre tâche à nous est d'abord de déterminer dans quelle mesure l'égalité existe ; mais elle est surtout de proposer un ensemble de moyens, un « modèle » grâce auquel cette égalité serait réalisable.

L'égalité  
fondamentale des  
êtres humains

65. Nous devons, une fois de plus, cerner le sens des mots. Il est une égalité antérieure à celle que pose notre mandat, une égalité plus fondamentale : celle de tous les êtres humains qui possèdent, dès la naissance, des droits inaliénables. Dégagés peu à peu par l'expérience et la pensée universelle, ils s'expriment aujourd'hui dans des documents comme la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée en 1948 par les Nations unies, dont l'article 2 précise que chacun peut se prévaloir de ces droits « sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. » De son côté, le Parlement fédéral a adopté en 1960 la *Déclaration canadienne des droits*<sup>1</sup>, qui définit « les droits de l'homme et les libertés fondamentales » de la personne, « quels que soient sa race, son origine nationale, sa couleur, sa religion ou son sexe ». Et plusieurs provinces canadiennes ont, par des lois, banni maintes formes de discrimination. Ces droits sont indiscutables, ils valent pour tous les Canadiens sans exception.

66. Notre mandat ne porte pas sur les droits humains fondamentaux : il vise l'égalité des anglophones et des francophones en tant que tels, quelle que soit l'origine ethnique de chacun.

L'égalité des  
anglophones et  
des francophones  
en tant que tels

67. Au cours de nos diverses rencontres, des témoins ont comparé les aspirations des francophones au Canada à celles des Noirs aux États-Unis en les identifiant les unes aux autres. Il y a là une erreur manifeste, si l'on s'en tient aux revendications traditionnelles des Noirs. Ceux-ci, en règle générale, veulent que leur soient reconnus les droits humains fondamentaux, ceux notamment que définit la *Déclaration universelle* des Nations unies. Dans leur immense majorité, jusqu'ici du moins, les Noirs américains n'ont réclamé la reconnaissance d'aucun droit particulier de langue ou de culture : ils ont voulu au contraire obtenir une complète intégration au milieu américain. Telle n'est pas l'attitude des Canadiens de langue française au Canada. Bien que la discrimination ne soit pas entièrement disparue ici et qu'elle fasse des victimes dans tous les groupes, on peut dire *grosso modo*, que les droits humains fondamentaux des francophones comme de tous les Canadiens, sont acquis. Mais les francophones veulent davantage. Ils ne réclament pas seulement le droit d'envoyer leurs enfants à l'école publique, mais leur droit à l'école publique française ; pas seulement le

1. 8-9 Eliz. II, chap. 44, art. 1.

droit au travail, mais leur droit de travailler en français, et ainsi de suite. Ce sont là des thèmes que le mandat de la Commission propose à notre réflexion.

### *1. Au point de vue des individus*

68. L'égalité peut être simplement celle des membres d'une communauté linguistique et culturelle, ou bien celle de la communauté elle-même. L'égalité des individus comporte essentiellement les mêmes chances de promotion sociale pour tous, sans que leur identité culturelle y fasse obstacle. Il ne suffit donc pas que les membres d'un groupe minoritaire aient accès aux mêmes activités, aux mêmes institutions et aux mêmes avantages que ceux du groupe majoritaire, ce qui exige simplement que l'on n'exerce pas de discrimination contre les personnes. L'égalité dont nous parlons ici exige plutôt que celui qui s'engage dans telle activité ou s'associe à telle institution, n'ait pas à renoncer à sa culture propre, mais puisse se présenter, agir, se manifester, se développer et être accepté avec tous ses traits culturels.

69. Les relations sociales dans le monde contemporain sont très complexes et embrassent beaucoup plus que la somme des comportements personnels. Pour les comprendre il est nécessaire de les « dépersonnaliser » en quelque sorte, et de faire ressortir les mécanismes selon lesquels des groupes sociaux (ethniques, culturels ou autres) vivent côte à côte, s'intègrent ou se séparent, suivant les différentes catégories d'activités. De plus en plus, ces relations sociales, en particulier dans le monde du travail et dans la vie politique, s'établissent par l'intermédiaire d'institutions sociales qui s'interposent pour ainsi dire entre les individus et qui leur imposent la logique interne de leur fonctionnement et de leur dynamisme. Les rapports entre les personnes et entre les groupes sont donc souvent des conséquences des structures institutionnelles, sorte d'engrenage social qui met les groupes en contact les uns avec les autres. L'interdépendance qui en résulte pour les individus comme pour les groupes est moins consciente, quoique d'une réalité indiscutable. L'égalité ne saurait donc être toujours recherchée directement : il serait illusoire de croire qu'on peut réaliser l'égalité des groupes sans transformer les institutions sociales elles-mêmes.

À travers des  
institutions sociales

70. Pour mieux comprendre les exigences de cet idéal, représentons-nous un individu à divers moments de sa vie. Lorsque l'enfant sort de sa famille, il appartient à l'école de lui fournir un milieu et des moyens qui lui permettront de se développer selon l'esprit de sa culture. Cette obligation subsistera, normalement, jusqu'au degré d'enseignement le plus élevé auquel il accédera. Dans son activité professionnelle, dans son milieu de travail, devenu adulte il cherchera à progresser en manifestant naturellement et librement les caractéristiques du groupe

culturel qui est le sien, et cela dans un cadre qui non seulement les accepte, mais encore les intègre et les valorise. En dehors de son travail, il voudra normalement bénéficier d'instruments de culture et d'information conformes à sa mentalité. Il devra se sentir chez lui dans le groupe religieux ou dans toute association à laquelle il voudra adhérer. En tant que citoyen, il voudra aussi pouvoir communiquer facilement avec les administrations publiques dont il relève et se reconnaître dans les institutions politiques et dans les symboles de son pays.

Les esprits  
créateurs

71. Cette culture, qui imprègne ainsi les divers secteurs de la vie et de la société, l'individu moyen se contente de la recueillir, d'en bénéficier et de la transmettre. Une telle participation à une culture vivante est déjà un immense bienfait, mais elle ne suffit pas aux esprits créateurs de chaque groupe culturel qui sentent le besoin de contribuer à l'évolution et à l'enrichissement de leur culture. L'égalité suppose que cette exigence puisse être satisfaite autant dans un groupe que dans l'autre, sous réserve bien entendu des inégalités inhérentes au dynamisme propre de chaque groupe. Il faut donc qu'à tous les paliers de l'activité humaine, l'individu puisse trouver le cadre qui lui permette de s'épanouir, de s'exprimer et de créer selon sa culture propre, sans être forcé, pour progresser au-delà d'un certain degré, de s'intégrer à des cadres étrangers au point de s'y fondre et, en fin de compte, de cesser de contribuer au progrès culturel de son groupe.

Une égalité des  
chances réelles

72. Pas plus que l'égalité des citoyens devant la loi ne saurait supprimer toutes les inégalités (notamment d'intelligence, de courage, de santé, d'instruction), le principe d'égalité entre les deux langues et les deux cultures dominantes ne peut signifier une égalité absolue des membres des deux groupes. Il s'agit essentiellement d'une égalité de chances, mais néanmoins d'une *égalité des chances réelles* en vertu de laquelle le fait de parler anglais ou français n'est source, pour l'individu, ni d'avantages ni de désavantages dans sa recherche d'un accès aux institutions qui enveloppent la vie individuelle et collective.

L'ampleur des  
inégalités de fait

73. Nous avons délibérément tracé cet idéal en termes absolus, et que certains trouveront simplistes, pour souligner l'immense écart qui sépare les groupes culturels. De leur côté, les membres du groupe privilégié dont les conditions s'approchent de l'idéal, sont tentés de regarder leur situation comme allant de soi, et ils ne mesurent pas les lacunes dont souffrent les autres. Par contre, les membres du groupe défavorisé arrivent souvent à un degré plus ou moins prononcé d'aliénation, qui les rend peu conscients, soit de leur sous-développement culturel, soit du caractère hybride de leur culture, pour ne pas parler du complexe d'infériorité qui les inhibe et les diminue si souvent.

74. Certaines analyses du présent rapport démontreront que l'égalité culturelle, au sens où nous l'entendons ici, est très loin d'exister entre les deux principaux groupes linguistiques du Canada. À vrai dire, si l'on examine les faits à la lumière des normes que nous venons de proposer, on peut être tenté de désespérer de jamais établir cette égalité dont les exigences font l'objet principal de notre rapport. À tout le moins est-on contraint au réalisme. Notre but ne saurait être de proposer l'impossible : jamais les membres des deux principaux groupes culturels ne pourront, dans l'ensemble du pays, jouir également des avantages décrits plus haut. Il faut d'abord voir dans quelle mesure on peut réduire l'écart immense qui sépare la réalité actuelle d'une égalité culturelle idéale. Il y aura même, dans quelques domaines — et c'est inévitable — un singulier décalage entre la situation décrite et les recommandations proposées comme remède à cette situation. Des décisions politiques ne sauraient modifier rapidement et radicalement un état de choses qui existe depuis longtemps et les mentalités qui l'accompagnent ; nous en sommes trop conscients pour proposer des mesures dont le caractère arbitraire participerait plus de la théorie abstraite que de la réalité. Cette façon de voir prévient les illusions chez les minorités ; elle devrait aussi incliner à une certaine largeur de vues une majorité devenue plus consciente qu'elle demeurera toujours, de toute façon, privilégiée. Au reste, notre mandat ne nous présente pas l'égalité comme une équivalence mathématique mais, plus sagement, comme un ensemble de « mesures à prendre pour que la Confédération canadienne *se développe d'après le principe de l'égalité*<sup>1</sup> ».

75. Que nous enseigne le réalisme le plus élémentaire ? Qu'un anglophone isolé parmi des Canadiens d'expression française, qu'un francophone isolé parmi des Canadiens d'expression anglaise pourrait posséder tous les droits théoriques imaginables, qu'il ne les exercerait que dans une mesure très limitée. On ne transforme pas un milieu pour un seul individu ; on ne bâtit pas une université pour une seule famille ; on ne refait pas une administration locale pour cinq ou six employés. Le nombre est ici un facteur déterminant. Certes, on peut concevoir qu'une langue et une culture se transmettent en dépit du milieu ambiant : il faudra une farouche détermination et l'acceptation de lourds sacrifices, qui ne sont pas des faits courants.\*

76. Mais ce même réalisme nous donne aussi d'autres leçons. Il y a des choses qui commencent à être possibles quand cinquante ou soixante familles de même langue et de même culture, vivant dans une même région, ont une volonté commune. Des droits qui pour une communauté linguistique de moindre importance ne pouvaient être que théoriques deviennent plus accessibles. Par exemple, on peut alors

Les lois  
du nombre

1. Le souligné est de nous.

ouvrir une école maternelle. On peut faire plus quand, dans une même région, on est cinq ou dix mille (par exemple, soutenir une station de radio) ou vingt ou trente mille (par exemple, soutenir une station de télévision)<sup>1</sup>. Ainsi l'égalité n'est pas absolue, mais elle commence à se réaliser presque automatiquement dès que, dans un domaine donné, elle devient praticable. On n'en discute pas dans chaque cas, comme si chaque fois il fallait invoquer un nouveau principe : il suffit que les conditions tenues pour minimales soient présentes pour que sur-le-champ le régime linguistique permette à l'égalité de se réaliser. Concevoir ainsi l'égalité ce n'est pas dire que les deux principaux groupes linguistiques jouiront partout des mêmes services, ce qui, concrètement serait absurde ; mais c'est reconnaître que partout où des conditions analogues se retrouveront, partout seront dispensés les mêmes services.

## 2. *Au point de vue des communautés*

77. On voit ainsi que, sur le plan qui est le nôtre, langues et cultures sont essentiellement des phénomènes collectifs. On peut bien tenter, comme nous l'avons fait, d'isoler les problèmes de l'individu anglophone ou francophone mais, dans la perspective où nous nous plaçons, cet exercice deviendrait vite abstrait s'il ne nous ramenait au plan des phénomènes sociaux. C'est qu'une langue, moyen de communication et d'expression, existe pour permettre à l'individu de communiquer avec d'autres, de s'exprimer devant et pour d'autres — d'autres qui le comprendront. De même une culture exprime une communauté d'expérience et d'attitudes, et ne s'épanouit que si l'individu vit avec d'autres qui participent à cette communauté. Cela signifie qu'une culture ne sera pleinement vécue qu'au sein de la société où elle s'incarne ; ailleurs elle vivra, certes, mais d'une vie restreinte, à la mesure du nombre de ses membres et de la vigueur des institutions dont elle dispose. D'où l'importance capitale de la notion des deux sociétés distinctes telle que nous l'avons dégagée dans le *Rapport préliminaire*.

78. L'égalité individuelle ne saurait exister tout à fait que si chaque communauté a partout les moyens de progresser dans sa culture et d'exprimer celle-ci. Pour ce, elle disposera, dans certains domaines, d'institutions qui lui seront propres alors que, dans les autres, il lui sera loisible de participer, dans des conditions satisfaisantes, à des institutions et à des organismes communs.

79. Les répercussions sur la collectivité du principe d'égalité se manifestent dans l'activité économique. La plupart des gens passent au travail une bonne partie de la journée ; si le milieu où ils gagnent leur vie n'est pas accueillant, le mécontentement sera inévitable. Il s'ensuit que la pleine participation des anglophones et des francophones au

Dans la vie  
économique

1. Bien entendu, ces nombres sont approximatifs, et servent uniquement d'illustration.

monde du travail est un élément important de cet ensemble de rapports dont est faite l'égalité. Il faut non seulement que chaque citoyen de langue anglaise ou de langue française sente qu'il n'y a pas d'obstacle linguistique ou culturel à son avancement dans le monde du commerce et de l'industrie ; mais en outre il est indispensable que, collectivement, anglophones et francophones aient le sentiment de participer à la direction de l'activité économique, aux décisions qui influent si largement sur l'avenir de chacun. Ce sentiment dépendra pour beaucoup de la présence ou de l'absence de forts contingents de chaque communauté linguistique aux postes clefs : haute gestion, direction scientifique et technique supérieure, conseils d'administration des grandes entreprises.

80. Dans un livre ultérieur, nous fournirons un dossier détaillé sur la place des deux langues et des deux cultures dominantes dans les secteurs public et privé du monde du travail. Mais il est déjà bien connu que l'anglais est la principale langue de travail aux échelons élevés des affaires, même au Québec, et qu'en ce qui concerne les postes de commande, les anglophones y ont la part du lion. Au Québec, et à fortiori dans l'ensemble du Canada, la grande entreprise, qui crée le plus grand nombre d'emplois et qui agit le plus sur le sens de l'évolution économique, appartient à des sociétés de langue anglaise. La vogue du slogan « maîtres chez nous » témoigne du sentiment de frustration lié à cet état de choses. La notion d'égalité, croyons-nous, suppose un élargissement considérable des possibilités pour les Canadiens de langue française dans les secteurs public et privé de l'économie. Aussi attacherons-nous beaucoup d'importance aux mesures propres à créer des conditions favorisant davantage l'égalité des chances pour les francophones et l'amélioration de leur préparation.

81. Voyons enfin une autre dimension de l'égalité entre les deux communautés : la dimension politique. C'est la faculté laissée à chacune de choisir ses propres institutions, ou du moins de participer pleinement aux décisions politiques prises dans des cadres partagés avec l'autre communauté.

Dans la vie  
politique

82. L'aspect collectif de la notion d'égalité est encore plus évident ici. Il ne s'agit plus du développement culturel et de l'épanouissement des individus, mais du degré d'*autodétermination* dont dispose une société par rapport à l'autre. On a alors en vue le pouvoir de décision, la liberté d'action de chacune, non seulement dans sa vie culturelle mais dans l'ensemble de sa vie collective. Il ne s'agit plus de traits qui distinguent qualitativement les deux communautés, ni encore de leur situation économique ou sociale respective, mais de la maîtrise plus ou moins complète de chacune sur le ou les gouvernements qui la régissent. C'est ici que se situe la discussion du cadre constitutionnel dans lequel chacune des deux sociétés peut vivre ou aspirer à vivre : la

formule unitaire ou la formule fédérative, un statut particulier pour une province dans laquelle est concentré le groupe minoritaire, ou encore pour cette portion du territoire, le statut d'État associé ou enfin d'État indépendant.

83. Certains s'étonneront de nous voir introduire une telle dimension politique, étant habitués à distinguer très nettement cet ordre de problèmes et les questions culturelles, et même à les séparer tout à fait. Cette fois encore, nous trouvons une différence d'optique, en quelque sorte naturelle, entre un groupe majoritaire sûr de lui-même et une minorité très consciente de sa faiblesse. La majorité qui domine un cadre politique considère facilement ses avantages comme allant de soi et ne mesure pas les inconvénients subis par la minorité, surtout lorsque celle-ci est traitée avec une certaine libéralité au point de vue culturel, ou du moins avec une apparence de libéralité. Mais la minorité, du moment que sa vie collective lui apparaît comme un tout, peut fort bien en vouloir la maîtrise et regarder au-delà des libertés culturelles. Elle pose alors la question de son statut politique. Elle sent que son avenir et le progrès de sa culture ont quelque chose de précaire et, peut-être, de limité dans un cadre politique dominé par une majorité constituée par l'autre groupe : par suite, elle tend vers une autonomie constitutionnelle plus grande. Cette autonomie, elle la désire idéalement pour l'ensemble de la communauté, mais faute de pouvoir réaliser cet objectif, la minorité peut vouloir concentrer son effort sur un cadre politique plus restreint, mais dans lequel elle est majoritaire.

84. Cette façon de voir, si fortement contestée par certains, est très profondément ancrée au Québec. Elle a même été, ces dernières années, à l'origine des manifestations les plus spectaculaires, sinon les plus graves, de la crise observée au Canada. L'ignorer dans le présent rapport serait non seulement une erreur ; ce serait à la fois risquer de n'être pas entendu au Québec et renoncer à faire prendre conscience au Canada anglophone d'un élément particulièrement sérieux de la situation actuelle.

Conséquences  
d'ordre général

85. Tels sont les principaux aspects de cette notion d'égalité qui a fait l'objet constant des réflexions de la Commission. Ces implications seront étudiées, chemin faisant, dans chacun des livres qui suivront. Terminons néanmoins cette partie de l'introduction par une proposition générale : le principe d'égalité, puisqu'il s'applique à deux communautés linguistiques et culturelles dont l'une est beaucoup plus importante que l'autre, valorise à l'avance l'idée de minorité, et du même coup nous incite à tirer parti des situations existantes.

Valoriser l'idée  
de minorité

86. Le principe d'égalité valorise la notion de minorité non seulement dans l'ensemble du pays, mais également dans chacune de ses régions : en effet, à l'intérieur des provinces ou des entités administratives



plus petites, anglophones et francophones vivent tantôt en situation de majorité et tantôt en situation de minorité. Les anglophones, étant plus nombreux dans l'ensemble du pays, se trouvent moins souvent en minorité ; mais ils s'y trouvent, surtout dans le Québec. Quant aux francophones, c'est leur situation habituelle en dehors du Québec. Dans l'un et l'autre cas, le principe d'égalité exige que la minorité reçoive un traitement généreux.

87. Cette proposition peut sembler utopique. L'est-elle vraiment ? Reconnaître les droits d'une minorité linguistique, ce n'est pas rogner sur ceux de la majorité : avec un peu de bonne volonté, les droits des uns et des autres peuvent s'exercer sans conflit grave, comme le prouve notamment l'exemple de la Suisse et de la Finlande. En d'autres termes, quand une majorité accepte de tenir compte d'une minorité, elle ne se renonce pas : elle demeure la majorité, avec les avantages que cette situation comporte, mais elle fait preuve d'humanité.

88. Politiquement, cette attitude est sage. L'histoire de pays à plusieurs langues et à plusieurs cultures montre combien les attitudes rigides des majorités ont rendu la vie commune difficile, sinon impossible. L'usage abusif de la force, sur tous les plans, pousse à la révolte ou à la démission. Aussi, quand on est la majorité, s'interdire, par respect de la minorité, ce qu'on aurait la puissance d'accomplir ou laisser faire ce qu'on serait capable d'empêcher, ce n'est pas le fruit de la faiblesse mais un progrès de la civilisation. Du reste, c'est dans le même esprit que nous aborderons la question des autres minorités.

89. Par ailleurs, il s'impose d'exploiter et de consolider les situations déjà existantes, lorsqu'elles permettent de rétablir un certain équilibre entre les deux communautés. Nous savons que les anglophones sont majoritaires dans neuf des dix provinces canadiennes ; les francophones, eux, sont majoritaires dans le Québec : voilà la situation dont il faut tirer profit. En effet, la concentration de plus de quatre millions de francophones dans une même province est le seul facteur qui donne, au départ, quelque réalité au concept d'association dans l'égalité. Le Québec est donc un milieu où les aspirations et les besoins de quatre francophones sur cinq, au Canada, peuvent être satisfaits : du seul fait de la concentration, la vie en français s'y réalise spontanément et est plus facile à organiser. C'est pourquoi, à notre avis, le rôle des Québécois dans la vie française au Canada devra être reconnu bien plus qu'il ne l'est dans la pratique, aujourd'hui : nous songeons en particulier au monde du travail, dans le secteur public fédéral et dans le secteur privé. Mais la situation a aussi un aspect politique : le Québec est la seule province où les francophones sont en majorité et les anglophones, en minorité. Cette fois, le poids du nombre joue en faveur des francophones et c'est pour eux un puissant levier. Ils peuvent

Consolider les situations existantes : d'abord au Québec

d'abord exercer chez eux une influence prépondérante ; il leur est en outre possible de se faire entendre par le reste du pays, notamment au Parlement fédéral, et ainsi de participer avec vigueur à la vie du Canada. Cela, bien entendu, ne va pas sans risque. Le problème peut donc se formuler ainsi : comment intégrer le Québec nouveau dans le Canada d'aujourd'hui, sans restreindre l'élan québécois, mais aussi sans risquer l'éclatement du pays.

90. Il résulte de cet ensemble de faits un *leadership* québécois pour la promotion de la langue et de la culture françaises au Canada, quelle que soit la solution politique qui l'emporte en définitive. Cela résulte, non des idéologies ou d'un quelconque messianisme, mais de la nature des choses. Dans ce sens, il est évident et indiscutable que Québec n'est pas « une province comme les autres ».

... au Nouveau-  
Brunswick et  
en Ontario

91. De même, un nombre important de francophones vivent au Nouveau-Brunswick et en Ontario, en bordure du Québec. Du fait de cette contiguïté, et pour des raisons historiques, l'enracinement du français est un fait marquant auquel ces deux provinces devraient à notre sens accorder plus d'attention. Un autre phénomène naturel, c'est la série des liens historiques et géographiques qui unissent les Acadiens des provinces Maritimes. Grâce à une collaboration interprovinciale déjà amorcée, certaines institutions francophones du Nouveau-Brunswick pourraient rayonner au-delà des frontières de cette province, en Nouvelle-Écosse, dans l'Île-du-Prince-Édouard et même dans les régions québécoises avoisinantes.

92. On voit à quel point, si le principe d'égalité est accepté, de profonds changements d'attitude vont s'imposer. Mais on le constatera bien davantage, à mesure que seront explorés les divers domaines où il peut s'appliquer.

### E. Les facteurs extérieurs

93. Tout au long de notre rapport, nous étudierons le secteur de la réalité canadienne délimité par notre mandat. Notre compréhension de cette réalité serait toutefois faussée si nous ne tenions compte en même temps de l'influence marquante de certains autres facteurs. Parmi ces derniers, nous retiendrons ceux qui relèvent de l'ordre religieux, de notre voisinage avec les États-Unis ainsi que de la deuxième révolution industrielle.

Dans l'ordre  
religieux

94. Un phénomène de grande portée se produit dans le domaine religieux. Bien que formellement étranger aux questions qui nous occupent, il ne va pas sans exercer sur celles-ci une influence profonde, déjà perceptible de plusieurs manières dans le Canada d'aujourd'hui.

De plus en plus nous vivons dans des sociétés pluralistes où certaines identifications simplistes sont de moins en moins possibles. Par exemple, aux yeux de nombreux Canadiens français, être « anglais », c'était naguère confesser son protestantisme ; et pour de nombreux Canadiens d'expression anglaise, « parler français » équivalait à manifester son catholicisme. Peut-être est-ce dans cette perspective que les Pères de la Confédération, ou du moins certains d'entre eux, ont songé à garantir les droits scolaires des minorités religieuses croyant protéger du même coup les minorités linguistiques. Quoi qu'il en soit, les faits ayant évolué et les sociétés étant devenues plus complexes, la distinction entre l'appartenance religieuse et l'appartenance linguistique s'est imposée et on la fait désormais plus spontanément.

95. D'autant plus que la distinction entre les choses proprement spirituelles et les affaires de ce monde est devenue à la fois plus courante et plus précise. Ainsi, les Canadiens français parlaient jadis couramment de « la langue, gardienne de la foi ». Cette formule n'est presque jamais plus utilisée, ou elle ne l'est qu'avec de grandes précautions où l'on reconnaît au moins implicitement l'autonomie de chaque domaine. Aussi peut-on bien davantage discuter de questions linguistiques et culturelles sans risquer de déchaîner les passions religieuses. Et même si celles-ci n'ont pas disparu, on ose rarement invoquer des questions confessionnelles pour combattre, par exemple, des mesures d'ordre linguistique.

96. Cependant, l'œcuménisme gagne du terrain, il accroît le respect et la compréhension des confessions chrétiennes entre elles. « On n'arrive pas à comprendre, écrivent les évêques catholiques du Canada, comment la religion du Christ a pu servir si souvent chez nous à diviser davantage plutôt qu'à unir<sup>1</sup>. » Il est de fait que, dans le passé, les divergences religieuses ont communiqué à certaines luttes, surtout dans le domaine scolaire, un caractère inexpiable. Les évêques catholiques, dont le témoignage nous paraît refléter ici le jugement de plusieurs confessions chrétiennes et non chrétiennes, continuent en affirmant que « la réflexion chrétienne d'aujourd'hui, inspirée par le mouvement œcuménique, nous amène à juger sévèrement ces attitudes passées, à les regretter vivement<sup>2</sup>. » Bien entendu, le mouvement œcuménique transcende les questions linguistiques, mais il engendre des attitudes qui commencent à exercer une influence sur les affaires quotidiennes. D'une façon très générale, et par delà les églises chrétiennes, il crée un climat dans lequel des hommes de croyances divergentes ont appris l'art du

1. *Lettre collective des évêques catholiques du Canada à l'occasion du centenaire de la Confédération*. Ottawa 1967, pp. 9-10.

2. *Lettre collective*, p. 10.

dialogue constructif. Une atmosphère semblable tend à désamorcer l'esprit d'intolérance, qu'il s'agisse de groupes religieux ou culturels.

L'omniprésence  
des États-Unis

97. Dans un ordre très différent, il faut signaler un fait dont l'influence immédiate est bien plus sensible : c'est que le Canada partage le continent nord-américain avec le pays le plus riche et certainement l'un des plus dynamiques de l'univers. Les États-Unis comptent aujourd'hui parmi les premiers agents du progrès scientifique et technique ; propagateurs de valeurs nouvelles, ils sont aussi un foyer de transformations sociales très profondes. Par leur présence à peu près partout dans le monde et par la somme jamais égalée de leurs ressources, les États-Unis exercent une influence extraordinaire sur les autres pays. Partageant avec eux la plus longue frontière désarmée du monde, le Canada se voit perpétuellement mis au défi. Il lui faut s'ajuster aux standards américains dans tous les domaines, ce qui est un appel constant au dépassement de soi, au renouvellement et au progrès collectif. Mais il lui faut aussi s'accommoder d'une présence qui se manifeste dans tous les domaines, autant dans la culture et les communications de masse que dans l'activité économique et militaire. Cette présence souvent se fait lourde, au point de dominer certains secteurs de la vie ; elle risque constamment d'étouffer la vitalité des cultures canadiennes. Sur le plan linguistique, le voisinage de près de deux cents millions d'anglophones ne peut que conditionner fortement les Canadiens, surtout les francophones, dont la situation de minoritaires se trouve singulièrement accentuée si elle est envisagée au plan continental.

La deuxième  
révolution  
industrielle

98. La présence américaine au Canada porte à notre attention toute une série de transformations sociales immenses. En réalité, on commet parfois l'erreur de qualifier « d'américains » des faits et des aptitudes simplement modernes, comme ils se manifestent d'abord aux États-Unis et nous parviennent par des voies américaines. On le constate notamment dans le cas de la transformation la plus marquante peut-être de notre époque : l'adoption de moyens hautement techniques pour la production et la distribution des marchandises et la fourniture des services. La deuxième révolution industrielle nous a non seulement valu une avalanche de produits et de services nouveaux, mais elle a en outre modifié en profondeur la psychologie et transformé les fondements de la structure sociale. La formule « *revolution of rising expectation* » exprime bien une dimension de ce changement. Chaque couche de la société canadienne a redéfini le bien-être en fonction de l'accès facile aux fruits de la technique moderne. Les ruraux, serrant de près les citadins, ont réclamé comme chose due le mode de vie et les normes de la civilisation technique et industrielle. Les communautés anglophone et francophone du Canada ne diffèrent pas beaucoup dans

leur volonté de prendre pleinement part à cette civilisation. Toute solution des problèmes d'association entre ces communautés doit en tenir compte : l'une et l'autre entendent vivre dans une société où la production en série et une distribution allant de pair sont des préoccupations de premier plan.

99. Il est patent que ni les anglophones ni les francophones ne prétendent conserver intégralement les valeurs et les modes de vie hérités de leurs passés respectifs. La question est autre et bien plus complexe : il s'agit de préserver des éléments qui soient propres à leurs cultures dans une conjoncture de transformation rapide, qui impose aux institutions de chaque société des modifications et des adaptations incessantes. La famille, l'école, l'université, l'entreprise commerciale, la ville et l'église ne sont pas des structures immuables. Au contraire, elles évoluent sans arrêt, et parfois péniblement, et les citoyens qui les animent sont engagés dans la tâche passionnante, mais combien exigeante, qui consiste à reprendre en sous-œuvre leurs assises sociales. Il n'est aucun de nous qui ne soit touché par l'avenir prometteur que la technique ouvre devant nous, mais encore faut-il répondre raisonnablement et positivement à ses exigences. Aucun, non plus, n'échappe complètement à l'inquiétude devant les risques qui s'y attachent.

100. Ce thème nous entraînerait loin et nous devons en rester là pour l'instant. Il ne sera traité qu'accessoirement dans le premier livre de ce rapport ; mais il sera étroitement lié aux exposés que nous consacrerons plus tard au monde du travail ainsi qu'à l'éducation et aux communications de masse. Il s'agit d'une dimension du monde d'aujourd'hui et de demain qu'il faut toujours garder à l'esprit, sous peine d'être inactuel. Notre mandat est de déterminer les conditions d'une plus juste égalité dans l'association entre Canadiens. L'effort que nous proposons pour consolider l'association tombe à un moment où la situation extérieure des associés subit des changements et des bouleversements massifs. Toutes nos recommandations sont donc implicitement assorties d'une réserve : elles s'appliquent aux problèmes changeants d'un pays en mutation.

101. Mais en même temps c'est la plus stimulante des époques, où la technique ouvre des perspectives jamais encore aperçues, en particulier dans l'univers de la communication et des transports. D'une part, la planète s'unifie, par le fait de la technique moderne mais aussi grâce aux institutions internationales que l'humanité s'est données, comme l'O. N. U. et l'Unesco, et dont l'influence grandit laborieusement. On assiste en outre, notamment en Europe avec le Marché commun, à un dépassement des frontières et à une mise en commun de certaines compétences considérées, hier encore, comme intangiblement liées à la

L'unité du monde  
et les nationalismes

souveraineté de l'État. Mais, d'autre part, les diverses collectivités humaines trouvent de nouveaux moyens d'exister et d'échapper au conformisme ambiant. C'est ainsi qu'à l'heure où l'on parle beaucoup d'internationalisme, la décolonisation nous fait assister à une véritable explosion des nationalismes. Le nationalisme est particulièrement fort dans les pays récemment libérés des anciens empires et souvent au point d'en menacer l'unité intérieure. On le voit également animer les deux communautés linguistiques d'un pays comme la Belgique. Ce cas est, semble-t-il, particulièrement frappant car il illustre le double mouvement dont nous parlons : d'une part, la Belgique fait partie du Marché commun et d'autre part, Flamands et Wallons affirment avec force leurs langues et leurs cultures respectives.

Les liens du  
Canada avec le  
monde, dans  
l'ordre des langues  
et des cultures

102. Au reste, le Canada est bien équipé pour communiquer avec le monde et lui manifester sa présence. Par ses deux langues et ses deux cultures principales, il est relié à toutes les régions du globe où l'on parle soit l'anglais, soit le français. Les autres communautés ethniques facilitent les liens culturels et linguistiques avec le monde slave, le monde scandinave, les pays de culture germanique, la latinité et la région méditerranéenne. Du fait des langues et coutumes des Esquimaux et des Indiens, le Canada se trouve dans la situation de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et des Amériques qui doivent veiller sur les éléments aborigènes de leurs populations. Le bilinguisme officiel et le refus du *melting pot* ont permis à divers groupes ethniques de préserver leur identité culturelle et ont ralenti considérablement l'acculturation d'une population hétérogène. Par ses ressources humaines, linguistiques et culturelles variées, le Canada est un peu comme un reflet du monde.

Terre des hommes

103. En cette année du centenaire de la Confédération, le phénomène est devenu particulièrement sensible à la *Terre des hommes*. Soixante et un pays s'étaient donné rendez-vous à l'Exposition universelle et internationale de Montréal et l'on a été frappé de voir avec quelle ferveur et quel enthousiasme les Canadiens ont accueilli l'événement. *Terre des hommes* fut, pour notre pays, une œuvre commune et si tous en ont éprouvé de la fierté, c'est que l'œuvre était belle. Nous avons bâti ensemble, regardé ensemble dans la même direction, pour reprendre l'heureuse formule de Saint-Exupéry. Cette collaboration dans l'égalité, d'autant plus remarquable qu'elle nous associait à la moitié de l'univers, demeure l'une des expériences fécondes de notre histoire.

104. Ce sont quelques-unes des conditions permanentes de cette collaboration qu'on a chargé la Commission d'examiner. Il va donc falloir, pendant la durée de cet examen, scruter des situations concrètes,

noter des faiblesses, constater des échecs et des inégalités, mais aussi proposer des réformes dont presque toutes exigeront un véritable dépassement de soi. C'est ici que tous sont invités à « regarder ensemble dans la même direction ». Certes, la vie se charge vite de montrer que les bonnes intentions ne suffisent pas. Mais elle témoigne aussi de ce que les réformes les plus ingénieuses sont sans effet quand elles ne sont pas assumées dans « l'amitié », qui est l'âme de toutes les associations.







1. Le premier livre de notre rapport final est consacré au statut des langues officielles du Canada, l'anglais et le français. Dans une première partie, après avoir fait la distinction nécessaire entre le bilinguisme d'un individu et celui d'un État, nous étudions la composition démographique des deux principales communautés linguistiques ainsi que le statut juridique de l'anglais et du français au Canada. La deuxième partie porte sur les dispositions qui permettront aux pouvoirs publics d'assurer un statut égal à ces deux langues.

2. Notre *Rapport préliminaire* en témoigne, les opinions sont partagées au Canada sur la notion même de bilinguisme et sur les applications qu'on en fait. À la limite, pour les uns, le bilinguisme concerne exclusivement les individus, pour les autres, il n'intéresse que les institutions. Parmi ceux qui regardent le bilinguisme comme un phénomène individuel, les uns le considèrent à priori comme un mal à combattre, d'autres voient en lui la source de tous les biens. Chez les tenants de la seconde thèse, on retrouve le même genre de division : si bon nombre estiment que l'institution bilingue est un leurre, d'autres ne jurent que par sa nécessité. Plus encore que contradictoires, les opinions sur ce qu'il faut entendre par personne ou par institution bilingue nous apparaissent comme hésitantes et confuses.

3. Cette confusion des idées nous incite à préciser nos vues tant sur le bilinguisme des individus que sur celui des États. Nous ferons voir la nature complexe du bilinguisme individuel aussi bien que la multiplicité et la variété des États bilingues à notre époque, pour ensuite tâcher de comprendre ce qui distingue le Canada des autres pays bilingues.

### *A. Le bilinguisme des individus*

Le bilinguisme  
est universel

4. Le bilinguisme des individus est un phénomène complexe qu'on trouve dans tous les pays. Son universalité tient à trois faits : il existe plus de langues que de pays ; certaines sont plus répandues que d'autres ; la mobilité des populations tend à s'accroître.

5. Il y a sur la terre plus de 2 500 langues mais moins de 150 États. Il va donc de soi qu'une forte proportion de l'humanité habite des pays où l'on parle plus d'une langue. De plus, quelques langues, en raison de la puissance politique, culturelle ou économique de leurs usagers, se sont propagées bien au-delà du pays où elles ont statut de langue nationale. Dans l'Inde, en Afrique et dans beaucoup d'autres pays ou régions, un assez bon nombre de gens parlent l'une de ces langues, outre la leur. À diverses époques de l'histoire, le grec et le latin, entre autres, ont été en usage chez les gens cultivés, concurremment avec la langue du pays. Enfin, comme il y a toujours eu des mouvements de population d'une région du globe à l'autre, il s'est toujours trouvé, dans diverses parties du monde, des gens forcés d'apprendre une langue autre que la leur, donc de devenir bilingues.

Les nombreux  
aspects du  
bilinguisme

6. Il existe bien des manières d'être bilingue et la qualité même du bilinguisme est fonction de divers facteurs : les langues en cause, les diverses utilisations dévolues à chacune, le degré d'interférence entre elles et leur dissociation par le locuteur. À ces faits qui tiennent à la personne, peuvent s'ajouter la stabilité et le prestige des langues en présence et la répartition géographique de leurs usagers.

7. Mais le bilinguisme couvre bien d'autres aspects. Que l'on considère, par exemple, celui qui peine dans une autre langue et l'on saisira facilement ce que nous entendons par « aisance ». Dans leur activité quotidienne, nombre de gens doivent passer d'une langue à l'autre, selon ce qu'ils font, et ils témoignent ainsi du caractère fonctionnel du langage. La prédominance d'une langue sur l'autre chez un même individu est illustrée par le fait que la majorité des bilingues préfèrent l'une des deux langues ou en laissent une influencer sur l'autre, comme en témoignent leur accent et leurs constructions de phrases. Mais, comme tous ces facteurs ne sont que relatifs, le bilinguisme d'une personne n'est jamais absolu.

Le bilinguisme  
est relatif

8. On croit encore communément qu'être bilingue, c'est posséder une égale connaissance de deux langues : c'est là un des principaux obstacles à la compréhension du bilinguisme, et probablement à son acceptation. Or, cette égale connaissance est un phénomène si particulier que pour le désigner on a créé un terme : « équilanguisme ».

9. L'importance attachée à une égale maîtrise des deux langues comme critère du bilinguisme a longtemps retardé la recherche sur le sujet. Elle a fait place, ces dernières années, à une conception plus

large du bilinguisme. On ne l'assimile plus à l'équilinguisme, que certains estiment impossible, en théorie et dans la pratique ; car ils considèrent que, pour atteindre à des résultats identiques dans les deux langues, il faudrait que l'expérience totale de ces bilingues dans les deux langues fût identique.

10. Si la conception du bilinguisme s'est élargie, c'est, dans une bonne mesure, qu'on s'est rendu compte qu'on ne pouvait arriver à déterminer, sinon arbitrairement, à quel moment la connaissance des deux langues est égale. De plus, la parfaite connaissance de deux langues semble très rare. Du reste, les unilingues diffèrent grandement dans leur adresse à manier leur propre langue. Même de vrais jumeaux acquièrent leur langue maternelle à des rythmes différents. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner devant semblables disparités chez les bilingues.

11. Certaines personnes, qu'on peut qualifier de bilingues, comprennent facilement deux langues mais ne peuvent s'exprimer que dans une seule. Ce sont des bilingues « passifs » : ils ne peuvent que percevoir dans les deux langues. Écouter ou lire, voilà tout ce dont ils sont capables dans la langue seconde. De tout temps et dans toutes les parties du monde, cette capacité a permis aux gens instruits d'acquérir des connaissances accessibles par d'autres langues que la leur. Aussi, l'étude d'une deuxième langue est-elle inscrite au programme d'enseignement dans presque tous les pays. On peut donc viser, avec réalisme, à amener de larges secteurs de la population à une telle connaissance passive, car la compréhension d'une langue étrangère, parlée ou écrite, s'acquiert plus facilement par l'étude que l'aptitude à la parler ou à l'écrire.

12. Il y a des bilingues à l'aise dans les deux langues ; il en est qui parlent couramment la langue seconde, mais avec un accent ; d'autres parlent les deux langues d'une façon différente des unilingues ; enfin, certains trouvent plus facile de parler que de comprendre, d'autres de comprendre que de parler. Dans chacun de ces cas toutefois, les bilingues montrent souvent une préférence marquée pour l'une des deux langues ; certains savent bien s'exprimer dans l'une et l'autre, mais il est des situations où ils ne sont à l'aise que dans une seule. La préférence peut changer avec le temps ; par exemple, une langue dominera pendant l'enfance et l'autre par la suite. Même dans un laps de temps assez court, un bilingue ne sera pas toujours égal à lui-même. Quand on observe le parler des familles pratiquant deux langues, on constate des oscillations dans l'adresse avec laquelle les enfants parlent l'une et l'autre. Chez ceux qui deviennent bilingues du fait de leur milieu, l'on remarque la prédominance tantôt d'une langue, tantôt de l'autre. Bien sûr, ce processus, s'il se poursuit toujours dans le même sens, peut finir par éliminer l'une des deux langues, même la maternelle.

13. Certains parents encourageront ce processus pour des raisons sociales ou économiques, afin de mieux intégrer leurs enfants au groupe qui domine, voire les y assimiler linguistiquement. Cela est courant chez les immigrés, dans toutes les parties du monde. C'est parfois aussi le cas dans des collectivités bilingues où le statut de l'une des deux langues est sensiblement inférieur à l'autre.

Créoles et dialectes

14. Si deux langues de statut social différent sont en contact depuis assez longtemps, il est fatal que l'une accuse fortement l'influence de l'autre. En certaines circonstances, les deux peuvent se fondre en une seule et constituer une forme créole de la langue courante. Ce créole pourra être parlé par les générations futures, et les gens instruits pourront connaître en outre la forme courante de la langue. Ils seront bilingues en ce qu'ils parleront cette langue et l'une de ses formes créoles. Cette situation est voisine de celle du bilinguisme reposant sur une langue et un de ses dialectes régionaux. On pourrait de même étendre l'acception du terme à l'usage de deux dialectes socialement distincts, ou de registres différents.

15. Il en est, d'autre part, qui emploient chaque jour plus de deux langues. C'est pourquoi des linguistes ont proposé d'abandonner le terme « bilingue » et de lui en préférer un qui indiquerait la pluralité, « polyglossie ». Il est probable toutefois qu'on continue à utiliser le terme « bilingue » qui est solidement établi, pour désigner celui qui parle deux langues.

16. Il ressort de tout ce qui précède que le bilinguisme des individus est bien autre chose qu'une égale connaissance de deux langues. Une conception aussi restreinte exclurait les nombreuses combinaisons auxquelles donne lieu la coexistence de deux ou de plusieurs langues chez un individu ou dans une collectivité. Elle méconnaîtrait toutes les variations dans le rôle social et le statut des langues en cause, la pression exercée par chacune et l'influence de l'une sur l'autre. Le bilinguisme des individus n'est donc pas une donnée absolue. Au contraire, il s'agit là d'un concept relatif et qui doit être considéré comme tel.

### *B. L'État bilingue*

17. Les États bilingues ou multilingues ne se caractérisent pas par la proportion de leurs habitants bilingues et ils n'ont pas été créés non plus pour développer le bilinguisme chez les individus. Celui-ci est répandu, bien sûr, dans les États bilingues mais les bilingues, dans quelques-uns de ces pays, sont moins nombreux que dans certains pays unilingues. Cela n'en fait pas des États bilingues. Le bilinguisme individuel est donc distinct du bilinguisme de l'État.

18. Les États bilingues n'ont pas été constitués, non plus, pour préserver les groupes ethniques. Les gens qui appartiennent à une même ethnie ne font pas nécessairement partie du même groupe culturel ou linguistique. Des personnes d'une grande diversité d'origines ethniques ont l'anglais ou le français pour langue maternelle ; il n'existe pas de « race » anglaise ou française. Les souches raciales dont sont issus les peuples anglophone et francophone qui ont colonisé le Canada sont identiques dans une large mesure, même pour ce qui est du mélange celtique et nordique que chacun représentait. Avant de succomber, d'abord aux légions romaines, puis, quelques siècles plus tard, aux tribus germaniques, la France et la Grande-Bretagne étaient depuis longtemps peuplées, pour la plus grande partie, de gens d'origine celtique. En France, les idiomes celtiques ont été supplantés par la langue des Romains, mais en Grande-Bretagne ils l'ont été par celles des envahisseurs germaniques.

Groupe ethnique

19. Néanmoins, comme nous l'avons déjà souligné, il existe bel et bien une culture britannique et une culture française. Bien sûr, on ne constate pas entre elles de différences aussi grandes que si on les comparait à l'une des nombreuses civilisations d'Asie ou d'Afrique. Au Canada, les anglophones et les francophones ont sensiblement les mêmes coutumes, pour ce qui est du vêtement, des maisons et des outils. Ils se ressemblent beaucoup par leur comportement en société ; les deux groupes professent des religions communes et participent au même patrimoine de connaissances. Ils ont aussi en commun, à des degrés divers, le mode de vie nord-américain. En revanche, les cultures anglaise et française se distinguent par nombre d'aspects importants, dont les modes de vie et de pensée.

20. C'est à cause de la langue surtout qu'anglophones et francophones n'appartiennent pas au même groupe culturel, car la langue est le principal instrument du sentiment d'appartenance. Elle définit les frontières de chaque groupe et tient à l'écart ceux qui lui sont étrangers.

21. Il ne faut pas s'étonner si la langue a toujours constitué l'une des principales barrières entre les collectivités, petites ou grandes — depuis les puissants États-nations jusqu'aux minimes tribus locales. Il est naturel pour les gens de même langue de vouloir vivre et travailler ensemble. C'est pourquoi les principales frontières linguistiques et politiques ont si souvent coïncidé. L'essor des États européens modernes illustre bien cette affirmation. On relève également la même correspondance entre frontières linguistiques et frontières politiques dans beaucoup de pays d'Asie et d'Afrique.

Langue et nationalité

22. Néanmoins, sur une bonne partie de la surface de la terre, la répartition très hétérogène des langues et divers autres facteurs ont contraint l'humanité au cours de son histoire à opter entre la fidélité à

Sociétés multilingues

de petites formations tribales et le groupement en grandes associations multilingues. Sur chaque continent, l'avènement de sociétés évoluées a encore rétréci le choix. L'organisation moderne de la société exige, pour son fonctionnement optimal, un territoire et un ensemble économique d'une certaine importance, et favorise l'association entre divers groupes linguistiques. Et dans toutes les sociétés multilingues, le jeu normal de la politique doit résorber les tensions linguistiques.

23. Il convient de noter toutefois que les conditions des contacts entre langues varient considérablement dans les diverses régions du monde. Aux confins de l'Asie et de l'Europe orientale, par exemple, le mélange des peuples et des cultures ne s'est guère modifié, au moins du point de vue linguistique, depuis l'invasion des Tartares. Une bonne partie du reste du monde — dont l'Amérique du Nord et du Sud, l'Australie, l'Afrique, l'Asie du Sud et du Sud-Est — est encore sous l'effet de la grande poussée de la civilisation européenne aux quatre coins du monde, du <sup>xv</sup><sup>e</sup> au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Alors que la force d'expansion politique de l'Europe est à peu près éteinte, son rayonnement linguistique se fait encore sentir dans le reste du monde, même dans les régions qui ont formellement rejeté l'ancienne influence impériale.

Types de contacts  
entre les langues

24. Si nous examinons de plus près les répercussions linguistiques de l'expansion européenne, nous distinguerons trois modes principaux de contact entre les langues. Les langues européennes ont acquis la prédominance là où la pénétration de l'Europe s'est effectuée auprès de sociétés tribales sous-développées, rencontrant en conséquence des langues peu évoluées, non écrites et très diversifiées. En pareils cas, les langues de la colonisation, ou des altérations de ces langues, sont facilement devenues les seuls instruments des affaires publiques ; à ce titre, elles étaient indispensables aux nouveaux régimes, même après l'accession à l'indépendance. C'est ainsi que l'anglais, le français et le portugais sont devenus langues officielles dans presque toute l'Afrique, au Sud du Sahara.

25. Dans ces pays, la langue européenne est associée d'une façon quelconque à une ou plusieurs langues indigènes ou locales, de sorte qu'elle est désignée comme officielle dans la constitution du pays. C'est cette solution que l'on trouve dans un certain nombre d'anciennes colonies de la Grande-Bretagne, de la Belgique et de la France.

26. Dans les pays où les langues indigènes étaient déjà évoluées et s'appuyaient sur une riche tradition écrite, il s'est créé un deuxième type de contact entre les langues. Quand les puissances coloniales se sont retirées, ces pays ont généralement retenu comme langue administrative celle de l'ancienne métropole en l'associant le plus souvent à une ou plusieurs langues indigènes.

27. Dans certaines régions du monde, les puissances d'Europe occidentale ont créé dans leurs colonies des établissements considérables ; les langues des colonisateurs, par la suite, y ont vite acquis la prédominance mais n'ont entraîné que rarement l'élimination complète des langues indigènes. On trouve des exemples de ce phénomène dans les Amériques, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique. En Afrique du Sud, par exemple, se trouvaient en présence plus d'une puissance coloniale et plus d'une langue. Sur les six langues ayant tenu une place dans le peuplement des États-Unis, le hollandais, le suédois et le russe n'ont guère pris racine ; quant au français et à l'espagnol, ils ont succombé sous la pression dominante de l'anglais. D'ailleurs, les traditions et les institutions venues d'Europe occidentale avec les colons disposaient fortement ceux-ci à une organisation politique unilingue, sauf dans les cas, relativement rares, où une autre langue européenne ou une langue indigène forte rendaient nécessaire une solution d'accommodement.

28. Le mouvement des populations, particulièrement depuis la révolution industrielle, a fait naître un autre type de contact linguistique, soit entre les langues des immigrants et la ou les langues de leur patrie d'adoption. De fait, les langues des immigrants ont joué un rôle dans l'histoire de presque toutes les puissances occidentales. Les relations de ces langues avec celle du pays d'adoption ont eu pour résultat un riche éventail de contacts entre les cultures, lequel est en passe de devenir un sujet de recherche sociale intensive.

29. Parmi les divers types de contact entre les langues, un certain nombre seulement ont abouti à la création d'États bilingues. En soi, l'État bilingue est une formule qui a souvent été instaurée après un regroupement démographique résultant de la guerre, d'une révolution, d'une fédération. Dans la plupart des cas, à cause du rôle des communications dans le monde moderne, le gouvernement est contraint d'établir une politique linguistique, celle-ci dût-elle réduire à rien ou presque rien son pouvoir d'intervention en matière de langues. Sans protection officielle définie, le groupe le plus faible est presque fatalement atteint dans son intégrité linguistique.

Politiques  
linguistiques  
nationales

30. Il est indéniable que nombre d'États, notamment ceux qui se sont formés selon la tradition de l'Europe occidentale, ont cherché à réduire le plus possible les disparités en favorisant l'évolution vers une société unilingue. C'est ce qui s'est produit à diverses époques, notamment en France, en Allemagne, en Russie et en Grande-Bretagne. On s'appuyait sur le postulat suivant : si tous ceux qui parlent la même langue ne peuvent appartenir au même État, les habitants d'un même État doivent tous parler la même langue. On voyait dans l'unité linguistique le symbole de l'unité politique.

États unilingues



31. Dans ces pays où frontières linguistiques et frontières politiques coïncidaient, les groupes parlant d'autres langues que celle de l'État unilingue ont relativement peu participé, d'ordinaire, à la tradition nationale et ont été tenus pour quantités négligeables. Leur aptitude à durer était fonction, dans une bonne mesure, de leur nombre, de leur répartition, de leur statut ou du degré de leur bilinguisme, puis de l'utilité de leur langue. Certains sont disparus en quelques générations ; d'autres se sont maintenus pendant des siècles. On le constate même dans les pays les plus fortement unilingues, tels la France (les Bretons), l'Espagne (les Basques), la Grande-Bretagne (les Gallois) et le Japon (les Aïnous). D'autres minorités, après un long combat pour l'autodétermination linguistique, ont réussi à faire de leur idiome une langue nationale. Nous citerons le hongrois, le tchèque, le croate, entre autres.

**Caractéristiques  
des États  
bilingues**

32. La création d'États bilingues, le plus souvent, a eu pour objet de maintenir, de préserver la culture et la langue de groupes survivants. Dans les États bilingues on trouve habituellement deux ou plusieurs noyaux unilingues, soit des groupes de gens qui vivent et travaillent dans une seule langue, sauf quand il s'agit de communiquer avec des concitoyens de l'autre langue. Ces noyaux unilingues forment la masse dans un État bilingue ; ils sont le centre autour duquel s'agglomère chacun des principaux groupes linguistiques.

33. L'État bilingue n'existe pas pour propager le bilinguisme chez les individus. Car si chacun devient complètement bilingue dans un pays bilingue, l'une des langues sera superflue comme moyen de communication, tous pouvant communiquer dans l'autre. Dans de tels cas, la langue prédominante accroît son avantage et l'autre langue s'éteint graduellement, parfois en quelques générations. Tel a été le sort de beaucoup de langues minoritaires, notamment de celles de collectivités d'immigrants au Nouveau Monde.

**Institutions  
bilingues**

34. L'État bilingue se caractérise par une grande variété d'institutions bilingues qui veillent à ce que des citoyens ne soient pas désavantagés du fait de leur appartenance à une minorité linguistique. Ces institutions peuvent comprendre l'assemblée législative, les tribunaux, la fonction publique, les écoles, mais elles présenteront des différences d'un pays bilingue à l'autre. Par exemple, on s'attend que la fonction publique puisse traiter avec le public dans l'une et l'autre des langues officielles. Mais, eu égard aux circonstances, la mesure où elle le fait variera d'un pays à l'autre. Il est aussi des pays où la fonction publique peut s'exercer dans les deux langues officielles, de façon continue ou intermittente, et ce, suivant les cas, tantôt au niveau national, tantôt à l'échelon régional.

35. Mis à part les pays affranchis du statut colonial qui ont désigné une langue étrangère comme langue officielle ou langue auxiliaire, il existe deux types importants d'États bilingues : ceux qui accordent des droits linguistiques spéciaux à leurs minorités nationales, et ceux qui mettent les langues nationales sur un pied d'égalité relative devant la loi. On trouve aussi quelques cas limites qu'il est difficile de classer.

Types d'États  
bilingues

36. Les pays du premier type tiennent compte, par des dispositions linguistiques spéciales, de la pluralité de leurs groupes culturels, mais sans leur accorder tout à fait l'égalité. Étant donné les rapports numériques, les divers stades de développement social et un certain nombre d'autres raisons, l'une des langues accède à la prédominance en politique et dans l'administration centrale. Ces situations peuvent être permanentes, ou du moins de longue durée, car elles correspondent à la répartition des groupes culturels distincts à l'intérieur des frontières. Parfois les groupes intéressés se voient octroyer, à titre de minorité, un ensemble de droits particuliers. Il arrive aussi que ces droits soient limités aux domaines de la culture et de l'enseignement. Mais, chose importante, on admet dans ces États que les groupes culturels minoritaires aient par rapport au reste de la population, des aspirations particulières et on leur laisse une certaine latitude pour les exprimer dans des réalisations propres.

Droits linguistiques  
spéciaux

37. Les exemples de ce type d'État bilingue sont variés. Si l'on étend la définition de l'État bilingue de façon à englober toutes les sortes de privilèges linguistiques ou culturels, notre liste sera longue. Pour en donner une idée, il suffit de mentionner la situation du gallois au Royaume-Uni, du romanche en Suisse, du maori en Nouvelle-Zélande, de l'arabe en Israël, de l'allemand en Belgique et au Danemark, des langues régionales de l'Inde, ou de n'importe quelle langue minoritaire dans la plupart des pays d'Europe centrale, des Balkans et de l'Union soviétique. Cette dernière nous fournit précisément l'exemple d'un cas limite. Elle comprend quinze républiques, dont chacune est habitée principalement par une grande collectivité nationale jouissant d'une bonne mesure d'autonomie culturelle et linguistique en vertu de la constitution. Même les nombreuses petites collectivités linguistiques jouissent en U. R. S. S. d'une autodétermination scolaire et culturelle égale, à l'intérieur de circonscriptions politiques peu étendues. Le russe, cependant, est la langue commune de l'Union soviétique et celle de l'administration centrale ; c'est aussi la langue maternelle de plus de la moitié de la population, un très grand nombre d'autres se répartissant le reste.

38. Les pays du second type, moins nombreux, accordent un statut officiel à deux ou plusieurs langues nationales, sur une base voisine de l'égalité. Qu'il y ait ou non équilibre numérique entre les groupes

Égalité relative

culturels, les gouvernements s'appliquent à exercer toutes leurs fonctions en chacune des langues officielles, dans quelques régions ou dans tout le pays. La Belgique a établi l'égalité entre le néerlandais et le français, comme langues officielles. La Finlande a fait de même pour le finnois et le suédois ; la Tchécoslovaquie, pour le tchèque et le slovaque. Il y a trois langues officielles en Suisse : l'allemand, le français et l'italien. De plus, une quatrième langue, le romanche, jouit d'un statut de langue nationale non officielle. La Yougoslavie a trois langues officielles : le serbo-croate, le slovène et le macédonien, et elle accorde un statut régional particulier à neuf autres. La République sud-africaine accorde la plénitude des droits à l'afrikaans et à l'anglais, officiels dans tout le pays.

Conséquences de  
l'égalité  
linguistique

39. Dans les pays où deux ou plusieurs langues jouissent d'un statut égal et sont élevées au rang officiel, l'État, conçu comme association entre autant de groupes linguistiques, peut servir à régler les rapports entre ces langues. Ce fait a d'importantes répercussions. S'il y a écart numérique entre les deux groupes linguistiques, on doit compenser les inconvénients que comporte cette inégalité. La majorité doit être consciente du fait que ses concitoyens du groupe minoritaire ne lui ressemblent pas en tous points et il importe qu'on se respecte de part et d'autre. Le groupe majoritaire, dont la langue n'est pas menacée, n'a rien à perdre et il a beaucoup à gagner lorsqu'il contribue, à la mesure de ses effectifs supérieurs, au soutien du bilinguisme. Souvent cela atténue la pénétration de la langue majoritaire dans l'existence quotidienne du groupe minoritaire. L'intérêt qu'ils se porteront l'un à l'autre et le partage d'une certaine somme d'expérience feront que les groupes linguistiques, tout en demeurant distincts, auront des objectifs communs.

40. Si un État bilingue préserve l'intégrité de ses groupes linguistiques, les tensions éventuelles sont neutralisées dans la mesure où chacun d'eux a le sentiment que sa culture est en sécurité. Et pourtant, lorsqu'un pays néglige d'agir en ce sens, il arrive que la minorité, voyant sa langue en péril, nourrisse des sentiments hostiles envers la majorité et envisage d'autres issues, dont les diverses formes de l'autodétermination, hors du cadre de l'État bilingue.

41. Garantir la vie et l'égalité à la langue du groupe minoritaire peut donc devenir une obligation pour la majorité. Et cela suppose normalement de la part de celle-ci : a) qu'elle respecte la langue de la minorité en acceptant son utilisation dans les communications et en veillant à ce que son emploi, tout particulièrement dans les documents officiels, soit d'une qualité qui ne blesse pas la sensibilité du groupe minoritaire ; b) qu'elle prenne à sa charge une part du coût du bilinguisme, proportionnelle à ses effectifs ; c) qu'elle accorde au groupe minoritaire suffi-

samment d'autodétermination linguistique pour qu'il puisse préserver sa langue. Tout cela, au fond, est affaire d'attitude et de compréhension de la part de la majorité. Mais certains devoirs incombent à la minorité, notamment participer à l'administration nationale ou fédérale du pays, puis accepter de collaborer avec le groupe majoritaire.

42. La nature et l'étendue des garanties que doit donner le groupe majoritaire dépendront, bien sûr, des conditions particulières où se trouvera le groupe minoritaire, et de sa volonté de vivre. Plus la langue de la minorité est vulnérable et plus le groupe minoritaire sera faible relativement à l'autre, plus grandes probablement seront les garanties à donner. En Suisse, où la population francophone est en contiguïté géographique avec celle de la France, la nature des garanties exigées de la majorité ne ressemble pas à ce que commande une situation moins avantageuse ou l'isolement. C'est peut-être le cas du Canada.

### *C. Un État bilingue particulier : le Canada*

43. Ce qui d'abord donne au Canada son caractère particulier en tant qu'État bilingue, c'est que ses deux langues officielles soient l'anglais et le français. Par rapport à d'autres États bilingues qui retiendront plus loin notre attention, notamment la Finlande, l'Afrique du Sud et la Belgique, les langues officielles du Canada ont ceci de remarquable qu'elles sont toutes les deux des langues à vocation internationale. En effet, l'anglais est aujourd'hui la langue maternelle de plus de 250 millions d'hommes. Il convient d'ajouter à ce nombre tous ceux qui possèdent l'anglais comme langue seconde ou qui en ont une connaissance pratique honnête (quelque 200 millions). Le français, pour sa part, est la langue maternelle de quelque 65 millions de personnes et, en outre, près de 150 millions d'hommes à travers le monde l'utilisent couramment. Ces deux langues jouissent donc d'un prestige mondial.

44. Par contre, au Canada, l'un des deux groupes linguistiques, jouit au départ d'un singulier avantage. L'anglais est en Amérique du Nord la langue massivement prédominante parce qu'elle est la langue nationale d'un des pays les plus puissants du monde, les États-Unis. Aussi le groupe de langue anglaise, dans notre pays, s'appuie-t-il sur la population anglophone du pays voisin. Le groupe de langue française, au contraire, parle une langue minoritaire en Amérique du Nord, et il souffre d'isolement marqué, loin des autres populations francophones du monde, notamment de la France.

45. C'est dans le Québec seulement que le français se trouve dans une situation de force. Langue de la majorité, il y a marqué de son

empreinte la plupart de ses institutions et il a permis le développement d'une culture originale en Amérique du Nord. Par son enracinement même au Québec, le français constitue le point d'appui essentiel de la dualité culturelle au Canada. Mais l'anglais aussi est une langue québécoise ; il est le parler naturel d'une minorité reliée à la majorité anglophone au Canada et à la masse de langue anglaise d'Amérique du Nord. C'est là, sans conteste, un avantage. Car s'il est vrai qu'il faut connaître la langue des pays et des groupes avec lesquels on doit entrer en relation (et d'abord avec ses voisins), cette minorité québécoise pourrait servir de lien naturel avec le monde anglophone. L'anglais serait donc pour la majorité française du Québec, ce que pourrait être le français pour la majorité anglaise du Canada.

46. Enfin, dans l'ensemble du Canada, comme du continent, le français est la langue d'une minorité linguistique, mais cette fois d'une minorité importante. Sur un continent sans frontières, le français ne serait que la langue d'une minorité comme les autres. Au Canada, le groupe francophone a participé à la fondation du régime confédératif au sein duquel il a acquis des droits formels et il a manifesté, depuis 1867, une indéniable vigueur, étendant son assise dans un pays qui a grandi en cent ans à la dimension d'un continent. La langue française, caractéristique essentielle de l'identité canadienne, procure à notre pays son principal élément de différenciation par rapport aux États-Unis.

47. L'ensemble de tous ces facteurs — rayonnement et prestige de l'anglais et du français dans le monde, isolement et situation minoritaire du groupe francophone en Amérique du Nord, enracinement québécois et canadien du français — fait du Canada un État bilingue assez nettement particularisé ; les deux langues et les communautés qui les parlent se trouvent ici dans des conditions qui leur sont propres. Pour bien rendre compte de l'état présent du bilinguisme au Canada, nous devons examiner, de plus près que nous ne l'avons fait jusqu'ici, la composition et la répartition des deux principaux groupes linguistiques. C'est ce que nous ferons dans le prochain chapitre.

48. La composition linguistique de la population canadienne repose sur deux réalités fondamentales. En premier lieu, des gens de diverses origines, en plus des Français et des Britanniques, sont venus s'établir au Canada ; en second lieu, la plupart de ces personnes, ou leurs descendants, ont à des degrés divers adopté progressivement l'une ou l'autre langue officielle du pays en s'intégrant, selon leur choix, à l'un des deux principaux groupes linguistiques. Pour mieux comprendre la démographie linguistique canadienne, nous chercherons donc à répondre à deux questions essentielles : *a)* quelle est l'origine ethnique des éléments de cette population ? *b)* dans quelle mesure conservent-ils leur langue d'origine et quel choix font-ils vis-à-vis des deux langues officielles ?

49. Pour aborder ces problèmes, il faudrait au préalable savoir quelle est la langue usuelle de chacun des Canadiens. Malheureusement, ce renseignement ne nous est pas fourni par les recensements ; les deux seules questions relatives à la langue portent sur la langue maternelle et sur la ou les langues officielles connues.

Les données du  
recensement

50. La question sur les langues officielles (« Parlez-vous anglais ? français ? ») permet notamment de dénombrer les personnes qui s'estiment bilingues ou unilingues. Mais chacun évalue sa propre faculté de parler l'anglais ou le français. En outre, la personne qui estime savoir l'anglais, par exemple, peut être un Britannique, un Canadien d'origine autre que britannique mais totalement assimilé aussi bien qu'un immigrant de la veille qui s'exprime difficilement dans cette langue. Enfin, cette catégorie ne saurait révéler quelle est la langue première des personnes bilingues.

51. Le critère de la langue maternelle donne quelque clarté sur le nombre des Canadiens d'expression anglaise ou d'expression française.

Mais ses indications sont incomplètes. En effet, à la question : « Quelle est la première langue que vous avez apprise dans l'enfance et que vous comprenez encore ? », des immigrants allemands ou suédois, par exemple, devront répondre jusqu'à la fin de leur vie que leur langue maternelle est l'allemand ou le suédois, même s'ils en sont arrivés à parler à peu près exclusivement l'anglais. Il peut en être ainsi pour des Canadiens nés de parents d'une origine ethnique autre que britannique ou française, et même pour des Canadiens de langue maternelle française. Dans des cas semblables, et nous savons qu'ils sont nombreux, le renseignement fourni sur la langue maternelle ne nous dit pas quelle est la langue courante de la personne recensée ; il est en retard d'une génération sur l'événement.

52. Malgré nos réserves, nous ne voulons mettre en cause ni ces deux questions sur les langues, ni la question sur l'origine ethnique<sup>1</sup>. Chacune a son utilité propre et leur ensemble permet de suivre, à certains égards, l'évolution des groupes qui ont participé à la création et au développement du Canada. Nous ne suggérons pas de supprimer ces questions, mais d'en ajouter une. Cette question complémentaire porterait précisément sur la langue principale de chaque Canadien. Elle permettrait d'apprendre quelle langue il parle le plus, et de façon habituelle, à la maison et au travail. Quand on possèdera ce renseignement, c'est sur lui surtout qu'on devra s'appuyer par la suite.

53. En attendant, il nous faudra utiliser les instruments qui sont à notre disposition, soit « la langue maternelle » et « les langues officielles ». Nous le ferons en pleine conscience de leurs déficiences. Nous utiliserons surtout la première de ces deux questions, celle qui porte sur la langue maternelle, parce qu'elle permet de mieux déterminer le groupe linguistique auquel un individu se rattache<sup>2</sup>. Mais quand il y aura lieu, nous corrigerons les données ainsi obtenues par celles, plus fluides, fournies par la catégorie « langues officielles ».

54. Dans les deux cas, il s'agit, bien entendu, de mesures quantitatives qu'on ne saurait prendre pour un jugement de valeur. Pour établir de façon sûre la qualité des langues parlées au Canada, il aurait fallu se livrer à des enquêtes si coûteuses et si longues qu'il ne pouvait être question de les entreprendre, malgré l'importance du problème.

---

1. C'est surtout le fait de ne tenir compte que d'un ancêtre (l'ancêtre paternel) sur deux, quatre, huit ou seize, qui a entraîné des critiques à l'endroit de la catégorie de recensement « origine ethnique ».

2. Dans nos recommandations, nous devons donc nous appuyer, lorsqu'il y aura lieu, sur les statistiques relatives à la langue maternelle. Si les prochains recensements ajoutent à celles qui sont déjà posées, une question sur la langue usuelle, et si les réponses sont jugées satisfaisantes, nous croyons qu'on devrait les utiliser par la suite comme base de calcul.

### *A. Origine ethnique de la population canadienne*

55. Précisons d'abord le sens « d'origine ethnique » tel qu'il découle de la question posée dans le recensement canadien. Celle-ci est formulée dans les termes suivants : « À quel groupe ethnique ou culturel<sup>1</sup> appartenait votre ascendant paternel (ou vous-même) lors de son arrivée en Amérique ? »

56. Jusqu'à la Confédération, la population canadienne était composée de deux communautés principales, la britannique et la française. Depuis 1867, le fait est à noter, le caractère hétérogène de cette population s'est continuellement accentué. Il y a eu d'abord une diminution de l'importance relative de la communauté d'origine britannique (de 59 %<sup>2</sup> en 1881 à 44 % en 1961), elle-même composée pour des fins statistiques, de divers groupes ethniques. Il y a eu, d'autre part, le maintien du pourcentage de la communauté française (30 % en 1881 et en 1961). Il y a eu enfin l'apparition, puis l'augmentation constante, de la proportion des personnes d'origine non britannique et non française (de 11 % en 1881 à 26 % en 1961). Tout s'est passé comme si, sur 100 Canadiens, 15 des 59 Britanniques de 1881 avaient été remplacés en 1961 par 3 Ukrainiens, 2 Polonais, 2 Italiens, 2 Scandinaves, 1 Néerlandais, 1 Juif et 4 personnes d'origines diverses (autrichienne, hongroise, yougoslave, etc.), pendant que les 30 Français et les 6 Allemands continuaient d'être présents<sup>3</sup>. Les deux principales communautés du pays, qui comptaient pour environ 90 % de la population canadienne en 1867, ont décliné en importance, à cause de la diminution du nombre des Canadiens d'origine britannique, jusqu'à ne plus représenter que 74 % de cette population en 1961 (tableau n° 1<sup>b</sup>). L'immigration en provenance de l'Europe continentale est certes le principal facteur de cette diversité grandissante, mais d'autres facteurs sont aussi intervenus, dont l'émigration aux États-Unis et l'inégale fécondité des Canadiens de diverses origines ethniques.

La composition ethnique depuis 1867

57. Les personnes d'origine britannique (tableaux n°s 1<sup>a</sup> et 1<sup>b</sup>) ont maintenu une forte majorité jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Jusqu'à 1921, année de recensement qui recouvre de plus près cette période, ce groupe a vu son importance relative se maintenir au-dessus de 55 %. À partir de cette date, et au rythme d'environ 3 % tous les dix ans, sa part a diminué : de 55 % en 1921, elle passait à 52 % en 1931, puis à 50 % en 1941, et enfin à 48 % et 44 % respectivement, en

1. La réponse à cette question désigne un pays, dans la plupart des cas.

2. Sauf dans les tableaux et certaines notes, les pourcentages et les nombres absolus sont arrondis. Lorsqu'il y a lieu, nous utilisons la virgule décimale.

3. Seuls parmi les Canadiens d'autres origines, les Allemands formaient dès le recensement de 1881 un pourcentage de la population totale à peu près égal à celui qu'ils représentaient en 1961 (respectivement 5,9 % et 5,8 %).



TABLEAU 1A. Population du Canada selon l'origine ethnique, de 1881 à 1961<sup>1</sup>

| Origine ethnique       | 1881      | 1901      | 1911      | 1921      | 1931       | 1941       | 1951       | 1961       |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| Canada <sup>2</sup>    | 4 324 810 | 5 371 315 | 7 206 643 | 8 787 949 | 10 376 786 | 11 506 655 | 14 009 429 | 18 238 247 |
| Britanniques           | 2 548 514 | 3 063 195 | 3 999 081 | 4 868 738 | 5 381 071  | 5 715 904  | 6 709 685  | 7 996 669  |
| Français               | 1 298 929 | 1 649 371 | 2 061 719 | 2 452 743 | 2 927 990  | 3 483 038  | 4 319 167  | 5 540 346  |
| Allemands              | 254 319   | 310 501   | 403 417   | 294 635   | 473 544    | 464 682    | 619 995    | 1 049 599  |
| Italiens               | 1 849     | 10 834    | 45 963    | 66 769    | 98 173     | 112 625    | 152 245    | 450 351    |
| Juifs                  | 667       | 16 131    | 76 199    | 126 196   | 156 726    | 170 241    | 181 670    | 173 344    |
| Néerlandais            | 30 412    | 33 845    | 55 961    | 117 505   | 148 962    | 212 863    | 264 267    | 429 679    |
| Polonais               | —         | 6 285     | 33 652    | 53 403    | 145 503    | 167 485    | 219 845    | 323 517    |
| Scandinaves            | 5 223     | 31 042    | 112 682   | 167 359   | 228 049    | 244 603    | 283 024    | 386 534    |
| Ukrainiens             | —         | 5 682     | 75 432    | 106 721   | 225 113    | 305 929    | 395 043    | 473 337    |
| Indiens et Esquimaux   | 108 547   | 127 941   | 105 611   | 113 724   | 128 890    | 125 521    | 165 607    | 220 121    |
| Autres et non déclarés | 76 350    | 116 488   | 236 926   | 420 156   | 462 765    | 503 764    | 698 881    | 1 194 750  |

Source : Recensements du Canada.

1. Les données statistiques du recensement de 1891 sont insuffisantes. En outre, celles du recensement de 1881 ne sont pas toujours explicites, en particulier au sujet des immigrants venus alors en petit nombre de l'Europe centrale.

2. Moins Terre-Neuve, dans les recensements antérieurs à 1951.

TABLEAU 1<sup>B</sup>. Répartition en pourcentage de la population du Canada selon l'origine ethnique, de 1881 à 1961<sup>1</sup>

| Origine ethnique       | 1881   | 1901   | 1911   | 1921   | 1931   | 1941   | 1951   | 1961   |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Canada <sup>2</sup>    | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 | 100, 0 |
| Britanniques           | 58, 9  | 57, 0  | 55, 5  | 55, 4  | 51, 9  | 49, 7  | 47, 9  | 43, 8  |
| Français               | 30, 0  | 30, 7  | 28, 6  | 27, 9  | 28, 2  | 30, 3  | 30, 8  | 30, 4  |
| Allemands              | 5, 9   | 5, 8   | 5, 6   | 3, 4   | 4, 6   | 4, 0   | 4, 4   | 5, 8   |
| Italiens               | —      | 0, 2   | 0, 6   | 0, 8   | 0, 9   | 1, 0   | 1, 1   | 2, 5   |
| Juifs                  | —      | 0, 3   | 1, 1   | 1, 4   | 1, 5   | 1, 5   | 1, 3   | 1, 0   |
| Néerlandais            | 0, 7   | 0, 6   | 0, 8   | 1, 3   | 1, 4   | 1, 8   | 1, 9   | 2, 4   |
| Polonais               | —      | 0, 1   | 0, 5   | 0, 6   | 1, 4   | 1, 5   | 1, 6   | 1, 8   |
| Scandinaves            | 0, 1   | 0, 6   | 1, 6   | 1, 9   | 2, 2   | 2, 1   | 2, 0   | 2, 1   |
| Ukrainiens             | —      | 0, 1   | 1, 0   | 1, 2   | 2, 2   | 2, 7   | 2, 8   | 2, 6   |
| Indiens et Esquimaux   | 2, 5   | 2, 4   | 1, 5   | 1, 3   | 1, 2   | 1, 1   | 1, 2   | 1, 2   |
| Autres et non déclarés | 1, 9   | 2, 2   | 3, 2   | 4, 8   | 4, 5   | 4, 3   | 5, 0   | 6, 4   |

Source : Recensements du Canada.

1. Les données statistiques du recensement de 1891 sont insuffisantes. En outre, celles du recensement de 1881 ne sont pas toujours explicites, en particulier au sujet des immigrants venus alors en petit nombre de l'Europe centrale.

2. Moins Terre-Neuve, dans les recensements antérieurs à 1951.

1951 et 1961. L'accroissement naturel relativement faible et un fort courant d'émigration vers les États-Unis expliquent en grande partie cette baisse. Mais le phénomène est attribuable aussi à une diminution relative des Britanniques parmi les immigrants.

Diminution des  
Britanniques

58. Alors qu'avant 1921 le contingent britannique représentait plus de la moitié des immigrants, il en formait moins de 30 % entre 1951 et 1961. Si la tendance qui explique aujourd'hui cette baisse relative devait se confirmer, l'ensemble des Canadiens d'origine britannique constituerait moins du tiers de la population avant la fin du siècle.

Stabilité des  
Français

59. La proportion de la population d'origine française a été beaucoup plus stable jusqu'ici. De fait, elle se caractérise par une faible variation de son importance relative depuis plus d'un siècle. Comme le révèle le tableau n° 1<sup>o</sup>, elle n'a jamais été inférieure à 28 % et se situait, en 1961 comme au début du siècle, à quelque 30 %. N'ayant que peu bénéficié de l'immigration et cédant par ailleurs une proportion importante de leurs effectifs aux États-Unis, les Canadiens d'origine française doivent à un accroissement naturel nettement plus élevé que celui des autres groupes ethniques au Canada d'avoir gardé la même importance relative. Comme leur taux de natalité, au Québec comme en dehors du Québec, tend aujourd'hui à se rapprocher de celui du reste de la population du Canada, on peut raisonnablement s'attendre, à plus ou moins brève échéance, toutes choses égales d'ailleurs, à une réduction de la proportion des Canadiens d'origine française.

Accroissement  
du nombre des  
« autres »

60. En chiffres absolus comme en pourcentage, la population d'origine ni britannique ni française n'a cessé d'augmenter. Tandis que la population canadienne totale se voyait multipliée par plus de 4 entre 1881 et 1961, le nombre des citoyens d'autres origines décuplait. Au cours de la seule décennie précédant le recensement de 1961, leurs effectifs augmentaient de 1 700 000, contre 1 300 000 pour l'élément d'origine britannique et 1 200 000 pour l'élément d'origine française. Comme nous le notions plus haut, la proportion des personnes d'origines autres que britannique ou française est passée de 11 % en 1881 à 26 % en 1961. Or, à supposer que les courants migratoires vers le Canada des deux dernières décennies se maintiennent dans les années à venir, il n'est pas impossible que le nombre total des personnes d'origine ethnique non britannique et non française dépasse dans un avenir rapproché chacun des deux autres groupes.

## *B. Les choix linguistiques au Canada*

61. Faute de connaître la langue principale de chaque habitant du Canada, c'est-à-dire sa langue usuelle ou la langue avec laquelle il est le plus familier, c'est par le biais de la langue maternelle que nous

tenterons d'apprécier le phénomène des choix linguistiques au Canada et, par conséquent, le degré d'assimilation linguistique des Canadiens de diverses origines ethniques.

62. Constatons d'abord l'homogénéité de plus en plus grande de la population canadienne, selon la langue maternelle, malgré son hétérogénéité ethnique croissante. Ce phénomène se traduit, en gros, de la façon suivante : les personnes d'origine britannique restent dans l'ensemble attachées à la langue anglaise ; 9 personnes d'origine française sur 10 ont toujours le français pour langue maternelle ; celles d'autres origines, enfin, ont progressivement tendance à passer à l'anglais, sauf dans le Québec où la situation est plus complexe. De fait, 1 Canadien sur 6 ne parle plus la langue de ses origines. De ceux qui ont passé d'une langue à l'autre, 93 % sont aujourd'hui de langue anglaise. Celle-ci a en effet un tel pouvoir d'attraction que 25 % de ceux qui la déclarent comme langue maternelle, soit un total de 2 775 000 personnes, peuvent être considérés comme des « immigrants à l'anglais » ou, comme on dit familièrement, des anglicisés. Le tableau n° 2 nous donne les renseignements, en pourcentage, sur la langue maternelle des Canadiens, classés d'après l'origine ethnique.

Les immigrants choisissent l'anglais

TABLEAU 2. Répartition en pourcentage, selon la langue maternelle, de la population du Canada classée d'après l'origine ethnique, en 1961.

| Origine ethnique       | Langue maternelle |          |                                    |                         | Total  |
|------------------------|-------------------|----------|------------------------------------|-------------------------|--------|
|                        | Anglais           | Français | Correspondant à l'origine ethnique | Autre langue maternelle |        |
| Britanniques           | 98, 6             | 1, 0     | 0, 1*                              | 0, 3                    | 100, 0 |
| Français               | 10, 0             | 89, 6    | —                                  | 0, 4                    | 100, 0 |
| Allemands              | 59, 0             | 0, 8     | 39, 4                              | 0, 8                    | 100, 0 |
| Italiens               | 22, 2             | 3, 7     | 73, 6                              | 0, 5                    | 100, 0 |
| Juifs                  | 57, 9             | 1, 3     | 33, 6                              | 7, 3                    | 100, 0 |
| Néerlandais            | 51, 8             | 0, 3     | 37, 6                              | 10, 3                   | 100, 0 |
| Polonais               | 40, 4             | 0, 9     | 45, 5                              | 13, 2                   | 100, 0 |
| Scandinaves            | 69, 7             | 0, 6     | 28, 8                              | 0, 9                    | 100, 0 |
| Ukrainiens             | 33, 9             | 0, 3     | 64, 4                              | 1, 4                    | 100, 0 |
| Indiens et Esquimaux   | 26, 7             | 1, 7     | 71, 4                              | 0, 2                    | 100, 0 |
| Autres et non déclarés | 51, 0             | 2, 7     | 27, 4                              | 18, 8                   | 100, 0 |

Source : Recensement du Canada de 1961.

\* Sont considérées comme d'origine britannique (*British Isles*) des personnes dont la langue maternelle peut être autre que l'anglais, notamment le gallois.

63. Le choix de l'anglais, on le constate, varie assez fortement d'une origine ethnique à l'autre : 70 % des Scandinaves, par exemple, ont l'anglais pour langue maternelle contre 22 % des Italiens. Ces différences selon l'origine ethnique tiennent à un grand nombre de facteurs, dont l'importance numérique des groupes, le lieu et l'ancienneté de l'implantation des individus ne sont pas les moindres ; ces deux derniers expliquent, selon nous, le faible degré d'assimilation linguistique des Italiens. D'autres facteurs jouent sans doute aussi à des degrés et dans des sens divers, notamment l'urbanisation (Juifs), la cohésion du groupe (Juifs, Ukrainiens), la parenté culturelle et religieuse avec les personnes d'origine britannique (Allemands, Scandinaves), et la province de résidence (Français).

Du côté français

64. Si la puissance d'attraction du français est bien moindre, elle existe néanmoins et l'on doit en tenir compte. Cela vaut surtout pour près de 4 % des Canadiens d'origine italienne, qui, en 1961, étaient de langue maternelle française. Au total, en 1961, 158 000 Canadiens de langue maternelle française étaient d'origine autre que française. À part l'anglais et loin derrière lui, le français est dans notre pays la seule langue qui assimile de façon notable. Cela toutefois s'applique surtout au Québec, on le verra plus loin.

65. Par contre les francophones manifestent un puissant vouloir-vivre collectif qui devient plus évident lorsqu'on distingue les unes des autres les diverses parties du Canada français. Au Québec, où l'on trouve les quatre cinquièmes des Canadiens de langue maternelle française, ceux-ci formaient en 1961 un groupe inentamé. En outre, dans les régions contiguës au Québec : Nord et Nord-Est de l'Ontario, ainsi que Nord et Est du Nouveau-Brunswick, la vitalité des minorités francophones demeure très grande. Dans ces régions, où vivent plus de la moitié des Canadiens de langue maternelle française habitant hors du Québec, l'assimilation linguistique est nulle ou beaucoup moins forte que dans le reste du Canada, et cela en dépit d'institutions socio-économiques et scolaires peu favorables à la vie en français. Les autres régions sont bien plus touchées par l'assimilation et la situation du groupe francophone est beaucoup moins assurée.

Les principales  
tendances

66. Une constante caractérise l'ensemble de la situation canadienne : l'accroissement régulier de l'assimilation à l'anglais au cours des années. À ce sujet, le tableau n° 3 est révélateur. D'un recensement à l'autre et pour la plupart des origines ethniques, la proportion des personnes de langue maternelle anglaise augmente de façon souvent substantielle. L'exemple le plus frappant nous est fourni par le groupe d'origine juive. En 1931, un peu plus de 2 % donnèrent l'anglais comme réponse à la question sur la langue maternelle. Aux recensements suivants, les pourcentages ont été de 19 % (1941), 43 % (1951)

TABLEAU 3. Répartition en pourcentage de la population de langue maternelle anglaise du Canada selon l'origine ethnique, de 1931 à 1961<sup>1</sup>

| Origine ethnique       | 1931  | 1941  | 1951  | 1961  |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Britanniques           | 98, 6 | 98, 3 | 98, 7 | 98, 6 |
| Français               | 4, 7  | 5, 8  | 7, 9  | 10, 0 |
| Allemands              | 42, 6 | 45, 3 | 58, 2 | 59, 0 |
| Italiens               | 10, 5 | 23, 7 | 34, 3 | 22, 2 |
| Juifs                  | 2, 3  | 19, 2 | 42, 7 | 57, 9 |
| Néerlandais            | 64, 9 | 61, 4 | 57, 1 | 51, 8 |
| Polonais               | 6, 8  | 14, 5 | 28, 7 | 40, 3 |
| Scandinaves            | 30, 6 | 41, 8 | 62, 7 | 69, 7 |
| Ukrainiens             | 2, 4  | 5, 1  | 18, 6 | 33, 9 |
| Indiens et Esquimaux   | —     | 8, 1  | 15, 4 | 26, 7 |
| Autres et non déclarés | —     | —     | —     | 51, 0 |

Source : Recensements du Canada.

1. Les chiffres pour 1931 et 1941 excluent Terre-Neuve.

et 58 % (1961). En 1931, à peine un peu plus de 2 % des Canadiens d'origine ukrainienne avaient l'anglais pour langue maternelle ; en 1961, cette proportion avait atteint 34. Chez les Polonais, elle était de 7 % en 1931, et de 40 en 1961. Chez les Italiens, la proportion de ceux dont l'anglais est la langue maternelle était beaucoup plus basse — 22 % en 1961. S'il en est ainsi, c'est, d'une part, que beaucoup s'assimilent au milieu francophone et, d'autre part, qu'un très grand nombre d'entre eux n'ont émigré au Canada que depuis peu. L'immigration est un facteur extrêmement important, qui rend ambigus plusieurs des pourcentages énumérés au tableau n° 3. Si en effet 65 % des Canadiens d'origine néerlandaise étaient assimilés à l'anglais en 1931 et si ce pourcentage n'était plus que 52 en 1961, ce n'est certes pas parce que l'assimilation à l'anglais joue moins puissamment aujourd'hui : c'est qu'il s'est produit depuis la guerre une forte vague d'immigration hollandaise. Il en est ainsi, dans une moindre mesure, pour les Canadiens des diverses origines en faveur de qui a joué l'immigration des quelque vingt dernières années.

67. Le groupe de langue maternelle française se distingue de tous les autres groupes non britanniques par son faible degré d'assimilation. Ceci est vrai surtout quand on le considère dans son ensemble, car le taux d'anglicisation varie selon le lieu d'habitation et l'importance numérique de la population francophone concernée.

68. Dans la plupart des autres cas, l'assimilation linguistique est quasi inévitable et son effet est forcément cumulatif. Si la tendance actuelle se continue, il n'est pas impossible qu'en 1981, 80 % ou plus des personnes d'origine non française soient anglicisées (abstraction faite des immigrants de fraîche date) sauf peut-être dans le cas des Canadiens d'origine italienne. Par ailleurs, excepté au Québec où le milieu joue souvent comme un frein, les mariages entre anglophones et personnes d'une autre langue entraînent d'habitude pour les enfants le choix de l'anglais, langue prédominante au Canada. Ces mariages « mixtes », de fait, sont un autre facteur de la prépondérance de l'anglais.

### *C. Répartition de la population selon la langue maternelle<sup>1</sup>*

69. Comme l'indique le tableau n° 4, les groupes de langues maternelles anglaise (58 %) et française (28 %) étaient, en 1961, les deux principaux groupes linguistiques au Canada. Parmi les autres, qui forment ensemble un peu moins de 14 % de la population canadienne, trois étaient d'une importance relative non négligeable : les groupes de

**TABEAU 4. Répartition en nombre et en pourcentage de la population du Canada selon la langue maternelle, en 1961**

| Langue maternelle  | Nombre     | %      |
|--------------------|------------|--------|
| Canada             | 18 238 247 | 100, 0 |
| Anglais            | 10 660 534 | 58, 5  |
| Français           | 5 123 151  | 28, 1  |
| Allemand           | 563 713    | 3, 1   |
| Italien            | 339 626    | 1, 9   |
| Néerlandais        | 170 177    | 0, 9   |
| Polonais           | 161 720    | 0, 9   |
| Scandinave         | 116 714    | 0, 6   |
| Ukrainien          | 361 496    | 2, 0   |
| Yiddish            | 82 448     | 0, 5   |
| Indien et Esquimau | 166 531    | 0, 9   |
| Autres             | 492 137    | 2, 6   |

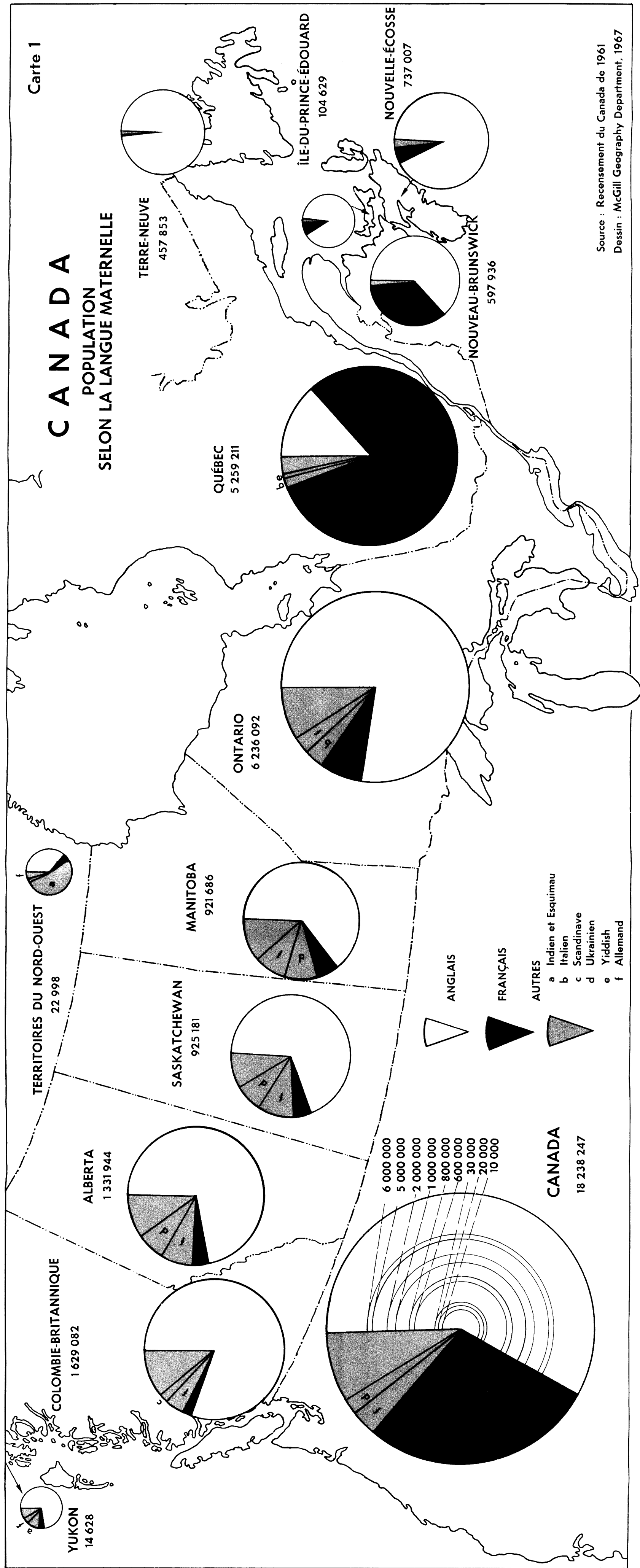
Source : Recensement du Canada de 1961.

1. Voir la carte n° 1.

Carte 1

# CANADA

## POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE



Source : Recensement du Canada de 1961  
Dessin : McGill Geography Department, 1967



langues maternelles allemande (3 %), ukrainienne (2 %) et italienne (2 %). Suivaient enfin dans l'ordre, les groupes de langues maternelles néerlandaise, indienne et esquimaude, polonaise et scandinaves. La prépondérance du groupe dont la langue maternelle est l'anglais a été renforcée par la tendance croissante des immigrants à adopter cette langue. Au cours de la décennie 1951-1961, en dépit d'une immigration relativement intense touchant au moins 11 groupes de diverses origines ethniques, la proportion des personnes de langue maternelle anglaise a augmenté.

70. Ce glissement vers l'anglais élève sensiblement la proportion du groupe de langue maternelle anglaise au-delà du pourcentage des personnes d'origine britannique : en 1961, 58 % en regard de 44 %. Or, comme rien ne laisse prévoir que la force d'attraction de l'anglais sur les Canadiens des autres groupes diminuera, on peut s'attendre, tout au moins en dehors du Québec, à ce que le pourcentage des habitants de langue maternelle anglaise s'accroisse dans l'avenir.

71. La vitalité de la communauté francophone du Québec et des régions avoisinantes a permis jusqu'ici à l'ensemble des Canadiens d'expression française de connaître une remarquable stabilité. De 1931 à 1961, la proportion des personnes dont le français est la langue maternelle est passée de 27 à 28 %<sup>1</sup>.

72. De 1931 à 1961, la proportion des personnes de langue maternelle autre que l'anglais ou le français baisse de 16 à 14 %, bien que leur nombre soit passé de 1 630 000 à 2 454 000 à la faveur d'une forte immigration au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La tendance actuelle veut que la majorité de leurs descendants aient l'anglais pour langue maternelle.

#### *D. Les minorités selon la langue maternelle*

73. On conservera peut-être l'impression que sauf dans le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, aucun groupe important n'est de langue maternelle autre qu'anglaise<sup>2</sup>. Ce serait là une erreur, car on en trouve dans presque toutes les provinces.

74. Les tableaux nos 5<sup>a</sup> et 5<sup>b</sup> illustrent assez bien, pour l'année 1961, la situation des groupes minoritaires de chacune des provinces. À Terre-Neuve, le groupe minoritaire, 3 000 personnes de langue maternelle française, forme à peine 1 % de la population. Dans les

Les provinces de  
l'Atlantique

1. Rappelons que la question concernant la langue maternelle n'est posée par le B. F. S. que depuis 1931. Les quatre derniers recensements nous révèlent à quel point la proportion des personnes ayant le français pour langue maternelle a peu varié : 27,3 % (1931) 29,2 % (1941) 29 % (1951) et 28,1 % (1961).

2. Voir la carte n° 2, à la page 34.

TABLEAU 5A. Répartition par province de la population du Canada selon la langue maternelle, en 1961.

| Province<br>ou<br>territoire | Langue maternelle |           |               |         |                  |               |                 |                |         |                          |                               |
|------------------------------|-------------------|-----------|---------------|---------|------------------|---------------|-----------------|----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
|                              | Anglais           | Français  | Alle-<br>mand | Italien | Néer-<br>landais | Polo-<br>nais | Scan-<br>dinave | Ukrai-<br>nien | Yiddish | Indien<br>et<br>Esquimau | Autres<br>et non<br>déclarées |
| Canada                       | 10 660 534        | 5 123 151 | 563 713       | 339 626 | 170 177          | 161 720       | 116 714         | 361 496        | 82 448  | 166 531                  | 492 137                       |
| Terre-Neuve                  | 451 530           | 3 150     | 616           | 131     | 173              | 125           | 156             | 158            | 69      | 1 176                    | 569                           |
| Île-du-Prince-<br>Édouard    | 95 564            | 7 958     | 126           | 43      | 401              | 46            | 74              | 92             | 21      | 111                      | 193                           |
| Nouvelle-<br>Écosse          | 680 233           | 39 568    | 1 523         | 1 119   | 2 441            | 1 053         | 827             | 941            | 488     | 2 335                    | 6 479                         |
| Nouveau-<br>Brunswick        | 378 633           | 210 530   | 1 162         | 547     | 1 063            | 310           | 979             | 414            | 378     | 2 572                    | 1 348                         |
| Québec                       | 697 402           | 4 269 689 | 31 589        | 89 806  | 6 059            | 19 827        | 3 477           | 13 424         | 35 845  | 16 518                   | 75 575                        |
| Ontario                      | 4 834 623         | 425 302   | 183 789       | 207 937 | 90 051           | 83 214        | 20 931          | 89 766         | 32 452  | 26 754                   | 241 273                       |
| Manitoba                     | 584 526           | 60 899    | 83 994        | 4 362   | 13 363           | 20 652        | 12 631          | 85 173         | 9 057   | 27 571                   | 19 458                        |
| Saskatchewan                 | 638 156           | 36 163    | 89 650        | 1 369   | 8 054            | 10 585        | 19 511          | 67 087         | 898     | 25 932                   | 27 776                        |
| Alberta                      | 962 319           | 42 276    | 97 666        | 9 881   | 24 640           | 16 755        | 25 603          | 83 923         | 1 764   | 27 928                   | 39 189                        |
| Colombie-<br>Britannique     | 1 318 498         | 26 179    | 72 473        | 24 168  | 23 793           | 8 978         | 32 079          | 20 101         | 1 459   | 21 894                   | 79 460                        |
| Yukon/T. N.-O.               | 19 050            | 1 437     | 1 125         | 263     | 139              | 175           | 446             | 417            | 17      | 13 740                   | 817                           |

Source : Recensement du Canada de 1961.

TABLEAU 5<sup>B</sup>. Répartition en pourcentage, par province, de la population du Canada selon la langue maternelle, en 1961.

| Province<br>ou<br>territoire | Langue maternelle |          |               |         |                  |               |                 |                |         |                          |                               |
|------------------------------|-------------------|----------|---------------|---------|------------------|---------------|-----------------|----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
|                              | Anglais           | Français | Alle-<br>mand | Italien | Néerlan-<br>dais | Polo-<br>nais | Scan-<br>dinave | Ukrai-<br>nien | Yiddish | Indien<br>et<br>Esquimau | Autres<br>et non<br>déclarées |
| Canada                       | 58,5              | 28,1     | 3,1           | 1,9     | 0,9              | 0,9           | 0,6             | 2,0            | 0,5     | 0,9                      | 2,6                           |
| Terre-Neuve                  | 98,6              | 0,7      | 0,1           | —       | —                | —             | —               | —              | —       | 0,3                      | 0,3                           |
| Île-du-Prince-<br>Édouard    | 91,3              | 7,6      | 0,1           | —       | 0,4              | —             | 0,1             | 0,1            | —       | 0,1                      | 0,3                           |
| Nouvelle-Écosse              | 92,3              | 5,4      | 0,2           | 0,2     | 0,3              | 0,1           | 0,1             | 0,1            | 0,1     | 0,3                      | 0,9                           |
| Nouveau-Brunswick            | 63,3              | 35,2     | 0,2           | 0,1     | 0,2              | 0,1           | 0,2             | 0,1            | 0,1     | 0,4                      | 0,1                           |
| Québec                       | 13,3              | 81,2     | 0,6           | 1,7     | 0,1              | 0,4           | 0,1             | 0,3            | 0,7     | 0,3                      | 1,3                           |
| Ontario                      | 77,5              | 6,8      | 2,9           | 3,3     | 1,4              | 1,3           | 0,3             | 1,4            | 0,5     | 0,4                      | 4,2                           |
| Manitoba                     | 63,4              | 6,6      | 9,1           | 0,5     | 1,4              | 2,2           | 1,4             | 9,2            | 1,0     | 3,0                      | 2,2                           |
| Saskatchewan                 | 69,0              | 3,9      | 9,7           | 0,1     | 1,9              | 1,1           | 2,1             | 7,3            | 0,1     | 2,8                      | 3,0                           |
| Alberta                      | 72,2              | 3,2      | 7,3           | 0,7     | 1,8              | 1,3           | 1,9             | 6,3            | 0,1     | 2,1                      | 3,1                           |
| Colombie-<br>Britannique     | 80,9              | 1,6      | 4,4           | 1,5     | 1,5              | 0,6           | 2,0             | 1,2            | 0,1     | 1,3                      | 4,9                           |
| Yukon/T. N.-O.               | 50,6              | 3,8      | 3,0           | 0,7     | 0,4              | 0,5           | 1,2             | 1,1            | —       | 36,5                     | 2,2                           |

Source : Recensement du Canada de 1961.

trois provinces Maritimes, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, les Canadiens de langue maternelle française constituent des minorités importantes. Peu nombreux dans l'Île-du-Prince-Édouard (8 000), leur proportion y est néanmoins de 8 %. On en dénombre 40 000 en Nouvelle-Écosse et 211 000 au Nouveau-Brunswick, soit respectivement 5 % et 35 % de la population.

**Le Québec**

75. La composition linguistique du Québec est plus variée. Aux 81 % de langue maternelle française et aux 13 % de langue maternelle anglaise viennent s'ajouter les autres groupes linguistiques qui comptent pour 6 % de la population. Parmi ceux-ci, les 90 000 personnes pour qui l'italien est la langue maternelle (2 % de la population du Québec) forment le groupe le plus important. Les groupes de langues maternelles yiddish et allemande, comptent plus de 30 000 personnes chacun.

**L'Ontario**

76. En Ontario, les personnes de langue maternelle anglaise dominent nettement (4 835 000 ou 78 %), suivies des personnes de langue maternelle française (425 000 ou 7 %). Cinq autres groupes linguistiques, définis selon la langue maternelle, sont importants : 208 000 Italiens (un peu plus de 3 %), 184 000 Allemands (un peu moins de 3 %), 90 000 Néerlandais et autant d'Ukrainiens, et 83 000 Polonais (chaque groupe comptant pour un peu plus de 1 %). Trois autres groupes, soit ceux de langues maternelles hongroise, yiddish et finnoise, ont des effectifs supérieurs à 30 000 membres chacun.

**Les provinces de l'Ouest**

77. Dans les quatre provinces de l'Ouest, l'importance relative de l'ensemble des individus de langue maternelle anglaise augmente (de 63 à 81 %) à mesure qu'on approche du Pacifique, tandis qu'à l'inverse, celle des personnes de langue maternelle française diminue (de 7 à 2 %), du Manitoba à la Colombie-Britannique. Les habitants de langue maternelle française sont moins nombreux que ceux de langues maternelles allemande et ukrainienne au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. Ils sont également dépassés en nombre, en Colombie-Britannique, par les groupes de langues maternelles allemande et scandinaves. Au total, dans ces quatre provinces, les effectifs de langue maternelle française variaient en 1961 de 26 000 à 61 000 ; ceux de langue maternelle scandinave variaient de 12 000 à 32 000. Par ailleurs, les personnes de langue maternelle allemande comptaient pour 72 000 en Colombie-Britannique et 98 000 en Alberta. Enfin, les personnes de langue maternelle ukrainienne étaient fort nombreuses dans les trois provinces des Prairies : Manitoba, 85 000 ; Saskatchewan, 67 000 ; Alberta, 84 000.

**Les groupes linguistiques**

78. On doit noter que certaines minorités ne reçoivent plus d'apport substantiel par immigration, et leur proportion diminue. C'est le cas des groupes de langues maternelles scandinaves, ukrainienne et yiddish. Même en chiffres absolus, deux d'entre ces minorités ont perdu de leur

importance entre 1951 et 1961. Les effectifs yiddish ont diminué fortement, aussi bien dans l'ensemble du Canada que dans les deux provinces où les Juifs sont surtout concentrés. Le nombre de ceux dont la langue maternelle est l'ukrainien a également diminué au Manitoba et en Saskatchewan.

79. Les individus de langue maternelle française sont moins nombreux en 1961 qu'en 1951 dans l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan, mais ce fait ne modifie guère l'ensemble du tableau. En effet, 95 % des Canadiens de langue maternelle française sont groupés dans les trois provinces du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Même s'ils ne sont pas la minorité la plus nombreuse dans les quatre provinces de l'Ouest, ils demeurent la seule minorité dont la présence soit appréciable dans toutes les provinces du Canada.

80. Quant au groupe de langue maternelle anglaise, il domine au Canada, tant par le nombre que par la proportion de la population qu'il constitue.

81. Telle était la composition linguistique de la population canadienne en 1961, dans la mesure du moins où la catégorie « langue maternelle » permet de la dégager. La situation qu'elle exprime n'a aucun caractère définitif et reste mouvante ; plusieurs tendances sont à relever. La plus fondamentale, c'est la prédominance croissante du groupe de langue maternelle anglaise, qui tient à l'assimilation par ce groupe des membres de la plupart des minorités. Nous savons même que la catégorie « langue maternelle » ne rend pas entièrement compte de cette tendance, puisqu'elle ne saurait enregistrer le passage à la langue anglaise d'un individu dont la langue maternelle est autre que l'anglais. Il arrive que les contingents d'immigrants réduisent temporairement l'importance du groupe de langue maternelle anglaise et gonflent du même coup les effectifs d'autres groupes linguistiques ; mais ceci n'est qu'un phénomène transitoire. Et c'est le groupe anglophone qui en profitera vraisemblablement et qui en recueillera la plus grande part.

#### *E. L'assimilation des minorités au Québec*

82. C'est seulement dans le Québec que le français manifeste quelque force d'attraction ; et encore elle y est moindre que celle du groupe anglais. Sur 100 personnes d'origine ni britannique ni française, l'anglais est la langue maternelle de 26 d'entre elles, et le français, de 11. Les 63 qui restent ont donc une langue maternelle autre — du fait pour bon nombre d'entre eux de leur immigration encore récente.

TABLEAU 6. Répartition en nombre et en pourcentage, selon les langues maternelles anglaise et française, de la population du Québec classée d'après l'origine ethnique, en 1961.

| Origine ethnique       | Langue maternelle |         |       |           |       |
|------------------------|-------------------|---------|-------|-----------|-------|
|                        | Total             | Anglais |       | Français  |       |
|                        |                   | Nombre  | %     | Nombre    | %     |
| Québec                 | 5 259 211         | 697 402 | 13, 3 | 4 269 689 | 81, 2 |
| Français               | 4 241 354         | 68 339  | 1, 6  | 4 164 880 | 98, 2 |
| Britanniques           | 567 057           | 511 293 | 90, 2 | 53 383    | 9, 4  |
| Allemands              | 39 457            | 10 179  | 25, 8 | 5 988     | 15, 2 |
| Italiens               | 108 552           | 6 387   | 5, 9  | 14 762    | 13, 6 |
| Juifs                  | 74 677            | 40 904  | 54, 8 | 1 773     | 2, 4  |
| Néerlandais            | 10 442            | 4 149   | 39, 7 | 685       | 6, 6  |
| Polonais               | 30 790            | 7 555   | 24, 5 | 1 945     | 6, 3  |
| Scandinaves            | 11 295            | 6 425   | 56, 9 | 1 728     | 15, 3 |
| Ukrainiens             | 16 588            | 3 527   | 21, 3 | 939       | 5, 7  |
| Indiens et Esquimaux   | 21 343            | 2 388   | 11, 2 | 2 632     | 12, 3 |
| Russes                 | 13 694            | 6 725   | 49, 1 | 554       | 4, 0  |
| Autres Européens       | 96 112            | 16 194  | 16, 8 | 15 168    | 15, 8 |
| Asiatiques             | 14 801            | 3 621   | 24, 5 | 2 413     | 16, 3 |
| Autres et non déclarés | 13 049            | 9 716   | 74, 5 | 2 839     | 21, 8 |

Source : Recensement du Canada de 1961.

83. Ce n'est que chez les Canadiens d'origine italienne, on peut le voir au tableau n° 6, que l'on trouve deux fois plus d'assimilés au français qu'à l'anglais. Ce fait est important parce que les Italiens sont la minorité la plus nombreuse après la minorité britannique. Notons que l'influence de l'anglais et celle du français s'exercent dans une mesure presque égale chez les Indiens et les Esquimaux et chez ceux que le recensement désigne comme les « autres Européens ». L'influence de la langue française est moindre sur les Allemands et encore plus faible sur les Scandinaves. Pour les autres, l'assimilation à l'anglais s'accroît et, à la limite, devient massive : chez les Juifs, par exemple, 55 % sont assimilés à l'anglais contre 2 au français. On remarquera que les Canadiens d'origine britannique se sont francisés dans le Québec, dans à peu près la même proportion que les Canadiens d'origine française se sont anglicisés dans l'ensemble du pays (respectivement 9 et 10 %)¹.

1. Il vaut d'être noté que le nombre des Québécois d'origine française qui se sont assimilés au milieu anglophone est plus élevé que celui des Québécois d'origine britannique qui ont été francisés : 68 000 contre 53 000, selon le recensement de 1961.

84. La grande majorité des Canadiens d'autres origines, qui habitent au Québec, vivent à Montréal. Or présentement Montréal, métropole industrielle et commerciale, est, pour des motifs socio-économiques et culturels que nous étudierons dans un livre subséquent, largement livré à l'influence de la langue anglaise. C'est pourquoi la force assimilatrice du français à Montréal paraît aléatoire, dans l'avenir immédiat.

Montréal : un cas particulier

85. Quant à la masse de langue maternelle française, qui forme 81 % de la population de la province, elle augmente en nombre absolu, et elle reste à peu près stable proportionnellement. De plus, le Québec est la seule province où les Canadiens de langue maternelle française sont un peu plus nombreux que les Canadiens d'origine ethnique française.

#### F. Régions où se concentrent les minorités de langues officielles

86. Presque nulle au Québec, peu marquée au Nouveau-Brunswick, l'anglicisation des Canadiens de langue maternelle française est plus forte en Ontario, encore que dans cette province la situation varie grandement d'une région à l'autre. Par contre, la progression de l'assimilation est plus rapide dans toutes les autres provinces canadiennes. À partir du tableau n° 7, on peut donc poser qu'en règle générale, plus

TABLEAU 7. Répartition en pourcentage, par province, de la population d'origine ethnique française et de langue maternelle anglaise du Canada, de 1931 à 1961

| Province ou territoire             | 1931  | 1941  | 1951  | 1961  |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Canada                             | 4, 7  | 5, 8  | 7, 9  | 9, 9  |
| Terre-Neuve                        | —     | —     | 78, 0 | 85, 2 |
| Île-du-Prince-Édouard              | 22, 6 | 29, 0 | 46, 3 | 55, 1 |
| Nouvelle-Écosse                    | 32, 0 | 39, 6 | 49, 1 | 56, 9 |
| Nouveau-Brunswick                  | 5, 0  | 6, 5  | 9, 0  | 12, 1 |
| Québec                             | 0, 6  | 1, 0  | 1, 3  | 1, 6  |
| Ontario                            | 22, 1 | 25, 0 | 31, 2 | 37, 7 |
| Manitoba                           | 12, 1 | 14, 5 | 22, 4 | 30, 3 |
| Saskatchewan                       | 18, 9 | 23, 4 | 32, 6 | 43, 2 |
| Alberta                            | 25, 5 | 29, 7 | 39, 4 | 49, 7 |
| Colombie-Britannique               | 50, 4 | 53, 6 | 56, 8 | 64, 7 |
| Yukon et Territoires du Nord-Ouest | —     | —     | —     | 46, 6 |

Source : Recensements du Canada.

un groupe d'origine française est éloigné du Québec, plus le taux d'assimilation y est élevé ; on peut ajouter, en corollaire, que plus nombreux est le groupe, plus faible sera le taux d'assimilation.

87. Cependant, si l'on y regarde de plus près, en tenant compte des régions à l'intérieur des provinces plutôt que des provinces elles-mêmes, on découvre que les Canadiens d'origine française y résistent beaucoup mieux à l'assimilation qu'ils ne le font dans l'ensemble de leur province. Certaines régions du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse en fournissent des exemples typiques. Mais le phénomène n'est pas particulier à ces provinces.

88. Pour les habitants de langue maternelle anglaise du Québec comme pour les autres, la faiblesse numérique et le degré d'isolement sont aussi des facteurs d'assimilation. Si, dans son ensemble, la minorité d'origine britannique au Québec échappe au processus d'assimilation, c'est précisément qu'elle est concentrée dans la région montréalaise et dans les comtés du Sud-Est de cette province.

89. Il n'y a pas lieu ici d'établir une liste complète des régions du Canada où l'on trouve des habitants de langue maternelle française en assez grand nombre ni même de délimiter rigoureusement celles que nous retiendrons. Il nous a semblé suffisant de signaler où se situent les concentrations les plus importantes en dehors du Québec et de mesurer, par un taux de persistance<sup>1</sup>, leur attachement ou leur fidélité au français.

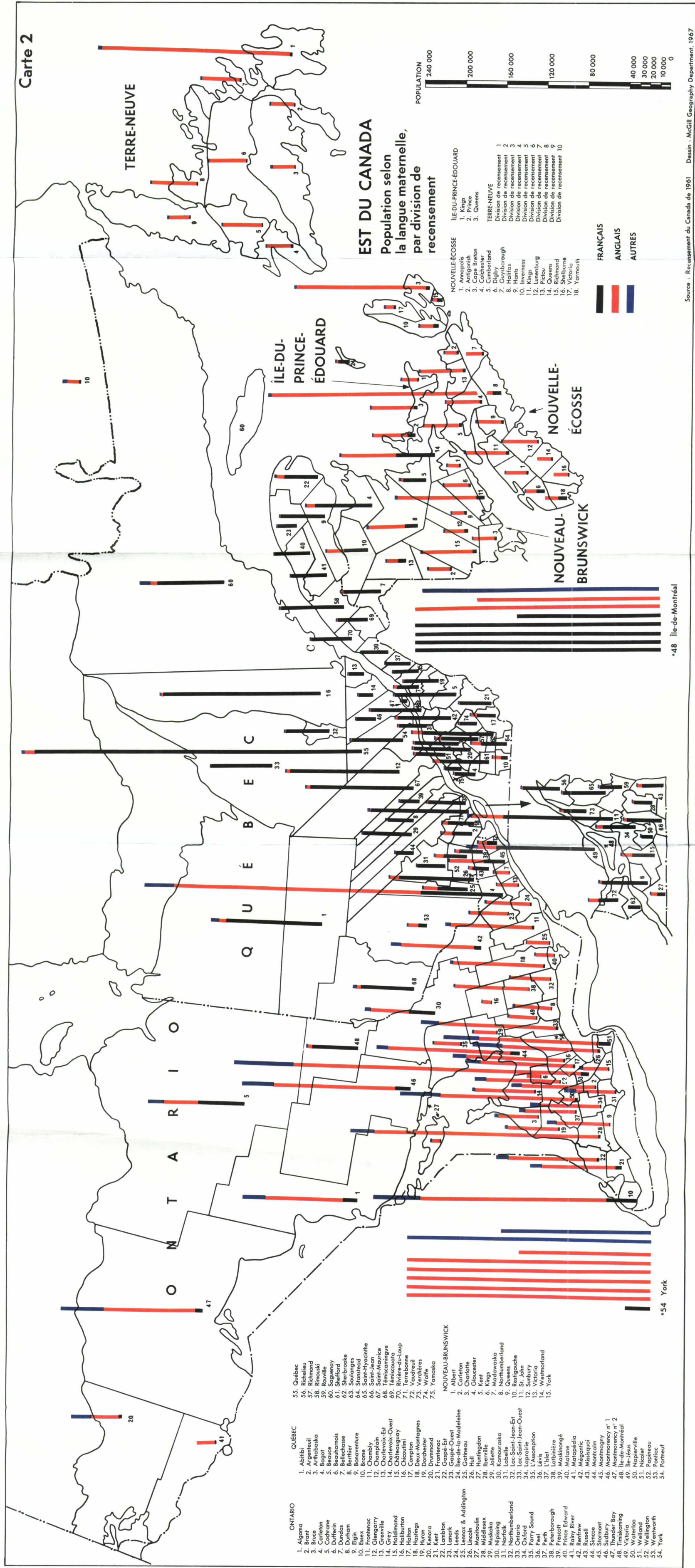
Les minorités de  
langue maternelle  
française

90. Il y a d'abord des régions de grande importance par leur étendue ou par le nombre de personnes de langue maternelle française qu'elles contiennent : le Nord et l'Est du Nouveau-Brunswick, les comtés ontariens qui longent l'Outaouais et le Saint-Laurent, de Pembroke à Cornwall, et ceux du Nord-Est de l'Ontario. Ces régions, on l'aura noté en consultant les cartes nos 2 et 3, sont toutes situées à la frontière du Québec. Immédiatement après, mais avec des minorités de moindre importance numérique, viennent les comtés de Digby et Yarmouth, au Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse et, au Nord, les comtés d'Inverness et Richmond, sur l'Île-du-Cap-Breton, au Sud de l'Ontario, les comtés d'Essex et Kent, puis, enfin, au Manitoba, les divisions de recensement<sup>2</sup> nos 1, 6 et 20 au Sud-Ouest de cette province. Pour chacune de ces régions nous étudierons les effectifs de langue maternelle française, leur importance relative et leur taux de persistance.

1. On établit le *taux de persistance*, pour un groupe donné, en calculant le pourcentage que représente le nombre des individus de langue maternelle française par rapport au nombre total des individus d'origine française.

2. L'unité de recensement est soit le comté ou le district dans les cinq provinces où il s'en trouve (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Québec et Ontario), soit la division de recensement pour le reste du Canada. Voir les *Cartes de référence* du Recensement de 1961, bulletin 1.1-9.







Carte 3

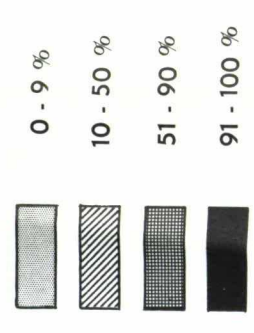
TERRE-NEUVE

NOUVELLE-ÉCOSSE

NOUVEAU-BRUNSWICK

# EST DU CANADA

Proportion de la population  
de langue maternelle française,  
par division de recensement



## ONTARIO

- 1. Algoma
- 2. Brant
- 3. Bruce
- 4. Carleton
- 5. Cochrane
- 6. Dufferin
- 7. Dundas
- 8. Durham
- 9. Egin
- 10. Essex
- 11. Hamilton
- 12. Huron
- 13. Grey
- 14. Haliburton
- 15. Hastings
- 16. Huron
- 17. Kenora
- 18. Lambton
- 19. Kent
- 20. Lanark
- 21. Leeds
- 22. Lennox & Addington
- 23. Lincoln
- 24. Macdonald
- 25. Middlesex
- 26. Niagara
- 27. North York
- 28. Ottawa
- 29. Peel
- 30. Perth
- 31. Peterborough
- 32. Prescott
- 33. Prince Edward
- 34. Rainy River
- 35. Renfrew
- 36. Russell
- 37. Simcoe
- 38. Stormont
- 39. Sudbury
- 40. Thunder Bay
- 41. Timiskaming
- 42. Victoria
- 43. Waterloo
- 44. Wellington
- 45. Wentworth
- 46. York

## QUEBEC

- 1. Abitibi
- 2. Argenteuil
- 3. Arthabaska
- 4. Bagot
- 5. Beauce
- 6. Beauharnois
- 7. Bellechasse
- 8. Berthier
- 9. Bonaventure
- 10. Brome
- 11. Chambly
- 12. Charlevoix-Est
- 13. Charlevoix-Ouest
- 14. Chaudière
- 15. Châteauguay
- 16. Compton
- 17. Deux-Montagnes
- 18. Drummond
- 19. Frontenac
- 20. Gaspé-Est
- 21. Gaspé-Ouest
- 22. Groulx
- 23. Iles-de-la-Madeleine
- 24. Gatineau
- 25. Hull
- 26. Huntingdon
- 27. Inverness
- 28. Joliette
- 29. Kamouraska
- 30. Kapuskasing
- 31. Kenora
- 32. Lac-Saint-Jean-Est
- 33. Lac-Saint-Jean-Ouest
- 34. L'Assomption
- 35. Lévis
- 36. L'Islet
- 37. Lotbinière
- 38. Matane
- 39. Mégantic
- 40. Montcalm
- 41. Montmagny
- 42. Napierville
- 43. Nicolet
- 44. Papineau
- 45. Pontiac
- 46. Ponthieu

## NOUVELLE-ÉCOSSE

- 1. Annapolis
- 2. Antigonish
- 3. Cape Breton
- 4. Colchester
- 5. Cumberland
- 6. Digby
- 7. Guysborough
- 8. Halifax
- 9. Hants
- 10. Inverness
- 11. Kings
- 12. Lunenburg
- 13. Pictou
- 14. Queens
- 15. Richmond
- 16. Shelburne
- 17. Victoria
- 18. Yarmouth

## NOUVEAU-BRUNSWICK

- 1. Albert
- 2. Carleton
- 3. Charlotte
- 4. Gloucester
- 5. Kent
- 6. Kings
- 7. Madawaska
- 8. Miramichi
- 9. Queens
- 10. Restigouche
- 11. St. John
- 12. St. Mary
- 13. Victoria
- 14. Westmorland
- 15. York

## ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

- 1. Kings
- 2. Prince
- 3. Queens

## TERRE-NEUVE

- 1. Division de recensement
- 2. Division de recensement
- 3. Division de recensement
- 4. Division de recensement
- 5. Division de recensement
- 6. Division de recensement
- 7. Division de recensement
- 8. Division de recensement
- 9. Division de recensement
- 10. Division de recensement



91. *Le Nord et l'Est du Nouveau-Brunswick* sont formés de sept comtés : Gloucester, Kent, Madawaska, Northumberland, Restigouche, Victoria et Westmorland. Sur une population totale de 336 000 habitants, 199 000 sont de langue maternelle française, soit 3 sur 5. Dans chacun des comtés de Gloucester, Kent et Madawaska, ils constituent au moins 80 % de la population et leur degré d'assimilation est faible. En effet, il n'y a qu'une différence de 9 000 entre le nombre de personnes d'origine française et le nombre de personnes ayant le français pour langue maternelle. Le taux de persistance y est de 96 %.

92. *La région Outaouais-Saint-Laurent, en Ontario*, comprend six comtés contigus où 155 000 habitants de langue maternelle française forment 27 % de la population totale (568 000 habitants). Ces comtés sont : Carleton, Glengarry, Prescott, Renfrew, Russell et Stormont. La « densité française » de cette région varie sensiblement : dans le comté de Renfrew, par exemple, les habitants de langue maternelle française ne constituent que 6 % de la population contre 83 % dans Prescott et 77 % dans Russell. Le taux de persistance des éléments d'origine française de cette région est de 84 % (186 000 personnes d'origine française et 155 000 de langue maternelle française). L'assimilation est négligeable dans les comtés de Prescott et Russell où ils sont fortement majoritaires.

93. *Dans le Nord-Est de l'Ontario*, qui groupe cinq vastes comtés (Algoma, Cochrane, Nipissing, Sudbury et Timiskaming), les 151 000 personnes de langue maternelle française forment 31 % de la population, qui est de 494 000. Dans aucun de ces comtés, cependant, ils ne sont en majorité. Sauf dans le comté d'Algoma, où les 13 200 personnes de langue maternelle française ne constituent que 12 % de la population, leur proportion varie entre 27 % (Timiskaming) et 46 % (Cochrane). Le taux de persistance dans le Nord-Est de l'Ontario, 84 %, est comparable à celui de la région précédente et on compte 151 000 personnes de langue maternelle française sur 180 000 personnes d'origine française. Toutefois, il est nettement plus faible pour le seul comté d'Algoma : 62 %.

94. *Dans les comtés de Digby et Yarmouth (N.-É.)*, on a dénombré 15 000 personnes de langue maternelle française sur une population totale de 43 600. Ils forment donc un peu plus du tiers de la population et leur taux de persistance est de 76 % (19 800 personnes d'origine française).

95. *Les comtés d'Inverness et Richmond dans l'Île-du-Cap-Breton (N.-É.)* comptent 9 800 habitants de langue maternelle française constituant 33 % de la population (30 100). Leur taux de persistance est de 84 % (11 600 personnes d'origine française).

96. *Dans les comtés d'Essex et Kent (Ontario)*, les 32 400 personnes de langue maternelle française constituent 9 % de la population (348 000). Le nombre de Canadiens d'origine française y est le double du nombre de personnes de langue maternelle française, ce qui donne un taux de persistance de seulement 49 %. Près des deux tiers des habitants de langue maternelle française vivent d'ailleurs dans la zone métropolitaine de Windsor et le tiers dans la ville même, à la frontière américaine.

97. *Dans le Sud-Est du Manitoba*, dans les divisions de recensement nos 1, 6 et 20, on trouve une certaine concentration francophone. 41 200 des 60 900 personnes de langue maternelle française dénombrées dans cette province en 1961, habitaient la région. Mais cette concentration est plus marquée qu'il n'apparaît de prime abord, puisque 27 900 d'entre eux vivent dans la région de Winnipeg (division de recensement n° 20). En outre, à l'intérieur de celle-ci, Saint-Boniface en groupe 13 400 ou 36 % de la population de cette ville. Dans l'ensemble de cette région, leur proportion n'est cependant que de 6 %. Dans la division n° 1, les 8 900 personnes de langue maternelle française constituent 31 % de la population, tandis que les 4 400 de la division n° 6 ne comptent que pour 14 %. Le taux de persistance des 54 200 Canadiens d'origine française de ces trois divisions de recensement atteint 76 %.

98. Il est à noter que ces sept régions comptent ensemble 604 300 Canadiens de langue maternelle française<sup>1</sup>, soit 71 % des 853 000 vivant hors du Québec en 1961. D'autres groupes francophones auraient pu être ajoutés à ceux qui précèdent. Si nous ne l'avons pas fait, c'est que, de façon générale, ils sont tous plus nettement dispersés ou sont numériquement moins importants dans la région où ils vivent.

99. Deux conclusions générales se dégagent de la description que nous venons de faire. D'une part, il existe hors du Québec des régions où les groupes de langue maternelle française sont relativement importants. D'autre part, jusqu'à maintenant, beaucoup de ces groupes ont manifesté une vitalité remarquable, du moins suivant le critère de la fidélité à la langue maternelle. Dans les trois régions qui se trouvent aux frontières du Québec, le taux de persistance atteint parfois 96 % et ne tombe jamais au-dessous de 84 %. Il n'est guère plus bas dans les régions du Nord et du Sud de la Nouvelle-Écosse. Au Sud-Ouest du Manitoba, il est encore de 76 %. Il n'y a donc à vrai dire que la région de Windsor (Ontario) où l'anglicisation soit très accusée (51 % en 1961).

---

1. Si l'on tient compte uniquement des régions de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick contiguës au Québec, on trouve 505 000 personnes de langue maternelle française soit environ 59 % des non-Québécois de langue maternelle française.

100. À l'exception des comtés de Gloucester et de Madawaska au Nouveau-Brunswick<sup>1</sup>, il n'y a que la province de Québec où des concentrations importantes de personnes de langue maternelle anglaise vivent en situation de minorité au sein d'une population majoritaire de langue française. Au Québec, plus de 92 % des Canadiens de langue maternelle anglaise sont concentrés dans cinq régions : la région montréalaise, le Sud-Est du Québec, l'Outaouais, la Gaspésie et le comté de Saguenay. Les autres (47 000) sont répartis de façon fort inégale dans 43 des 75 comtés de la province.

Les minorités de langue maternelle anglaise

101. *La région montréalaise.* Dans la seule Île-de-Montréal, il y avait, en 1961, 419 300 habitants de langue maternelle anglaise qui formaient 24 % de sa population. Avec les 17 300 autres de l'Île-Jésus (14 % de la population) et les 35 200 du comté de Chambly (24 % de la population) ils constituent un peu plus des deux tiers des habitants de langue maternelle anglaise du Québec. Cependant, pour obtenir une vue complète de la région montréalaise il faut tenir compte des personnes de langue maternelle anglaise de huit autres comtés contigus : Argenteuil (9 700 ou 30 %), Deux-Montagnes (5 900 ou 18 %), Vaudreuil (6 800 ou 24 %), Terrebonne (8 100 ou 8 %), Montcalm (1 100 ou 6 %), Verchères (2 000 ou 8 %), Laprairie (4 200 ou 13 %), Châteauguay (10 200 ou 30 %), au total, 48 000 autres personnes. La région de Montréal comprend donc dans son ensemble 520 000 personnes de langue maternelle anglaise, soit les trois quarts de ceux qui vivent au Québec (697 000).

102. *Le Sud-Est du Québec* couvre onze comtés, situés à l'Est de Montréal, comptant chacun au moins 5 % de personnes de langue maternelle anglaise. Ce sont Beauharnois, Rouville, Saint-Jean et huit comtés des Cantons de l'Est. Le nombre et le pourcentage des habitants de langue maternelle anglaise de chacun de ces comtés s'établissent comme suit : Beauharnois (2 700, 5 %), Rouville (3 500, 13 %), Saint-Jean (4 000, 10 %), Brome (7 200, 52 %), Compton (4 900, 20 %), Huntingdon (5 900, 40 %), Missisquoi (6 300, 21 %), Richmond (5 300, 13 %), Shefford (4 900, 9 %), Sherbrooke (11 300, 14 %), Stanstead (8 300, 23 %), soit au total 64 300.

103. *La région de l'Outaouais* comprend cinq comtés, en bordure de la rivière du même nom, où habitent 42 500 personnes de langue maternelle anglaise. Ceux-ci constituent 55 % de la population de Pontiac, 30 % de celle de Gatineau, 13 % de celle de Papineau, 11 % de celle du Témiscamingue et 9 % de celle du comté du Hull.

104. *La Gaspésie* comprend quatre comtés dans lesquels les habitants de langue maternelle anglaise comptent pour 5 % ou plus. Leur

1. Le pourcentage de la population de langue maternelle anglaise est de 14 dans Gloucester et de 5 dans Madawaska.

proportion atteint 15 % dans Gaspé-Est. Elle est de 14 % dans Bonaventure, de 6 % aux Îles-de-la-Madeleine et de 5 % dans Gaspé-Ouest. Au total, on dénombre 14 400 anglophones dans cette région.

105. *L'immense comté de Saguenay*, situé au Nord-Est du Québec, compte 8 700 personnes de langue maternelle anglaise, soit 11 % de la population.

En résumé

106. Bref, dans cinq régions vivent 650 000 personnes de langue maternelle anglaise. Les 47 000 autres du Québec sont dispersées dans quelques villes et agglomérations situées hors de ces régions. Parmi elles se trouve la zone métropolitaine de Québec, où 13 400 personnes (4 %) ont l'anglais comme langue maternelle. Il y a également les villes de Granby (2 300, 7 %) et Noranda (3 300, 28 %) et les grandes agglomérations urbaines de Chicoutimi-Jonquière (3 000, 3 %), Trois-Rivières (2 700 ou 3 %) et Shawinigan (2 200 ou 3 %).

### *G. Bilingues et unilingues*

107. Il nous reste à explorer rapidement un autre domaine : celui des ressources linguistiques qu'on trouve au Canada quant aux langues officielles. Car, si l'État bilingue n'existe pas aux fins de multiplier les individus bilingues, il ne saurait fonctionner si un nombre suffisant de citoyens ne pouvaient communiquer dans les deux langues.

108. La question du recensement sur les langues officielles nous apprend combien de Canadiens (et lesquels) connaissent l'anglais et le français et, par recoupement, combien sont unilingues. Elle permet en outre de savoir où vivent les bilingues et les unilingues et quelle est leur origine ethnique.

Bilinguisme  
individuel

109. Un peu plus de 12 % des Canadiens parlaient les deux langues officielles en 1961 ; ils n'étaient pas répartis également à travers le Canada. Le tableau n° 8 montre que seuls le Québec (avec plus de 25 %) et le Nouveau-Brunswick (avec 19 %) ont une proportion de bilingues supérieure à la moyenne nationale. Dans cinq autres provinces ou territoires (Yukon et Territoires du Nord-Ouest) la moyenne est égale ou supérieure à la moitié de la moyenne de l'ensemble du pays. L'Ontario, avec près d'un demi-million de bilingues (8 %) vient en tête de ce groupe. À Terre-Neuve et dans les trois provinces les plus à l'Ouest : Colombie-Britannique, Alberta et Saskatchewan, la moyenne est inférieure à 5 %.

110. On aura remarqué qu'en chiffres absolus, l'Ontario est la province qui, après le Québec, contient le plus de personnes reconnues comme bilingues. On en compte 493 300 contre 113 500 au Nouveau-Brunswick.

TABLEAU 8. Répartition en nombre et en pourcentage, par province, des bilingues au Canada, en 1961

| Province ou territoire             | Total      | Bilingues |       |
|------------------------------------|------------|-----------|-------|
|                                    |            | Nombre    | %     |
| Canada                             | 18 238 247 | 2 231 172 | 12, 2 |
| Terre-Neuve                        | 457 853    | 5 299     | 1, 2  |
| Île-du-Prince-Édouard              | 104 629    | 7 938     | 7, 6  |
| Nouvelle-Écosse                    | 737 007    | 44 987    | 6, 1  |
| Nouveau-Brunswick                  | 597 936    | 113 495   | 19, 0 |
| Québec                             | 5 259 211  | 1 338 878 | 25, 5 |
| Ontario                            | 6 236 092  | 493 270   | 7, 9  |
| Manitoba                           | 921 686    | 68 368    | 7, 4  |
| Saskatchewan                       | 925 181    | 42 074    | 4, 5  |
| Alberta                            | 1 331 944  | 56 920    | 4, 3  |
| Colombie-Britannique               | 1 629 082  | 57 504    | 3, 5  |
| Yukon et Territoires du Nord-Ouest | 37 626     | 2 439     | 6, 5  |

Source : Recensement du Canada de 1961.

TABLEAU 9. Répartition en nombre et en pourcentage, par province, des unilingues de langue anglaise et des unilingues de langue française au Canada, en 1961

| Province ou territoire             | Total      | Anglais seulement |       | Français seulement |       |
|------------------------------------|------------|-------------------|-------|--------------------|-------|
|                                    |            | Nombre            | %     | Nombre             | %     |
| Canada                             | 18 238 247 | 12 284 762        | 67, 4 | 3 489 866          | 19, 1 |
| Terre-Neuve                        | 457 853    | 450 945           | 98, 5 | 522                | 0, 1  |
| Île-du-Prince-Édouard              | 104 629    | 95 296            | 91, 1 | 1 219              | 1, 2  |
| Nouvelle-Écosse                    | 737 007    | 684 805           | 92, 9 | 5 938              | 0, 8  |
| Nouveau-Brunswick                  | 597 936    | 370 922           | 62, 0 | 112 054            | 18, 7 |
| Québec                             | 5 259 211  | 608 635           | 11, 6 | 3 254 850          | 61, 9 |
| Ontario                            | 6 236 092  | 5 548 766         | 89, 0 | 95 236             | 1, 5  |
| Manitoba                           | 921 686    | 825 955           | 89, 6 | 7 954              | 0, 9  |
| Saskatchewan                       | 925 181    | 865 821           | 93, 6 | 3 853              | 0, 4  |
| Alberta                            | 1 331 944  | 1 253 824         | 94, 1 | 5 534              | 0, 4  |
| Colombie-Britannique               | 1 629 082  | 1 552 560         | 95, 3 | 2 559              | 0, 2  |
| Yukon et Territoires du Nord-Ouest | 37 626     | 27 233            | 72, 4 | 147                | 0, 4  |

Source : Recensement du Canada de 1961.

**Unilinguisme individuel**

111. Les unilingues forment au Canada une catégorie nombreuse. En 1961 (tableau n° 9), sur une population totale de plus de 18 000 000, 67 % ou plus de 12 000 000 étaient unilingues de langue anglaise et 19 % ou 3 500 000, unilingues de langue française<sup>1</sup>. Dans toutes les provinces canadiennes sauf deux, le Québec et le Nouveau-Brunswick, la proportion des unilingues anglais est supérieure à la moyenne canadienne. En Ontario, on en comptait 5 500 000, soit 89 % de la population. Par contre, dans toutes les provinces, sauf le Québec et le Nouveau-Brunswick, la proportion des unilingues francophones était inférieure à la moyenne du pays. Au Québec, les unilingues de langue française représentaient 62 % de la population, tandis qu'au Nouveau-Brunswick ils atteignaient 19 % de la population.

**La plupart des bilingues sont de langue maternelle française**

112. Après ce que nous venons de voir, il est facile de conclure que ce sont surtout les personnes de langue maternelle française qui sont bilingues au Canada. Si environ 30 % des personnes dont la langue maternelle est le français connaissent aussi l'anglais, chez les personnes de langue maternelle non française, moins de 5 % connaissent le français. Le premier groupe, qui ne compte que 28 % des Canadiens, fournit 70 % des bilingues du pays tandis que le second, qui réunit 72 % de la population canadienne, n'en fournit que 30 %.

**Autres formes de bilinguisme**

113. Nous n'avons parlé jusqu'ici que du bilinguisme ayant rapport aux langues officielles. Bien entendu, il en existe d'autres formes au Canada. Selon des calculs forcément approximatifs, près de 2 000 000 de Canadiens (environ 11 % de la population) connaissent l'anglais ou le français en plus de leur langue maternelle. De ceux-là, 129 100 connaissent l'anglais et le français. Par contre, seulement 232 500 personnes, en 1961, dans l'ensemble des habitants d'autres origines ethniques ne connaissaient ni l'anglais ni le français.

### *H. Conclusion*

114. Il découle des faits rapportés dans ce chapitre que si le nombre des Canadiens de diverses origines ethniques s'est multiplié grâce à l'immigration, la dualité linguistique demeure le caractère fondamental et l'assise de la collectivité canadienne. L'intégration des Canadiens d'origine non britannique et non française au sein des deux communautés linguistiques donne à l'une et à l'autre un caractère pluraliste, même si l'assimilation à l'anglais est beaucoup plus marquée, beaucoup plus forte, que l'assimilation au français. Mais la démographie ou la loi du nombre n'est pas le seul élément régulateur du bilinguisme au Canada, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre.

1. Quand chaque groupe linguistique est considéré en lui-même, ces proportions changent notablement.



115. Dans notre examen de la situation actuelle, nous avons constaté que la question des droits linguistiques au Canada donne lieu à nombre de malentendus et de points de vue différents. L'évolution de ces droits est l'un des traits dominants de l'histoire politique et constitutionnelle du Canada, depuis les origines. Au début, on se préoccupait moins, il est vrai, de la préservation de la langue que du droit des Canadiens français au libre exercice de leur religion. Mais plus tard la question de la langue s'est posée indépendamment de la religion et dans l'optique de la lutte pour la survivance culturelle.

Introduction

116. Définir l'expression « droits linguistiques » ne va pas sans difficulté. Pour ce qui est de notre étude, l'expression ne se limite pas, évidemment, au droit de communiquer avec ses concitoyens dans sa langue, quelle qu'elle soit. Ce droit n'a jamais été contesté juridiquement, en dépit des pressions sociales visant à imposer l'unité linguistique. Les droits que nous examinons tout spécialement dans le présent rapport, sont ceux dont jouissent l'anglophone et le francophone, en vertu de la loi ou d'une coutume bien établie, et qui concernent l'emploi de sa langue dans ses rapports avec les autorités. Rigoureusement, un droit linguistique comporte une garantie de caractère juridique. Il s'applique, d'une part, au secteur public (parlement, législation, administration courante, justice et enseignement) et, d'autre part, au secteur privé. Les droits linguistiques se mesurent donc au statut dont bénéficie une langue dans la constitution d'un pays, ainsi que dans sa vie politique, sociale, scolaire et économique.

Droits  
linguistiques

## A. Évolution des droits linguistiques au Canada

### 1. Du traité d'Utrecht à la Confédération : 1713-1867

117. Les questions fondamentales de religion et de langue remontent au début de l'époque coloniale. Les premiers explorateurs français trouvèrent une multitude de tribus indiennes, possédant chacune sa propre langue ; bon nombre de ces idiomes survivent encore<sup>1</sup>. C'est à une époque reculée également — et on en trouve des témoignages dans presque tous les coins du pays — que remontent les contacts entre Anglais et Français. L'histoire non seulement du Québec, mais du Canada presque entier, témoigne de la rencontre de ces deux groupes linguistiques.

Le traité  
d'Utrecht

118. Le fait précède même de près d'un demi-siècle la conquête de 1760. Le 11 avril 1713, la majeure partie de l'Acadie, jusqu'alors presque intégralement possession française, devenait colonie anglaise<sup>2</sup>. L'article 14 du traité d'Utrecht reconnaissait aux Acadiens qui décideraient de rester, le libre exercice de leur religion, sous réserve des lois de l'Angleterre. La coexistence des deux communautés confessionnelles était ainsi reconnue officiellement, mais le changement de souveraineté faisait de l'anglais la langue administrative.

119. À l'époque, l'Acadie comptait environ 1 700 habitants, tous français. Jusqu'à 1749, année où la population francophone atteignit les 10 000, une forme d'autonomie acadienne avait survécu et le français était resté, en fait sinon en droit, la langue principale de la nouvelle colonie : c'est que l'élément anglais se composait presque uniquement de militaires et de fonctionnaires. Il est vrai que, par la suite, l'immigration anglaise et la déportation des Acadiens allaient renverser la situation, imprimant aux provinces Maritimes un caractère anglais prédominant. Mais le français ne disparaîtrait jamais complètement de la Nouvelle-Écosse, et encore moins du territoire qui en 1784 deviendrait le Nouveau-Brunswick. Aujourd'hui, le français a reconquis *de facto*, et dans une certaine mesure *de jure*, un statut officiel important dans les affaires publiques du Nouveau-Brunswick<sup>3</sup>.

La Conquête

120. Le champ de bataille principal toutefois serait le territoire du Canada, cédé par le traité de Paris en 1763, et comprenant les provinces appelées maintenant Québec et Ontario. À l'époque de la

1. Les spécialistes distinguent au moins dix groupes, groupements ou souches linguistiques indiennes et un groupement esquimau, chacun d'entre eux comportant d'une à quinze langues ou dialectes différents.

2. L'Acadie, dont les frontières n'avaient pas été clairement définies par le traité d'Utrecht, comprenait des parties des provinces Maritimes actuelles.

3. Par une résolution votée à l'unanimité, le 30 mars 1967, l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick adoptait la traduction simultanée pour la Chambre et autorisait la création d'un Bureau de traduction attaché au gouvernement de la province.

conquête britannique par les armes, en 1760, le Canada possédait une population française homogène d'environ 65 000 habitants (presque exclusivement catholiques), ainsi qu'un nombre indéterminé de tribus indiennes passablement éparses et même parfois nomades.

121. Les capitulations de Québec et de Montréal avaient été rédigées en anglais et en français. Le gouvernement militaire (1760-1763) se montra prudent, attendant l'élaboration par la métropole d'une politique canadienne. Les districts administratifs furent préservés et les officiers de milice français, autorisés à rendre la justice dans leur langue. On continua à appliquer le droit privé français. Quant aux ordonnances militaires, elles étaient promulguées en français ou dans les deux langues. Mais cette politique intérimaire changea avec le traité de paix définitif, conclu en 1763 par la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne.

Le gouvernement  
militaire

122. Par le traité de Paris, la France cédait le Canada tout entier à la Grande-Bretagne, sous réserve d'un engagement, semblable à celui du traité d'Utrecht, de respecter la liberté de religion des catholiques dans la mesure où le permettaient les lois de l'Angleterre. Il n'y était question ni du droit privé ni de la langue. La Proclamation royale de 1763 traitait de façon identique les quatre nouvelles colonies anglaises d'Amérique : Québec, Floride orientale, Floride occidentale et Grenade, et prévoyait la création d'assemblées qui légiféreraient et de tribunaux qui rendraient la justice « le plus possible selon les lois d'Angleterre » (*as near as may be agreeable to the laws of England*). La confusion qui suivit la tentative pour appliquer la Proclamation à la population française du Québec est un fait bien connu. Même à cette époque lointaine, le Québec était une colonie « pas comme les autres ». On ne pouvait refaire sur le modèle des autres colonies d'Amérique une communauté déjà bien établie, possédant sa propre langue, ses droits et ses institutions. Il y eut une période d'agitation considérable ; la minorité anglaise demandait avec instance l'assimilation totale alors que les Français réclamaient la préservation du droit privé français, la possibilité de recours à des avocats francophones, et une organisation judiciaire bilingue. Peu à peu, les autorités britanniques, influencées par les arguments conciliants de Murray, commencèrent à ajuster leur politique à la situation. En 1766, une ordonnance autorisait les avocats canadiens (à l'époque, « Canadien » voulait dire « Canadien français ») à exercer devant toutes les cours et créait le jury civil mixte : entièrement anglais pour les causes entre parties britanniques ; entièrement canadien pour les causes n'intéressant que des Canadiens ; mixte dans les autres cas. Tels furent les fondements de l'institution du jury qui subsiste aujourd'hui encore au Québec. En 1771, le régime foncier seigneurial est reconnu et les nouveaux octrois de terres seront effectués selon l'ancien droit français.

Le traité de  
Paris

L'Acte de  
Québec

123. À la suite de quelques autres démarches et de nouvelles mesures d'adoucissement, les difficultés sont aplanies en 1774 par l'Acte de Québec qui reconnaît enfin la dualité culturelle. L'article 8 rétablit le droit français « à l'égard de toute contestation relative à la propriété et aux droits civils ». Le droit criminel anglais est confirmé, mais la restauration du droit pénal français n'a jamais été sérieusement revendiquée. La libre pratique de la religion catholique est réaffirmée et on supprime toutes les restrictions d'ordre confessionnel quant à l'accès aux postes publics. L'Acte ne contient aucune disposition générale sur la langue, ni même une seule mention de la langue des procédures judiciaires, quoique la restauration du droit privé français doive inférer le droit pour les parties d'utiliser le français.

124. L'Acte de Québec prévoit un conseil législatif comprenant de 17 à 23 membres désignés. Les débats et les registres du conseil seront tenus dans les deux langues et toutes ses ordonnances seront publiées en anglais et en français. Quant à l'organisation judiciaire créée en vertu de cette loi, elle comporte généralement l'égalité des deux langues et pose les bases de la procédure bilingue encore en usage au Québec.

125. Cependant, si le régime plaît aux nouveaux sujets de Sa Majesté, ou du moins calme leurs craintes, il n'atténue pas le mécontentement de l'élément anglophone de plus en plus nombreux. Cette population est renforcée par l'immigration loyaliste massive après la guerre de l'Indépendance américaine. Les colons anglais réclament une assemblée élue ou représentative et l'adoption de l'anglais comme seule langue officielle, ainsi que la suppression du droit français. Comme l'expérience a démontré que les Canadiens français n'abandonneront aisément ni leur droit ni leur langue, le Parlement du Royaume-Uni essaie de résoudre d'avance le conflit éventuel et d'assurer la tranquillité de l'Amérique du Nord britannique : il divise la province de Québec en deux parties selon la répartition linguistique et culturelle de ses habitants. Le partage fut donc l'une des premières mesures pour résoudre la question linguistique.

L'Acte  
constitutionnel

126. Le partage est effectué en vertu de l'Acte du Canada, ou Acte constitutionnel de 1791. La province de Québec, qui s'étendait jusqu'à l'Ohio, disparaît et est remplacée par le Haut-Canada et le Bas-Canada ; les deux provinces sont gouvernées par un conseil législatif dont les membres sont désignés et par une assemblée élue. Les deux chambres sont accessibles à tous les sujets canadiens.

127. Cette nouvelle loi n'éliminant pas les animosités, des scènes acrimonieuses ont lieu à l'assemblée législative du Bas-Canada, particulièrement au sujet de la langue de l'Orateur. Mais on réalise certains progrès. Ainsi, dès la première session, celle de l'hiver 1792, on adopte l'usage des deux langues pour proposer lois et motions. Après un long

débat sur la langue des lois, on décide que toutes, sans égard à la langue dans laquelle elles auront été proposées, seront traduites et adoptées dans les deux langues. Selon une modification apportée à cette règle, le texte officiel sera en français s'il s'agit du droit civil, et en anglais pour les affaires pénales.

128. La difficulté n'est pas tout à fait la même dans le Haut-Canada. Le 15 octobre 1792, l'assemblée législative du Haut-Canada abroge l'article 8 de l'Acte de Québec qui édictait que le droit français s'appliquait aux litiges relatifs à la propriété et aux droits civils et le remplace par les lois anglaises. La même année, on supprime les jurys mixtes. Mais le français ne perd pas entièrement son statut officiel. Par exemple, la loi constituant la Cour du banc du Roi pour le Haut-Canada exige que les avis afférents aux actes signifiés à des Canadiens soient rédigés en français<sup>1</sup>. En juin 1793, une résolution de l'assemblée législative prescrit la traduction non officielle des lois du Haut-Canada à l'intention des colons de langue française.

129. Ces dispositions relatives à l'usage du français dans le Haut-Canada, déjà fort limitées, subiront néanmoins bien des assauts. Dès 1822, un projet de loi est présenté au Parlement du Royaume-Uni en vue de réunir le Haut et le Bas-Canada et d'abolir le français. Il est retiré à cause de l'opposition canadienne-française. En 1839, après les deux rébellions de 1837 et 1838, l'assemblée législative du Haut-Canada adopte une résolution faisant de l'anglais la seule langue de ses débats, ainsi que des tribunaux et de tous les documents officiels.

Les soulèvements  
de 1837 et 1838

130. À la suite des soulèvements de 1837-1838, le Parlement du Royaume-Uni suspend au Bas-Canada la constitution de 1791. Un conseil spécial est chargé d'administrer la province. Les règles qu'il adopte ne font même pas mention de la langue des débats. Sans doute ce silence tient-il au fait que tous ses membres sont anglophones. Toutes ses ordonnances sont adoptées en anglais, mais elles semblent avoir été imprimées dans chacune des langues, dans des volumes distincts. Devant les tribunaux, les procédures demeurent bilingues.

131. Peu après, lord Durham est nommé haut-commissaire et gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique et chargé d'examiner les causes de discorde au Canada et de proposer une solution. Cinq mois de recherches aboutissent au fameux *Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique*. Lord Durham entrevoit deux causes principales aux troubles affligeant le Canada : d'une part la division entre les deux groupes ethniques, aggravée par les différences de langue et, d'autre part, l'antagonisme, dans le gouvernement, entre la branche élue et la branche nommée. On connaît bien les solutions proposées par Durham : a) unir les deux provinces afin de réaliser un jour une

Lord Durham

1. S. U. C., 1794, 34 Geo. III, chap. 2, art. 9.

majorité de langue anglaise à l'assemblée législative ; b) assimiler progressivement la population française par l'implantation de colons anglais comme en Louisiane ; c) instaurer la responsabilité ministérielle de sorte que l'exécutif soit comptable à l'assemblée législative.

**L'Acte d'Union**

132. Il en résulte l'Acte de 1840 unissant le Bas-Canada et le Haut-Canada. Si la situation du français devant les tribunaux demeure inchangée, l'article 41 prévoit que tous les registres et actes du conseil législatif et de l'assemblée législative seront uniquement en anglais, bien que les traductions non officielles soient admises.

133. Plusieurs mesures atténueront bientôt la rigueur de l'article 41. En 1841, le Parlement du Canada adopte une loi prévoyant la traduction et la diffusion en français des lois du Canada et des lois impériales<sup>1</sup>. L'assemblée législative adopte des règlements officiels, dont les articles 29 et 37 stipulent que les registres de la Chambre seront tenus dans les deux langues et que chaque motion sera proposée en anglais et en français avant qu'on puisse en discuter. L'année suivante, le Parlement du Canada-Uni charge trois commissaires de réviser et de refondre les lois et ordonnances de l'ancien Bas-Canada. Cette révision est faite dans les deux langues et les commissaires recommandent une version anglaise des lois françaises en vigueur à l'intention de la population anglophone, et réciproquement. Au cours des années suivantes, d'autres dispositions législatives sont consacrées à la publication et à la diffusion des lois dans les deux langues. Enfin, en 1848, à la suite d'une longue lutte des députés francophones à l'assemblée législative et de l'Adresse conjointe des deux chambres qui en résulte, le Parlement du Royaume-Uni abroge l'article 41 au complet. Reconnaisant de façon symbolique le statut officiel du français, en 1849, lord Elgin lit le discours du trône dans les deux langues.

**Le bilinguisme  
officiel de la  
Province du  
Canada-Uni**

134. Par la suite, toutes les lois sont sanctionnées dans les deux langues de sorte que la version française fasse également foi et cesse d'être une traduction sans valeur officielle. La Province du Canada-Uni devient donc officiellement bilingue au moins dix-huit ans avant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Même les lois s'appliquant uniquement à la partie ouest du Canada d'alors étaient publiées en français comme en anglais ; on peut donc dire que, pendant dix-huit ans, l'Ontario a vécu l'expérience d'une province bilingue.

135. Il convient de noter que, durant ces années difficiles, le français ne perd jamais son statut devant les tribunaux du Bas-Canada, quelle que soit la situation dont il jouit dans les affaires législatives. Les dispositions légales sur les langues accordent aux parties le choix de la langue. On relève également des dispositions exigeant de certains officiers de justice, tels les huissiers et les avocats, de pouvoir écrire en

1. S. C. 1841, 4-5 Vict., chap. 11.

anglais ou en français. L'institution du jury mixte est également réaffirmée et on adopte des mesures tendant à éviter la constitution de jurys défavorables aux anglophones ou aux francophones. Nombre d'autres dispositions législatives reconnaissent le bilinguisme officiel. La plus connue d'entre elles est assurément la loi ordonnant la codification dans les deux langues du droit civil du Québec<sup>1</sup>.

## 2. *Au moment de la Confédération : 1867*

136. L'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est le fondement des droits linguistiques au Canada :

Dans les Chambres du Parlement du Canada et de la législature du Québec, chacun pourra, dans les débats, faire usage de la langue anglaise ou de la langue française ; mais les registres et les procès-verbaux des Chambres susdites devront être tenus dans ces deux langues. Dans tout procès porté devant un tribunal du Canada établi en vertu de la présente loi ou devant un tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou de l'autre de ces langues dans les procédures et les plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront.

Les lois du Parlement du Canada et de la législature du Québec devront être imprimées et publiées dans l'une et l'autre de ces langues.

137. Ce texte fondamental est l'aboutissement d'un long débat sur les articles 46 des Résolutions de Québec de 1864 et 45 des Résolutions de Londres de 1866. Ces deux articles étaient sensiblement les mêmes :

Les antécédents  
de l'article 133

Les langues anglaise et française pourront être simultanément employées dans les délibérations du Parlement général ainsi que dans la législature du Bas-Canada, et aussi dans les cours fédérales et les cours du Bas-Canada.

138. Les orateurs, au cours du débat sur la Confédération, tels Félix Geoffrion, Édouard Rémillard et Antoine-Aimé Dorion, ont immédiatement fait valoir que ces résolutions permettaient mais n'imposaient pas l'utilisation du français au Parlement ou devant les tribunaux. Félix Geoffrion déclarait le 8 mars 1865 :

Si l'on examine attentivement ces résolutions, l'on voit de suite qu'elle n'affirme (*sic*) pas que la langue française sera sur le même pied que la langue anglaise dans les chambres fédérale et locale. En effet, au lieu de « devra » qu'on aurait dû mettre dans cette résolution, on a écrit « pourra », de sorte que si la majorité anglaise décide que les votes et délibérations ainsi que les bills de ces chambres ne soient imprimés qu'en anglais, rien ne pourra empêcher que sa décision ne soit mise à effet. Il va sans dire que nous pourrions nous servir de la langue française dans les discussions ; mais,

1. S. P. C. 1857, 20 Vict., chap. 43.

d'un autre côté, il est évident que la majorité pourra décréter, quand elle voudra, que les bills et les délibérations de nos chambres ne soient pas imprimés en français, et, par conséquent, cette clause ne nous offre aucune garantie, à nous, Canadiens-Français.

Édouard Rémillard rappelle que, réciproquement, la majorité francophone du Bas-Canada peut priver la minorité anglaise de ses droits à l'assemblée législative.

139. Le projet de loi sur l'Amérique du Nord britannique est remanié quatre fois avant d'être finalement adopté en 1867. Au troisième stade de la rédaction, la résolution 46 devient l'article 81 et le mot « devront » remplace « pourront » dans le paragraphe ayant trait aux registres du Parlement fédéral et de l'assemblée législative du Québec. C'est seulement au cours de la quatrième rédaction que le bilinguisme des lois est inséré, sous la forme d'un article qui deviendra ultérieurement l'article 133 de l'A. A. N. B. que nous connaissons.

L'article 133

140. Le français est reconnu définitivement dans la loi fondamentale du Canada comme langue officielle égale à l'anglais, pour toutes les lois fédérales et devant tous les tribunaux fédéraux partout au Canada, ainsi que pour les lois et tribunaux provinciaux au Québec. Antérieurement, son statut dépendait de l'usage ou des dispositions révocables adoptées par l'assemblée législative du Bas-Canada, puis par le Parlement du Canada-Uni, après 1848.

141. L'article 133, comme nous le constaterons, est loin d'être clair, et il donne au Québec un caractère particulier. Cependant, cet article est bien protégé : l'Acte de l'Amérique du Nord britannique n° 2 (1949)<sup>1</sup>, qui reconnaît au Parlement le pouvoir de modifier la constitution du Canada, en excepte l'usage de l'anglais ou du français, et par le fait même l'article 133. En vertu des coutumes constitutionnelles actuelles, il faudrait l'unanimité de tous les pouvoirs canadiens pour modifier cet article.

### *3. Dans les provinces de l'Ouest et les Territoires : 1870-1892*

142. L'histoire constitutionnelle des droits linguistiques au Canada ne commence ni ne finit par l'A. A. N. B. dans la partie occidentale du pays notamment, où une évolution importante devait se produire.

La Compagnie  
de la Baie  
d'Hudson

143. La plus grande partie de l'Ouest actuel fut placée sous l'autorité britannique par la Charte royale de 1670, qui instituait la Compagnie de la Baie d'Hudson. Connue sous le nom de Terre de Rupert, ce territoire immense fut confié à 18 concessionnaires avec pouvoirs exclusifs d'y faire le commerce et de gouverner. La Charte stipulait que

1. 1949, 13 Geo. VI, chap. 81 (R.-U.).



la Compagnie de la Baie d'Hudson devait rendre la justice selon les lois de l'Angleterre. Comme la Loi impériale de 1731 a fait de l'anglais la seule langue des tribunaux d'Angleterre, on pourrait affirmer qu'à partir de cette date au moins les tribunaux de la Baie d'Hudson devaient rendre la justice en anglais seulement. Nous n'avons noté aucune exception à cette règle dans l'histoire des premiers temps de la Compagnie. Les ordonnances et les avis des gouverneurs de la Compagnie étaient publiés uniquement en anglais. Toutefois, le français commence à acquérir un certain statut officiel après 1811, date à laquelle la Compagnie de la Baie d'Hudson concède au comte Selkirk une vaste étendue de terre le long des rivières Rouge et Assiniboine, qu'on appela District de l'Assiniboine, préfiguration de la province actuelle du Manitoba. On y a constaté une utilisation limitée du français. Mais ce n'est qu'après la rétrocession du district par la succession Selkirk, en 1835, que l'unilinguisme de la Compagnie de la Baie d'Hudson est entamé.

144. Les registres du Conseil de l'Assiniboine témoignent d'un bilinguisme naissant attribuable au besoin de communiquer avec la population assez considérable des Métis et des autres francophones. Dès le début, les lois du district sont promulguées et publiées dans les deux langues. Les ordonnances générales du gouverneur et du Conseil de l'Assiniboine sont refondues en 1852, et de nouveau en 1862 ; les deux refontes sont publiées en français et en anglais. Mais la marche du bilinguisme dans l'administration de la justice en Assiniboine semble avoir été plus difficile. Les Métis doivent recourir à l'agitation pour obtenir le droit d'être jugés dans leur propre langue. Aux environs de 1850, un peu de bilinguisme est introduit dans le système judiciaire et on nomme quelques juges de langue française.

145. Avec la Confédération, une crise éclate : les territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson sont cédés au gouvernement du Canada, en vertu de la loi sur la Terre de Rupert. À l'instigation des chefs métis, un conseil composé de douze représentants anglophones et de douze représentants francophones des différentes paroisses est constitué en 1869. Il refuse de reconnaître la compétence du Canada et se déclare « l'autorité unique et légale de la Terre de Rupert et du Nord-Ouest ». À sa dernière réunion, le premier décembre 1869, le conseil approuve une liste de 14 droits spécifiques qu'il considère comme indispensables à une bonne administration du Nord-Ouest. Entre autres droits, le conseil réclame l'égalité entre les deux langues à l'assemblée législative, devant les tribunaux et dans les registres publics, ainsi que le bilinguisme chez les juges de la Cour suprême. Bien que cette tentative d'autonomie des Métis échouât, ces exigences

La crise du  
Manitoba

seront incorporées plus tard dans la loi créant la province du Manitoba à même les Territoires du Nord-Ouest. D'une conception analogue à celle de l'article 133 de l'A. A. N. B., l'article 23 de l'Acte du Manitoba de 1870<sup>1</sup> autorisait l'utilisation de l'anglais et du français dans les débats de l'assemblée législative et rendait obligatoire l'utilisation des deux langues dans les registres et journaux des débats. Toutes les lois devaient être imprimées et publiées dans les deux langues. De plus, l'une ou l'autre pouvait être utilisée devant les tribunaux.

146. Jusqu'à l'abrogation de l'article 23 de l'Acte du Manitoba, en 1890, on trouve dans la législation manitobaine un certain nombre de dispositions entérinant le bilinguisme officiel et dépassant considérablement la portée de l'article 23. Elles avaient trait, par exemple, aux avis municipaux, aux formulaires électoraux, aux proclamations, aux avis d'élections. Le droit d'être jugé par un jury mixte dans un procès criminel fut confirmé et des jurys mixtes furent même autorisés pour les affaires civiles des districts judiciaires de l'Est.

147. Toutefois, l'affluence des colons anglophones originaires de l'Est du Canada, des États-Unis et des îles Britanniques, réduisit les francophones à l'état de faible minorité. Cette condition fut encore aggravée par un découpage des circonscriptions électorales qui diminua fortement la représentation francophone à l'assemblée législative. Les pressions assimilatrices et anticatholiques s'accrochèrent. Puis, en 1890, l'assemblée du Manitoba adopta une loi<sup>2</sup> qui faisait de l'anglais la seule langue de ses registres, de ses journaux, de ses tribunaux, ainsi que de la publication de ses lois. La légalité de cette loi a été immédiatement contestée, mais le gouvernement fédéral refusa de la désavouer. En vertu de cette loi dont la constitutionnalité n'a encore jamais été examinée par les tribunaux, le Manitoba est unilingue depuis 1890.

#### Les Territoires du Nord-Ouest

148. À l'adoption de l'Acte du Manitoba, la désignation « Territoires du Nord-Ouest » a été donnée à la partie de la Terre de Rupert et des Territoires du Nord-Ouest non comprise dans la province du Manitoba. Dès le début, le conseil comporte une certaine représentation française. Durant les cinq premières années, un certain bilinguisme (ou multilinguisme) *de facto* caractérise l'impression et la diffusion des ordonnances et de divers documents. Le français et l'anglais pouvaient servir aussi, semble-t-il, devant certains tribunaux, plusieurs juges étant francophones ; il semble aussi que les projets de lois aient été soumis au conseil dans les deux langues.

1. S. C. 1870, 33 Vict., chap. 3.

2. S. M. 1890, 53 Vict., chap. 14.

149. En 1877, un amendement à l'Acte des Territoires du Nord-Ouest<sup>1</sup> sanctionne le bilinguisme officiel ; l'article 11 était ainsi rédigé :

Toute personne pourra faire usage soit de la langue anglaise, soit de la langue française, dans les débats dudit conseil et dans les procédures devant les cours, et ces deux langues seront usitées pour la rédaction des pièces d'archives et des journaux dudit conseil ; et les ordonnances dudit conseil seront imprimées dans ces deux langues.

A l'époque, la population de langue française s'élevait à 2 896 habitants au regard de 3 104, de langue anglaise.

150. Les ordonnances du conseil des Territoires du Nord-Ouest de 1878 sont les premières destinées à une diffusion générale, et elles sont imprimées dans les deux langues. La version française est même antérieure à l'autre d'au moins quatre ans. La publication des ordonnances en anglais et en français persiste jusqu'en 1892, année où l'assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest décrète l'anglais seule langue officielle. D'autres documents législatifs de cette période attestent la reconnaissance officielle des deux langues, outre celle de diverses langues indiennes, à l'occasion.

151. Comme la rébellion du Nord-Ouest en 1885 et les circonstances politiques de l'exécution de Louis Riel imprégnaient les esprits, l'adoption par l'assemblée législative québécoise de la loi relative au règlement de la question des « Biens des Jésuites<sup>2</sup> » déclencha une campagne contre l'influence française et catholique dans la politique canadienne qui s'étendit jusqu'aux Territoires du Nord-Ouest. La campagne fut dirigée par D'Alton McCarthy, député fédéral, conservateur en vue, et apôtre de l'assimilation. Il fit campagne pour l'abolition du français comme langue officielle à l'assemblée et devant les tribunaux des Territoires. Un débat politique embarrassant s'ensuivit au Parlement fédéral et le projet de loi fut finalement réduit à un compromis prévoyant qu'après les prochaines élections générales dans les Territoires, l'assemblée aurait le pouvoir de déterminer la façon dont elle tiendrait ses procès-verbaux. Après d'autres hésitations, ce compromis fut finalement inséré dans l'Acte de 1891 modifiant celui des Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup> ; à l'article 11 précité s'ajoutait ce qui suit :

... après la prochaine élection générale de l'Assemblée législative, cette Assemblée pourra, par ordonnance ou autrement, régler ses délibérations et la manière d'en tenir procès-verbal et de les publier ; et les

1. S. C., 40 Vict., chap. 7.

2. S. Q. 1888, 51-52 Vict., chap. 13.

3. S. C. 1891, 54-55, Vict., chap. 22, art. 18. Il convient de noter qu'en 1888, dans les statuts révisés, S. R. C. 1888, chap. 50, l'article 11 de 1877 était devenu l'article 110.

règlements ainsi faits seront incorporés dans une proclamation qui sera immédiatement promulguée et publiée par le lieutenant-gouverneur en conformité de la loi, et ils auront ensuite plein effet et vigueur.

152. En janvier 1892, Frederick Haultain propose à l'assemblée législative que les procès-verbaux des délibérations soient établis et publiés en anglais seulement. Cette résolution est adoptée malgré quelque opposition. Par la suite, on considère le français comme aboli à l'assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Dans la pratique, il perd toute existence officielle. Mais il subsiste quelques doutes quant à la constitutionnalité de cette suppression. En effet, quoique l'amendement de 1891 à la Loi des Territoires du Nord-Ouest exigeât que toute résolution de l'assemblée fût incorporée dans une proclamation avant d'avoir force de loi, des recherches sérieuses aux Archives du Canada et à d'autres sources y compris les archives de la Saskatchewan qui seraient le dépositaire tout désigné pour cette proclamation, à supposer qu'elle existe, sont demeurées infructueuses.

L'Alberta et la  
Saskatchewan

153. S'il existe des doutes quant à la légalité de l'abolition du français dans les Territoires du Nord-Ouest, ils valent aussi pour l'Acte du Territoire du Yukon de 1898<sup>1</sup>, qui appliquait à celui-ci toute la législation des Territoires du Nord-Ouest sous réserve d'amendement ou d'abrogation de cette législation. Le même argument vaut pour les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan. Celles-ci ont été créées à même les Territoires du Nord-Ouest, par l'Acte de l'Alberta<sup>2</sup> et l'Acte de la Saskatchewan<sup>3</sup> de 1905 ; l'article 16 de chacune de ces deux lois prévoyait le maintien de la législation régissant alors les Territoires du Nord-Ouest. L'examen de toutes les lois pertinentes de l'Alberta et de la Saskatchewan depuis la première session législative, démontre qu'elles n'ont jamais expressément abrogé l'article 11 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest.

Le statut actuel  
du français

154. Néanmoins, le français est généralement considéré comme dénué de toute reconnaissance officielle dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon, en Alberta et en Saskatchewan. La seule disposition législative pertinente était l'article 27 de l'Alberta Interpretation Act<sup>4</sup>, selon lequel toutes les archives publiques et les pièces de procédure seraient en anglais. D'autre part, il faut se rappeler que les lois constituant les provinces d'Alberta et de Saskatchewan sont fédérales et partant, bilingues. Dans l'interprétation des constitutions du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta dans leur forme première, la version

1. S. C. 1898, 61 Vict, chap. 6.

2. S. C. 1905, 4-5 Ed. VII, chap. 3.

3. S. C. 1905, 4-5 Ed. VII, chap. 42.

4. S. A. 1958, chap. 32.

française a la même autorité que la version anglaise. À notre avis, il est donc inexact que le français n'ait aucun statut officiel dans les provinces des Prairies.

*B. Portée de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique*

155. L'article 133 de l'A. A. N. B., nous l'avons vu, est protégé contre toute modification par le Parlement du Canada et constitue la seule garantie linguistique de tout l'Acte. Pourtant, une analyse même superficielle des dispositions de l'article 133 démontre que son champ d'application est très limité. Il est vrai que cet article est assez large quant à la législation fédérale ou québécoise : l'une ou l'autre langue peuvent servir dans les débats et toutes deux doivent être utilisées dans les registres et procès-verbaux, ainsi que pour la publication des lois. Cela peut sembler passablement clair et satisfaisant si on considère la législation d'un point de vue traditionnel, et si on méconnaît qu'il n'y est fait aucune mention de la langue de *promulgation* des lois par opposition à la langue de publication. Mais quand les Pères de la Confédération rédigèrent les Résolutions de Québec et de Londres, et lorsque le Parlement du Royaume-Uni décréta l'article 133, ils ne prévoyaient guère la place immense que prendrait la réglementation administrative.

156. L'essor du droit administratif au cours du siècle a été extraordinaire. Alors que jadis l'activité législative se bornait aux lois parlementaires et, occasionnellement, aux ordonnances de l'exécutif, aujourd'hui elle comprend une multitude de réglementations, de règles, de décrets et de proclamations de toutes sortes qui concernent les droits et les obligations de tous les citoyens. Cependant, on ne pourrait affirmer que le libellé de l'article 133 de l'A. A. N. B. en embrasse une seule catégorie. Du point de vue constitutionnel, ni le droit administratif fédéral, ni celui du Québec, ne sont tenus au bilinguisme ; en fait, ils sont unilingues pour une bonne part. Il est vrai que la plus grande partie de la législation fédérale par délégation et de la réglementation québécoise importante est publiée dans les deux langues, et cela, en raison de considérations pratiques ou de la coutume plutôt que d'une exigence constitutionnelle.

Le droit  
administratif

157. Le deuxième domaine important auquel s'applique l'article 133 est celui des actions en justice. « Dans tout procès porté devant un tribunal du Canada [...] ou devant un tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou l'autre de ces langues dans les procédures et plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront. » Ce qu'il faut entendre par « tribunal du Canada » et

Les actions  
en justice

par « tribunal du Québec » n'est pas clair. D'une part, il est évident que le premier terme embrasse la Cour suprême, la Cour de l'Échiquier et les cours militaires. Mais on est moins fixé dans le cas d'autres instances, dont le Commissaire aux divorces du Sénat, ou les tribunaux provinciaux auxquels le Parlement a attribué des juridictions fédérales, notamment dans les domaines du droit criminel, de la faillite ou de la citoyenneté.

Les organismes  
quasi judiciaires

158. Tout aussi marqué d'incertitude est le statut du nombre croissant d'organismes quasi judiciaires exerçant bon nombre des fonctions antérieurement réservées aux tribunaux ordinaires. Au fédéral, nous avons dénombré au moins 13 commissions importantes exerçant une fonction quasi judiciaire<sup>1</sup>. Nous avons identifié au Québec des tribunaux quasi judiciaires tout aussi actifs<sup>2</sup>. Du point de vue quantitatif, leur rôle de justice semble aussi important aujourd'hui sinon davantage, que celui des tribunaux traditionnels. Mais les garanties linguistiques constitutionnelles ne s'appliqueraient pas à eux.

La fonction  
publique

159. La Constitution ne fixe, à juste titre d'ailleurs, que des exigences linguistiques minimales, et elle est muette quant à la langue à utiliser dans l'administration. Elle n'établit pas la composition linguistique de la fonction publique ni ne garantit les droits linguistiques des citoyens dans leurs divers contacts avec l'État. Elle ne contient aucune disposition tendant à protéger les droits linguistiques dans l'administration municipale. Bref, la Constitution ne précise pas dans quelle langue doivent être traitées les affaires des divers pouvoirs (fédéral, provincial ou local). L'A. A. N. B. n'établit même pas de quel ressort sont les langues. Il suffit de parcourir sommairement les lois canadiennes pour y découvrir deux conceptions à l'égard de la langue : premièrement, on en fait l'objet principal d'une garantie de la Constitution tendant à assurer la survie et l'évolution culturelle ; deuxièmement, elle est l'objet d'une réglementation accessoire adoptée dans l'exercice des différents pouvoirs attribués par l'A. A. N. B. au Parlement ou aux assemblées législatives provinciales.

Les dispositions  
*ad hoc*

160. Les lois tenant pleinement compte des fonctions culturelles des langues sont extrêmement rares au Canada. Nos lois ne renferment

1. Commission des transports aériens ; Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion ; Commission des transports du Canada ; Conseil canadien des relations ouvrières ; Commission des pensions du Canada ; Commission d'indemnisation des marins marchands ; Office national de l'énergie ; Commission nationale des libérations conditionnelles ; Commission du tarif ; Commission d'appel de l'impôt sur le revenu ; Commission d'assurance-chômage ; Commission d'allocations aux anciens combattants ; Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce.

2. Bureau d'expropriation de Montréal ; Commission des accidents du travail ; Commission des allocations sociales du Québec ; Régie de l'électricité et du gaz ; Régie des transports ; Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile ; Régie des services publics ; Régie des alcools ; Commission des loyers ; Commission des relations du travail du Québec ; Commission des valeurs mobilières du Québec.

aucune disposition de caractère général sur la question linguistique, mis à part l'article 133 de l'A. A. N. B. Chaque disposition est *ad hoc*. L'utilisation de la langue n'est réglementée au besoin que pour faciliter, en milieu bilingue, le plein exercice d'un pouvoir dans un autre domaine. Citons comme exemples d'une telle législation accessoire : les dispositions relatives aux interprètes, aux jurys mixtes, à la langue des séances des commissions, des débats au sein des conseils municipaux, des règlements ou avis municipaux, et à la langue d'une multitude de formulaires, avis et rapports officiels. Parfois on réglementera les qualifications en matière de langue, requises pour certains emplois officiels, professionnels ou privés<sup>1</sup>, ou encore la langue des documents importants, telles les conventions collectives de travail. C'est pourquoi la législation en la matière est plutôt désordonnée, fragmentaire et même contradictoire. L'exercice d'un pouvoir accessoire n'est pas indispensable dans chaque cas et semble inutile dans des régions, ou bien linguistiquement homogènes, ou bien dans lesquelles l'utilisation des langues est bien réglée par la coutume ou la pratique. Mais là où les minorités linguistiques sont considérables, le législateur devra peut-être réglementer l'usage des langues dans diverses mesures législatives.

161. Nous avons mentionné l'incertitude qui règne quant aux pouvoirs dont relève fondamentalement la question des langues au Canada. Apparemment, il y a partage de compétence, dans une certaine mesure, entre les provinces et le Parlement canadien. S'il s'agit d'attributions accessoires ou auxiliaires (*ancillary*), il ne paraît faire aucun doute que le Parlement et les assemblées provinciales peuvent légiférer comme bon leur semble, sous réserve de l'article 133. Le Parlement ne peut pas modifier les dispositions de l'article 133, même celles qui ont trait à sa propre activité ou aux tribunaux fédéraux. Mais s'il s'agit des fonctions fédérales quasi judiciaires, ou de la législation administrative fédérale, ou de l'administration en général, ou de tout domaine qui ne soit pas de compétence provinciale exclusive, il peut, en théorie, réglementer à sa guise l'utilisation des langues. De leur côté, les provinces jouissent d'attributions semblables pour toutes les institutions provinciales et tous les domaines d'intérêt provincial, depuis leurs assemblées législatives et leurs tribunaux jusqu'à leurs méthodes administratives et leur régime d'enseignement ; sous réserve encore une fois, dans le cas du Québec, des dispositions de l'article 133.

162. Les conclusions à tirer de cette analyse de l'article 133 sont patentées. Le but de l'article n'est pas d'assurer la plénitude des droits linguistiques aux minorités anglophones ou francophones au Canada.

Le partage des  
compétences

En résumé

1. Certaines provinces ont des lois touchant la langue dans des activités proprement privées ; par exemple, les lois sur l'industrie minière en Ontario et en Colombie-Britannique.

Au mieux, il incarne une conception embryonnaire de l'égalité culturelle, mais il ne faut pas en attendre des solutions aux situations complexes auxquelles il faut nous attaquer maintenant. Les droits linguistiques qu'on exerce au Canada sont généralement fondés sur la coutume, sur des considérations pratiques ou politiques, ou bien ils découlent d'une compétence accessoire. Sans sous-estimer la coutume ou la législation accessoire comme compléments des dispositions constitutionnelles existantes, nous devons nous rappeler que ces droits ne font l'objet d'aucune garantie et que les dispositions législatives peuvent être abrogées à volonté. N'oublions pas non plus que l'article 133 est à la fois le fruit et la garantie fondamentale du remarquable régime de droits linguistiques qui s'était déjà développé au Québec.

### *C. Reconnaissance des droits linguistiques dans la coutume canadienne<sup>1</sup>*

#### *1. Par la législation*

La langue des  
projets de loi

163. L'article 133 de l'A. A. N. B. stipule que toutes les lois du Parlement doivent être imprimées et publiées en anglais et en français. Le Parlement a observé fidèlement cette exigence mais a surtout respecté la lettre de la loi. Tous les fonctionnaires que nous avons interrogés ont confirmé que, selon la règle générale, les lois fédérales sont rédigées en anglais seulement au ministère de la Justice par le fonctionnaire qui œuvre en collaboration avec des représentants des différents ministères intéressés. Les projets sont ensuite soumis au comité de législation du ministère de la Justice, dont les délibérations se poursuivent entièrement en anglais. Tout changement que ce comité peut suggérer sera également en anglais et ne se rapportera qu'à la rédaction anglaise. Ce n'est qu'après l'approbation du texte final en langue anglaise que la version française est établie par le service juridique du Bureau des traductions. L'explication habituelle est que « les lois ne peuvent être rédigées qu'en une seule langue » et que cette langue doit être l'anglais puisque la majorité des fonctionnaires à consulter sont anglophones.

Traduction

164. La traduction juridique au Canada est gênée par des difficultés qui lui sont particulières. Les termes juridiques traditionnels peuvent avoir un sens bien défini dans une langue, mais être sans équivalent dans l'autre. Autre complication, il existe au Canada deux régimes juridiques — celui du droit civil et celui du droit coutumier — pour lesquels le même terme désigne parfois des institutions juridiques

1. Nous avons puisé notre documentation dans l'étude de Claude-Armand Sheppard, « The Law of Languages in Canada » (voir appendice v) que la Commission compte publier sous peu.



différentes ; inversement, il arrive que des termes différents correspondent à des notions identiques. Outre ces obstacles d'ordre linguistique, la traduction des lois fédérales souffre de ce que le Bureau des traductions ne puisse avoir recours à des spécialistes. La version originale anglaise est rédigée, soit par des experts dans le domaine particulier de la législation, soit avec leur collaboration, alors que les traducteurs ne peuvent pas compter sur un tel appui. De plus, le Bureau éprouve des difficultés à recruter un personnel compétent. Il en résulte que la version française des lois fédérales n'est souvent qu'une médiocre traduction du texte anglais.

165. Les lois fédérales sont maintenant en éditions anglaise et française distinctes. Au Québec, on a demandé qu'Ottawa suive l'exemple de cette province et imprime les versions anglaise et française des lois, non pas séparément, mais en regard l'une de l'autre. Cela faciliterait les renvois d'une version à l'autre et entraînerait, selon certains experts, une amélioration éventuelle de la qualité tant de la version anglaise que de la version française.

Publication

166. Il convient de noter que les « bills privés » présentés en anglais ne font pas l'objet d'une édition française. On nous a affirmé que c'est faute de demande. Le texte français officiel n'est imprimé que lors de la publication du volume annuel des statuts. Pendant un certain temps, les lois d'intérêt privé ne sont disponibles que dans une seule langue. Il en est de même au Québec pour la version anglaise.

Les « bills privés »

167. Les lois d'intérêt public au Québec sont également promulguées et publiées dans les deux langues. Mais il n'y a pas d'organisme central comme dans le cas des lois fédérales. Le ministère intéressé rédige la loi. Sauf exception, les lois sont rédigées en français puis traduites ; cette façon de procéder, identique à la méthode fédérale mais en sens inverse, occasionne les mêmes difficultés. Les « bills privés » sont rédigés dans la langue des requérants. La traduction est décentralisée et chaque ministère a son propre traducteur. Les difficultés concrètes de la rédaction simultanée et de la traduction sont foncièrement les mêmes qu'à Ottawa. Quant à la publication, la principale différence entre l'usage fédéral et l'usage québécois tient à ce que les versions française et anglaise des lois provinciales sont imprimées en regard l'une de l'autre. Les débats du Parlement canadien sont publiés en anglais et en français, parce que traduits ; à Québec, dans les *Débats de l'Assemblée législative*, on ne reproduit que le texte original, en anglais ou en français, sans traduction.

Les lois d'intérêt public au Québec

## 2. Droit administratif

168. Dans ce domaine, il existe une certaine confusion, faute de dispositions constitutionnelles relatives à la langue, et en raison de la

Les règlements

dissemblance des usages. Le droit administratif fédéral comprend deux catégories de règlements : ceux que prévoit la Loi sur les règlements<sup>1</sup> et une foule d'autres, de caractère moins officiel, édictés par divers organismes de l'État à leur propre intention ou à celle des fonctionnaires et des particuliers. Il est parfois difficile de faire le départ entre ces deux catégories. On doit aussi faire la distinction entre les règlements publiés dans la *Gazette du Canada* en vertu de la loi susmentionnée, et tous les autres. Une enquête de la Commission auprès de 19 ministères, 7 organismes intermédiaires et 24 bureaux ou commissions, a établi que bon nombre de leurs règlements sont exempts de publication, en vertu de l'usage ou du droit. Les citoyens ne peuvent en apprendre l'existence que des organes administratifs eux-mêmes. Ne sont bilingues que les règlements publiés dans la *Gazette du Canada*.

Rédaction des  
règlements

169. Toutes les lois fédérales sont rédigées au ministère de la Justice ; il n'en est pas ainsi de la réglementation administrative. En règle générale, malgré l'intervention croissante du ministère de la Justice, celle-ci est encore rédigée dans les ministères ou organismes intéressés. Avant d'être approuvés par le Cabinet, puis publiés dans la *Gazette du Canada*, les règlements seront soumis, en anglais et en français, au greffier du Conseil privé selon l'article 4 de la réglementation issue de la loi susmentionnée. Le greffier adjoint du Conseil privé, aidé d'un traducteur, révisera une dernière fois, et coordonnera les textes anglais et français.

170. D'après les témoignages que nous avons recueillis, la plupart des règlements sont d'abord rédigés en anglais, qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre catégorie. En fait, les règlements qui n'ont pas à paraître dans la *Gazette du Canada*, ne sont rédigés et publiés qu'en anglais, sauf rares exceptions. On n'en fera la traduction que si on le juge absolument nécessaire, en vertu de critères qui varient selon les organismes. Les Postes et la Commission des transports aériens sont les deux exceptions notables à cette règle. Certains organismes, semble-t-il, ne publient de version française que si le règlement concerne la province de Québec. Il en est de même des règlements de moindre importance qui échappent à la Loi sur les règlements. En outre, presque tous les textes originaux des arrêtés ministériels autorisant des mesures administratives ont été approuvés en anglais seulement, alors que leur publication dans la *Gazette du Canada* sera faite dans les deux langues.

171. D'une manière générale, on nous a expliqué que l'anglais a la priorité parce qu'il est la langue maternelle des rédacteurs, et que peu de Canadiens français sont qualifiés pour ce travail. On a aussi mentionné l'expérience acquise et diverses considérations pratiques. Mais la

1. S. R. C. 1952, chap. 235.

principale raison est que les fonctionnaires qui rédigent la législation administrative sont de langue anglaise. En effet, alors que 25. % des juristes des 19 ministères où nous avons enquêté étaient considérés comme bilingues, il est apparu que leur bilinguisme se limitait à une connaissance du français plutôt restreinte et que très peu d'entre eux pouvaient rédiger dans cette langue. Notre enquête a également établi que d'habitude un texte n'est traduit en français qu'après la rédaction définitive du texte anglais. On a rarement recours au français dans la rédaction et la mise au point des règlements fédéraux.

172. Une étude de la rédaction et de la publication du droit administratif québécois a révélé l'existence d'une situation analogue quoiqu'à rebours : dans presque tous les cas, on rédige en français. Non pas que les rédacteurs ignorent l'anglais ; au contraire, sur les 24 avocats dont il est question, 22 parlent et écrivent l'anglais comme le français. Mais on ne traduit que les textes français définitifs. Quant à la publication de la législation administrative québécoise, elle relève des ministères ou elle est régie par des lois particulières. C'est qu'il n'y a pas de loi sur les règlements, comme au gouvernement fédéral. Si l'on ne tient pas compte de la publication dans la *Gazette officielle du Québec*, il semble que la tendance du Cabinet provincial ainsi que des régies et commissions du Québec, soit de promulguer les règlements dans les deux langues, bien qu'exceptionnellement certains ne soient publiés qu'en français ; en outre, l'Hydro-Québec nous a informés que certains de ses règlements ont été publiés en anglais seulement.

La pratique  
québécoise

### 3. Tribunaux

173. Conformément à l'article 133 de l'A. A. N. B., on peut utiliser l'une ou l'autre langue dans tout procès devant toutes les cours fédérales (Cour suprême, Cour de l'Échiquier, etc.) ou québécoise (Cour supérieure, Cour d'appel, etc.). Néanmoins, une organisation judiciaire bilingue pose une foule de difficultés. Elles ne sont peut-être pas trop graves au Québec, où la plupart des avocats et des juges, du moins dans les districts où la minorité anglaise est dense, ont une bonne connaissance des deux langues. Mais des difficultés peuvent surgir devant les tribunaux administratifs fédéraux, dont les juges ne viennent qu'occasionnellement du barreau québécois, et devant les cours fédérales en dehors du Québec auxquelles s'applique l'article 133. De plus, la plupart des audiences judiciaires doivent être notées en sténographie, ou enregistrées. Or, tant chez les juges que chez les sténographes, on ne saurait compter sur une connaissance suffisante du français.

174. Le droit de témoigner dans sa langue et celui, tout aussi important, de comprendre entièrement les procédures faites dans une langue autre que la sienne, se trouvent comme supprimés faute d'inter-

Assistance  
d'un interprète

prêtes compétents. En fait, le droit à l'assistance d'un interprète n'est pas propre aux pays bilingues ou multilingues et peut être invoqué par quiconque ne comprend pas la langue du tribunal, même dans un pays unilingue. Si ce droit va de soi dans la plupart des pays, quand une partie à un procès ne parle pas la langue du tribunal, dans un régime judiciaire bilingue il peut s'agir là d'un droit fondamental, que le plaideur connaisse ou non la langue du tribunal. La question de commodité devient une question de principe. Au demeurant, d'un point de vue pratique, comprendre la langue du tribunal est une chose ; témoigner et subir un contre-interrogatoire dans cette langue en est une autre.

La Déclaration  
canadienne des  
droits

175. La Déclaration canadienne des droits stipule qu'aucune loi du Parlement canadien ne doit être interprétée ou appliquée de façon à priver

une personne du droit à l'assistance d'un interprète dans des procédures où elle est mise en cause ou est partie ou témoin, devant une cour, une commission, un office, un conseil ou autre tribunal, si elle ne comprend ou ne parle pas la langue dans laquelle se déroulent ces procédures<sup>1</sup>.

Il en est de même pour nombre de règlements fédéraux. En conséquence, toute personne comparissant devant un tribunal ou un organisme quasi judiciaire fédéral peut exiger un interprète si elle ignore la langue utilisée. Si la personne est bilingue, on ne lui en reconnaît pas le droit, en principe.

Les lois  
provinciales

176. Les lois des provinces sont moins explicites, et il arrive qu'elles soient muettes sur ce point. C'est donc la jurisprudence qui a fixé l'étendue de ce droit devant les tribunaux provinciaux et qui en a stipulé les modalités. Selon la règle ainsi établie, personne n'a de droit absolu à un interprète : il appartient au juge d'en décider selon les circonstances. Toutefois, il convient de rappeler que ni le droit civil du Québec, ni le droit coutumier du reste du Canada ne prescrivent l'emploi d'une langue en particulier pour les contrats et actes privés, sauf en des cas exceptionnels. Les tribunaux feront exécuter tout testament ou contrat quelle que soit la langue utilisée, pourvu que la preuve de leur teneur soit suffisante.

L'interprétation  
dans la pratique

177. Une enquête non officielle auprès des juges et des avocats des divers barreaux du Canada a confirmé qu'en fait, le système d'interprétation canadien est insuffisant et susceptible d'occasionner des injustices. La situation n'est pas satisfaisante non plus au Québec mais elle s'y trouve en partie corrigée par le bilinguisme généralisé de la magistrature et du barreau. Les difficultés varient selon les provinces ; au Nouveau-Brunswick, par exemple, la question de la langue utilisée devant

1. S. C. 1960, 8-9 Eliz. II, chap. 44, art. 2g.

les tribunaux a soulevé jusqu'ici beaucoup de mécontentement. En fait, devant certains tribunaux de première instance, où les parties et les magistrats sont francophones, jusqu'à une époque très récente, la cause entière se déroulait en français mais tous les dossiers étaient rédigés en anglais. Pour ce qui est des frais d'interprétation, la Couronne les acquitte dans les causes criminelles. Mais dans les causes civiles, ces frais onéreux incombent aux parties, ce qui peut freiner sérieusement l'exercice de leurs droits.

178. Quant à la Cour suprême du Canada, son organisation soulève nombre de difficultés, en particulier pour les Québécois. La Cour suprême leur semble importante, non seulement comme arbitre constitutionnel, mais aussi parce qu'elle juge en dernier ressort les causes de droit civil québécois. Néanmoins, seulement trois de ses neuf membres viennent de la magistrature ou du barreau de cette province. Il est vrai que ce déséquilibre a été corrigé, dans une large mesure, par la pratique de la Cour, depuis 1950, de faire entendre les causes relevant du Code civil par un groupe<sup>1</sup> de cinq juges, dont les trois du Québec, qui sont ainsi en majorité. Quoi qu'il en soit et même si on peut employer les deux langues devant la Cour suprême, les parties francophones en cause se sentent fréquemment désavantagées, car seuls les juges du Québec connaissent vraiment le français. Il en résulte que plusieurs avocats de langue française se croient obligés de rédiger leurs exposés des faits en anglais et de plaider dans leur langue seconde.

La Cour suprême  
du Canada

179. Dans les procès devant jury, le droit d'être jugé par ses pairs implique également, dans certains cas, que les jurés soient de même langue que l'accusé. Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, et jusqu'à 1870 à tout le moins, l'Angleterre a donné, même aux étrangers, le droit de demander un jury dont la moitié des membres fussent étrangers, mais pas nécessairement de la même langue que l'accusé. Au Canada, la Constitution ne garantit pas que le jury soit entièrement ou partiellement constitué de personnes appartenant au groupe linguistique de l'accusé. L'article 133 de l'A. A. N. B. est trop restreint pour être interprété comme assurant le droit à un jury de la même langue que l'accusé. Le Code criminel ne prévoit de procès devant jury mixte qu'au Québec et au Manitoba. Au Québec également on a droit à un jury entièrement anglophone ou francophone, selon le cas. Le Code de procédure civile du Québec assure des droits semblables. Mais aucune autre juridiction n'autorise de jurys qui ne soient anglophones.

Les procès  
devant jury

1. De fait, de 1950 à 1964, 94 % des causes de droit civil québécois ont été entendues par ce groupe. Il faut également se rappeler que beaucoup de dossiers émanant du Québec soulèvent des questions de droit coutumier (lettres de change, droit administratif, etc.).

#### 4. Tribunaux administratifs

180. Les commissions et bureaux administratifs quasi judiciaires se sont beaucoup développés depuis 1900. Ils assument non seulement les fonctions que leur confie la législation sociale moderne (droit ouvrier et pensions, par exemple), mais ils règlent de plus en plus souvent des affaires traditionnelles (accidents du travail, notamment) que les tribunaux ordinaires étaient impuissants à régler de façon satisfaisante. On constate donc l'extension d'un nouveau type de justice, qui fait passer certains champs de juridiction des tribunaux ordinaires à des organes administratifs plus efficaces et moins attachés aux formes.

181. La justice administrative est assez récente ; il n'est pas étonnant que les Pères de la Confédération ne l'aient pas prévue. Le silence de l'A. A. N. B. à cet égard a entraîné certains doutes sur le statut de ces tribunaux administratifs.

182. La reconnaissance du droit de tous les citoyens à la langue maternelle varie en pratique autant dans les organismes et commissions du gouvernement fédéral que dans ceux du gouvernement québécois ; elle n'est du reste fondée sur aucune exigence des lois. En effet l'A. A. N. B. est muet sur la question ; aucune des lois instituant ces tribunaux administratifs ne traite de la langue des instances. De plus, il ne semble pas qu'aucun de ces organismes ait jamais promulgué de règlement à ce sujet.

183. Nous avons étudié la composition et les pratiques linguistiques de 12 des 15 commissions fédérales les plus importantes : 79 % de leurs membres ont l'anglais pour langue maternelle. Très peu d'entre eux lisent, écrivent ou parlent le français de façon satisfaisante : ce qui les empêche, dans la plupart des cas, d'entendre des causes en français. Le manque d'interprètes et de sténographes bilingues aggrave encore la situation. Par contre, tous les membres francophones sont à l'aise dans les deux langues ou peu s'en faut. Les affaires instruites en français ne sont pas nombreuses (7 % du total), et presque toutes ont leur origine au Québec ; 89 % des décisions sont rendues en anglais.

184. On notera que les tribunaux quasi judiciaires du Québec ne sont pas soumis, eux non plus, à l'article 133. Mais une enquête sur 12 bureaux québécois importants a donné des résultats différents : si 94 % des membres sont francophones, presque tous sont à l'aise dans les deux langues. Environ 85 % des affaires judiciaires se déroulent en français, mais on emploie souvent l'anglais. Comme dans les commissions fédérales, le manque de sténographes bilingues et d'interprètes se fait sentir dans les commissions québécoises. Les jugements sont rendus principalement en français (87 %) et on effectue souvent des traductions en anglais. Les tribunaux administratifs québécois semblent nettement mieux préparés à instruire des causes dans les deux langues ;

en fait, près de 16 % des causes sont entendues en anglais, ce qui est plus du double des causes entendues en français par les commissions fédérales.

### 5. Administration publique

185. Nous l'avons vu, il n'y a pas, dans la Constitution, de disposition qui régit l'emploi des langues dans l'administration publique, tant fédérale que provinciale. Dans ce domaine, toute la législation existante, à l'un comme à l'autre échelon, n'est qu'accessoire.

186. L'examen attentif des lois fédérales et provinciales pertinentes nous amène aux constatations suivantes. Pour ce qui est des avis au public, la législation fédérale ne prescrit pas, de façon générale, leur publication dans les deux langues, sauf au Québec. Le Québec exige habituellement que soient publiés en français et en anglais les avis de caractère général et même nombre d'avis spéciaux. Dans certaines municipalités, les enseignes, les étiquettes, et l'affichage obligatoire obéissent aux mêmes règlements. Dans les autres provinces, on n'emploie que l'anglais. Sauf à l'échelle fédérale et dans la province de Québec, les formulaires doivent être en anglais; cependant, au Manitoba, on doit rédiger les dossiers des employés en anglais ou en français, selon la langue de ces derniers. Bulletins de vote et formulaires ne sont bilingues normalement qu'au Québec.

187. Quant aux exigences statutaires relatives à la connaissance des langues, soit au niveau officiel, soit au niveau professionnel comme, par exemple, par les conseillers municipaux et les pilotes de navigation fluviale, les lois fédérales mettent les deux langues sur un pied d'égalité. On notera cependant une légère préférence pour l'anglais. Au Québec, les deux langues sont généralement sur un pied d'égalité. Dans les autres provinces et dans les territoires fédéraux, presque sans exception, l'anglais seul fait partie des qualifications requises.

188. Enfin, pour ce qui est de la langue des marques et effets de commerce, connaissements et titres divers, le droit fédéral accorde l'égalité au français et à l'anglais, au moins au Québec. Le Québec lui-même stipule l'emploi des deux langues. S'il n'existe aucune loi particulière à l'effet contraire, dans toutes les provinces on peut rédiger dans n'importe quelle langue les contrats et les autres conventions qui seront exécutoires sur démonstration. Les personnes ne parlant ni l'anglais ni le français ne sont pas incapables en droit.

189. Au Canada, la constitution en corporation se fait généralement par lettres patentes émises par les autorités fédérale ou provinciales; d'après la loi fédérale, la raison sociale sera française, anglaise ou bilingue, et les sociétés ou compagnies emploieront l'une ou l'autre langue dans leurs fonctions officielles. Il en est de même au Québec. Dans

Les avis au public

Les exigences linguistiques statutaires

Les effets de commerce

les autres provinces, on paraît disposé à accepter les raisons sociales françaises ou bilingues, mais il semble que ces compagnies doivent tenir leurs écritures et exercer leurs fonctions officielles en anglais.

Les ententes  
fédérales-  
provinciales

190. De nombreuses activités gouvernementales au Canada sont régies par des ententes fédérales-provinciales. Ces ententes sont des actes administratifs plutôt que législatifs, même si, à l'occasion, elles s'appuient sur des lois. En d'autres termes, elles prennent normalement la forme de conventions entre Ottawa et les divers gouvernements provinciaux. Elles sont nombreuses et couvrent l'éventail complet de l'administration publique. Les recherches de la Commission ont révélé que toutes les ententes avec les provinces soumises au régime du droit coutumier sont négociées, rédigées et signées en anglais seulement. À l'égard du Québec, la pratique varie considérablement, non seulement d'un ministère à l'autre, mais même à l'intérieur d'un ministère donné. Certaines ententes ont des versions officielles en anglais et en français ; d'autres sont rédigées dans les deux langues, mais une seule fait foi en cas de conflit. Diverses ententes avec le Québec sont en anglais ou en français seulement, et accompagnées d'une traduction plus ou moins officielle ; d'autres sont unilingues, sans traduction. Au moins un ministère fédéral a pour habitude de soumettre à l'examen de son homologue québécois, le texte français des ententes négociées. Mais, en fait, la politique régissant la langue des documents officiels est extrêmement variable. Enfin, si certains ministères préfèrent conclure leurs accords en français seulement, pour éviter tout conflit entre les textes, d'autres n'admettent que l'anglais.

191. Le Québec est la seule province avec laquelle des ententes soient signées en français. Les neuf autres provinces n'ont jamais signé le texte français d'un accord fédéral-provincial. Pourtant, tous les accords signés avec le Québec ne sont pas en français, ni même bilingues. Les organismes fédéraux intéressés ne rédigent d'abord qu'en anglais, quelle que soit la langue finalement employée. Mais une fois les deux versions signées, on semble leur reconnaître une égale valeur officielle. Nous avons observé une pratique curieuse relativement à certaines ententes fédérales-provinciales : on les fait signer en anglais, ou bien dans les deux langues, par le Québec, et en anglais seulement par les autres provinces. Ceci peut évidemment amener des conflits. Notons, enfin, qu'apparemment les mêmes variations se retrouvent dans les ententes signées par le Québec avec d'autres provinces.

Les accords  
internationaux

192. La langue des accords internationaux est soumise aussi à maintes variations. La responsabilité du texte final de tous les accords canadiens relève de la direction des Affaires juridiques du ministère des Affaires extérieures, laquelle participe parfois aussi aux négociations. Le ministère a toujours observé la règle suivante : quand le Canada



signe un traité, au moins l'un des textes officiels doit être en anglais ou en français. Toutefois, en janvier 1965, le Canada a signé pour la première fois les versions anglaise et française d'un accord<sup>1</sup>.

193. La Commission a fait une étude sur la langue des accords internationaux conclus par le Canada. Depuis 1928 — année où il établit pour ainsi dire son autorité sur les affaires étrangères — jusqu'à 1965, le Canada a signé 239 traités bilatéraux et 228 multilatéraux. Seulement 25 des premiers (ou 10 %) avaient une version française. Au reste, 24 ont été signés soit avec la France, soit avec la Suisse ou la Belgique, pays où le français est aussi langue officielle. En d'autres termes, le Canada a surtout employé l'anglais plutôt que le français ou les deux dans ses traités bilatéraux. Pour ce qui est des traités multilatéraux, 162 (ou 71 %) ont au moins une version française. Mais ici, le choix des langues ne relève guère du Canada : on rédige de plus en plus les traités multilatéraux dans les cinq langues officielles des Nations unies, dont l'anglais et le français.

194. Tout aussi révélateurs sont les échanges de notes diplomatiques entre le Canada et divers États. Le ministère des Affaires extérieures décide normalement de la langue des notes du Canada. Nous avons étudié 463 notes adressées de 1928 à 1965. Seulement 22 (ou 5 %) sont en français, dont 18 envoyées à la France, à la Suisse ou à la Belgique. Il n'est donc pas inusité pour le Ministère d'adresser à des États francophones des notes rédigées en anglais seulement.

195. L'usage québécois est encore plus révélateur. Nos recherches ont établi que la plupart des ententes conclues par le Québec avec des autorités anglophones du Canada ou avec un État étranger sont rédigées en anglais seulement. Une traduction officieuse est insérée dans les dossiers du gouvernement, mais elle ne fait pas foi. Les ententes avec des administrations francophones sont le plus souvent en français.

## 6. *Administration municipale*

196. En vertu de l'A. A. N. B., les municipalités relèvent de la compétence provinciale. Mais l'article 133 n'y fait pas allusion ; la langue n'est l'objet d'aucune garantie constitutionnelle.

197. À l'heure actuelle, en vertu de lois provinciales, tous les gouvernements municipaux du Québec sont bilingues dans une mesure variable. On trouve aussi un certain degré de bilinguisme de fait dans certaines régions du Nouveau-Brunswick et ailleurs au Canada.

198. Toutes les villes importantes du Québec ont été constituées en vertu d'une loi spéciale, ou par lettres patentes, et sont soumises à la

1. Accord entre le Canada et les États-Unis sur les produits de l'industrie automobile.

Loi des cités et villes<sup>1</sup>, qui stipule que tous les avis au public doivent être rédigés et publiés dans les deux langues. De même, aux termes du Code municipal, les règlements doivent être publiés en anglais et en français, mais le gouvernement, sur demande, peut lever cette prescription<sup>2</sup>. En ce qui a trait aux séances du conseil, la Loi des cités et villes ne contient aucune disposition relative aux langues, mais sous l'empire du Code municipal, on peut s'exprimer en anglais ou en français.

Dans le  
Québec

199. Nous avons adressé un questionnaire à 34 des municipalités les plus importantes du Québec. Des réponses reçues, 17 sont utilisables aux fins de notre enquête. Une seule de ces municipalités affirme que tous ses règlements sont rédigés dans les deux langues. Des 16 municipalités qui ne rédigent leurs règlements qu'en français, 9 ne les publient qu'en cette langue. Par ailleurs, si dans ces 16 municipalités, les débats, aux réunions du conseil, se déroulent habituellement en français, tous les procès-verbaux, selon les 17 réponses reçues, ne sont rédigés qu'en cette langue. Toutes ces municipalités cependant respectent la règle du bilinguisme relativement aux avis publics et, généralement aussi, aux affiches et à la signalisation routière. La situation était la même pour les pancartes de sécurité et les étiquettes obligatoires. Des 17 municipalités, 16 rédigeaient dans les deux langues les contraventions et les diverses sommations. Mais quelque 90 % du courrier expédié ou reçu était en français. À la lumière de ces faits, il nous paraît évident que, dans les régions du Québec où la population est presque totalement francophone, l'anglais n'est guère utilisé dans les affaires municipales.

Au Nouveau-  
Brunswick

200. Au Nouveau-Brunswick, cinq villes à prépondérance francophone que nous avons étudiées, rédigent leurs règlements en anglais seulement, mais publient à l'occasion leurs avis dans les deux langues. Leur correspondance se fait en anglais, sauf dans le cas d'Edmundston, où elle s'effectue en français à raison de 40 %. Mais il convient de rappeler que, jusqu'à récemment, il n'y avait pas de dispositions sur la langue dans la législation du Nouveau-Brunswick<sup>3</sup>.

Dans les autres  
provinces

201. Dans les autres provinces, il n'existe guère de prescriptions légales en matière de langue. Cependant la Loi des districts municipaux de l'Alberta<sup>4</sup> prévoit qu'on doit savoir lire et écrire l'anglais pour se présenter à une élection municipale. La Loi des villes de l'Alberta<sup>5</sup> contient une clause analogue. Au Manitoba, les statuts des villes de Brandon et East Kildonan stipulent la connaissance de l'anglais

1. S. R. Q. 1964, chap. 193. Cette loi s'applique, à défaut de dispositions particulières de la charte d'une municipalité.

2. Nous avons pu constater que nombre de municipalités publient leurs règlements en français seulement, sans avoir obtenu l'exemption exigée par la loi.

3. Voir la note du § 119.

4. Municipal Districts Act, R. S. A. 1955, chap. 215, art. 85.

5. Alberta City Act, R. S. A. 1955, chap. 42.

comme condition d'éligibilité aux charges de maire et de conseiller<sup>1</sup>. Enfin, la Loi du Winnipeg métropolitain<sup>2</sup> impose, comme condition d'éligibilité aux conseils de la région métropolitaine de Winnipeg, de « pouvoir lire l'anglais ou le français et de pouvoir l'écrire sous dictée ».

202. Nous n'avons pas découvert, au cours de notre enquête, une seule municipalité où la langue de la minorité anglophone ou francophone ait été interdite dans l'administration, si petite que fût cette minorité. Nos recherches nous ont montré en fait que certaines municipalités du Nouveau-Brunswick utilisent largement le français.

#### *D. Les droits linguistiques dans l'enseignement*

203. Le droit linguistique tel que nous l'avons défini consiste dans une garantie juridique particulière accordée à une langue donnée ; cette garantie peut comporter une reconnaissance à la fois formelle et pratique de cette langue. Le régime des écoles publiques est un domaine essentiel à la réalisation de ce droit, puisque l'enseignement est la première ligne de défense de la langue, et donc de la culture d'un peuple. Selon l'A. A. N. B., l'enseignement relève des provinces. Là où le groupe linguistique anglais ou français est en majorité, on peut s'attendre à ce que les lois qui ont trait à la langue d'enseignement et les institutions qui en découlent correspondent aux aspirations de la majorité. Ainsi au Québec, la majorité francophone attache une importance particulière à l'étude de sa langue pour l'épanouissement de sa culture.

204. Mais ce qui va vraiment nous révéler l'état des droits linguistiques au Canada, c'est la situation faite à chacune des minorités provinciales de langue anglaise ou de langue française dans l'enseignement. Nous nous intéressons principalement ici au statut du français, et aux possibilités offertes aux francophones en dehors de la province de Québec en ce qui concerne leur langue et leur culture. Si grande est la protection accordée à la langue anglaise au Québec qu'il n'est guère possible de comparer la situation de la minorité anglophone québécoise à celle des minorités francophones des autres provinces.

205. Dès le début du Régime anglais, les communautés anglophone et francophone se sont dotées d'écoles distinctes, répondant à leurs besoins propres. Aussi, lorsqu'à la suite de l'Acte d'Union de 1840, il y eut effort pour fondre les communautés du Haut et du Bas-Canada, il

Les écoles  
confessionnelles

1. S. M. 1955, 3-4 Eliz. II, chap. 86, art. 7, § 1 et S. M. 1957, 5-6 Eliz. II, chap. 80, art. 11, § 1b.

2. Metropolitan Winnipeg Act, S. M. 1960, 8-9, Eliz. II, chap. 40.

s'avéra qu'un système scolaire commun était impossible. On maintint donc au Bas-Canada les écoles confessionnelles indépendantes, tant catholiques que protestantes, reconnues par l'Assemblée en 1824, et qui étaient soutenues par l'État ; dans le Haut-Canada, le système, protestant dans son ensemble, comprenait quelques institutions catholiques.

206. Aux termes de l'article 93 de l'A. A. N. B., l'enseignement est attribué aux provinces, mais sont néanmoins garantis les droits confessionnels qui existaient en vertu de la loi à l'époque de la Confédération. Toute atteinte aux droits scolaires des minorités religieuses pouvait faire l'objet d'un redressement par le Parlement central. Cela toutefois ne garantit ni à l'anglais ni au français leur place comme langues d'enseignement dans le système scolaire ; ce n'est que dans la province de Québec que ces droits statutaires distincts pour les catholiques, qui étaient francophones en grande majorité, et pour les protestants, pour la plupart anglophones, entraînèrent en même temps la protection *de facto* mais non *de jure* de l'anglais et du français comme langues d'enseignement. Cette association de la langue et de la religion ne valut, dans aucune autre province à l'époque de la Confédération, une protection équivalente pour la langue maternelle des élèves des écoles « séparées ». En Ontario, par exemple, la garantie confessionnelle ne comporte pas le français comme langue d'enseignement dans les écoles séparées, vu l'importance numérique des catholiques anglophones dans cette province.

207. Sauf la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard, où il n'y a pas d'écoles confessionnelles, les provinces créées après 1867, ou qui par la suite se sont rattachées au Canada, ont reconnu à des degrés divers le principe des écoles séparées mais subventionnées, fondées sur la religion. On trouve la reconnaissance de ces droits dans la constitution du Manitoba en 1870 (et leur abrogation par une loi provinciale en 1890) ; dans la constitution de la Saskatchewan et de l'Alberta en 1905 ; dans les conditions d'admission de Terre-Neuve en 1949 et dans diverses lois fédérales s'appliquant aux Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Mais dans chaque cas, c'est sur la confessionnalité plutôt que sur la langue qu'on met l'accent ; quand le Conseil privé eut statué en 1917 que les écoles séparées reposaient sur des distinctions confessionnelles et non pas linguistiques, l'école confessionnelle cessa en droit constitutionnel de fournir des garanties précises quant à l'utilisation d'une langue donnée.

La langue  
d'enseignement

208. La législation provinciale est parfois d'une étonnante imprécision à l'égard de la langue d'enseignement. Dans la plupart des provinces, la loi de l'instruction publique, ou son équivalent, ne fait nullement état de la langue d'enseignement ; ainsi dans les provinces de l'Atlantique, au

Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, ni l'anglais ni le français ne jouissent d'un statut juridique spécial<sup>1</sup>. Les lois sur l'éducation dans les trois provinces des Prairies sont exceptionnelles, car on y déclare l'anglais langue officielle de l'enseignement. Depuis les modifications apportées aux lois en 1967 cependant, le français peut être langue d'enseignement, avec permission expresse, pendant au plus la moitié des heures de classe, chaque jour, au Manitoba et pour des durées moindres en Saskatchewan<sup>2</sup>. Sauf dans ces deux provinces, les lois sont muettes sur le droit pour la minorité linguistique officielle de recevoir l'enseignement en sa propre langue dans les écoles provinciales. Il faut examiner l'usage en cours pour découvrir les droits linguistiques *de facto* de ces minorités dans le domaine de l'éducation.

209. Malgré l'absence de protection juridique pour l'anglais comme langue scolaire, le Québec continua à respecter la tradition non écrite qui associait droits linguistiques et droits religieux<sup>3</sup>. L'histoire des privilèges linguistiques dans les autres provinces est bien différente. Les gains réalisés ont exigé des efforts vigoureux et persistants de la minorité francophone. Si parfois elle a bénéficié de la collaboration ou du simple consentement tacite des fonctionnaires provinciaux, le plus souvent elle s'est heurtée à de grandes difficultés financières et administratives.

### E. Conclusion

210. Cette brève analyse des droits linguistiques au Canada démontre que les lois en vigueur sont très loin de traduire dans la réalité la

1. Terre-Neuve, voir *The Education Act*, R. S. Nfld. 1952, chap. 101.

Île-du-Prince-Édouard, voir *The School Act*, R. S. P. E. I. 1951, chap. 145.

Nouvelle-Écosse, voir *The Education Act*, R. S. N. S. 1954, chap. 78.

Nouveau-Brunswick, voir *The New Brunswick Schools Act*, R. S. N. B. 1952, chap. 204 et 1966, chap. 24.

Québec, voir *Loi de l'Instruction publique*, S. R. Q. 1964, chap. 235.

Ontario, voir *The Department of Education Act*, R. S. O. 1960, chap. 94 ; *The Public Schools Act*, R. S. O. 1960, chap. 330 ; *The Schools Administration Act*, R. S. O. 1960, chap. 361 ; *The Secondary Schools and Boards of Education Act*, R. S. O. 1960, chap. 362 ; *The Separate Schools Act*, R. S. O. 1960, chap. 368.

Colombie-Britannique, voir *Public Schools Act*, R. S. B. C. 1960, chap. 319.

2. Manitoba, voir *The Public Schools Act*, R. S. M. 1954, chap. 215, art. 240 et S. M. 1966-1967, chap. 49.

Saskatchewan, voir *The School Act*, R. S. S. 1965, chap. 184, art. 209 et S. S. 1967, chap. 35, art. 11.

Alberta, voir *The School Act*, R. S. A. 1955, chap. 297, art. 190, 385, 386 (mod. S. A. 1964, chap. 82, art. 43), 387.

3. Ce respect pour « les droits acquis » a été maintenu jusqu'à présent au Québec. La Commission Parent qui offre un grand nombre de recommandations ayant pour but de moderniser et de consolider le programme et les institutions d'éducation dans cette province, continue d'adhérer au principe de l'éducation soutenue par l'État, catholique ou protestante, avec l'anglais ou le français comme langue d'enseignement selon le désir des parents.

notion d'un pays fondé sur l'égalité de deux communautés linguistiques. Certes les droits linguistiques sont de plus en plus reconnus et ce progrès se poursuit. Mais cette évolution a été intermittente et a subi de nombreux reculs. Il n'y a pas de régime linguistique complet qui consacre le caractère biculturel de l'ensemble du pays et qui soit fondé sur des droits bien définis et pleinement reconnus.



211. Nous avons jusqu'ici décrit et expliqué la situation présente du bilinguisme au Canada. La deuxième partie de ce livre sera consacrée à l'avenir des langues officielles au Canada. D'une manière générale, nous y exposerons les dispositions que doivent prendre les pouvoirs publics pour assurer un statut égal à l'anglais et au français. Après avoir pesé l'expérience de quelques pays étrangers, nous traiterons de ce que les pouvoirs publics devraient entreprendre dans l'immédiat pour mettre en pratique certains principes directeurs. Nous montrerons l'action requise, à chaque niveau de gouvernement, et la transformation nécessaire du régime linguistique de la capitale fédérale. Nous verrons ensuite le prolongement de cette action au niveau provincial dans le domaine de l'éducation. Dans un dernier chapitre, nous exposerons les amendements constitutionnels que nous considérons nécessaires afin d'assurer un statut égal à l'anglais et au français, et nous décrirons la législation qui nous paraît indispensable à l'instauration d'un régime d'égalité linguistique au Canada.

212. Bref, nous allons recommander un nouveau statut des langues officielles au Canada. Nous ne proposerons pas le simple replâtrage d'une situation peu satisfaisante : nous présenterons une nouvelle conception de ce qu'est un pays officiellement bilingue, à quoi correspondront des droits nouveaux ou mieux garantis pour les deux langues officielles du Canada. C'est donc d'une véritable planification linguistique qu'il va s'agir.

Un nouveau  
statut

213. Il est sûr qu'à bon nombre cette idée de planification apparaîtra insolite. En effet, dans tous les secteurs qui échappent à l'article 133 de l'A. A. N. B., les Canadiens ont l'habitude du désordre linguistique au sein duquel ils vivent. Une grande partie d'entre eux, en



particulier ceux qui habitent les régions unilingues, n'ont même à peu près jamais l'occasion de prendre conscience de ce désordre et des inconvénients parfois très graves qui en résultent. Nous n'avons pas cessé de les constater au cours de cette enquête, et nous avons tenté, dans les pages précédentes, de montrer les inconséquences et les inégalités qu'entraîne la quasi-absence de règles claires en cette matière. Nous croyons que des droits formels doivent dorénavant remplacer les simples tolérances ou accommodements, et qu'à un bilinguisme de fait plus ou moins précaire, toujours discuté et inégalement accepté selon les régions, il faut substituer un bilinguisme officiel.

Les langues  
officielles

214. L'expression « langue officielle » peut être ambiguë, car le mot « officiel » a divers sens, comme en témoignent les dictionnaires les plus courants. Cependant, d'après le *Petit Larousse*, officiel « se dit de tout ce qui est annoncé, déclaré, ordonné par une autorité reconnue » ; d'après l'*Oxford Concise Dictionary*, ce mot signifie « *properly authorized* », formule plus ramassée, mais de même orientation. Dans ce sens très général, toute décision d'une autorité compétente — un ministre ou un sous-ministre — aurait un caractère officiel. Par ailleurs, au Canada l'usage donne souvent un sens plus restreint à ce mot lorsqu'il s'agit des langues. En effet on applique le terme officiel aux institutions affectées par l'A. A. N. B., notamment aux parlements, aux lois et aux tribunaux fédéraux et québécois. Ainsi on dira souvent : « Québec est la seule province officiellement bilingue », parce qu'elle est la seule province dont le nom soit mentionné à l'article 133. La garantie qui protège l'anglais et le français dans le Québec n'est pas soumise aux décisions arbitraires d'un fonctionnaire, d'un ministre, d'un gouvernement ou même d'une assemblée législative particulière ; elle a donc le plus haut degré possible de permanence. Sans aller jusqu'à accepter cet usage restreint, la Commission en tiendra compte : elle n'appellera officielles que les décisions d'ordre linguistique les plus stables et les plus formellement établies par l'autorité politique et protégées par un statut. Ainsi, pour nous, une langue ne sera officielle que dans la mesure où elle aura reçu la protection des lois. Et le bilinguisme officiel, c'est-à-dire la reconnaissance de l'anglais et du français comme langues officielles, découlera de l'ensemble des droits expressément garantis à l'anglais et au français par des textes de loi qui en assurent l'usage<sup>1</sup>. Ce faisant, nous ne contestons pas l'importance de la

1. Suivant cette définition, toute province ayant une loi qui reconnaît l'usage des deux langues, ne fût-ce que dans un seul domaine, est dans une certaine mesure, « officiellement bilingue ». Pour des raisons d'ordre pratique, nous réserverons toutefois dans notre rapport l'expression « officiellement bilingues » aux seules provinces où l'ensemble des droits linguistiques correspondront à ceux du nouvel article 133, alinéa 2, tel que nous le proposerons plus loin (voir § 418).

coutume ni, à plus forte raison, les décisions que l'autorité politique exprime dans des réglementations. Par ailleurs, nous ne donnerons ce sens restrictif au mot officiel que dans le cas des langues.

215. Comme on l'a vu au chapitre III, le Canada est à un certain degré un pays officiellement bilingue, grâce surtout à l'article 133 de l'A. A. N. B. Mais il l'est bien incomplètement, si l'on mesure la situation à la lumière du principe de l'égalité des deux langues officielles.

216. Dans ce chapitre, nous allons commencer par regarder de plus près quelques pays aux prises avec des problèmes linguistiques analogues à ceux du Canada. Puis nous dégagerons les principes directeurs d'un bilinguisme canadien viable.

#### *A. L'expérience de quatre pays*

217. Comme nous l'avons dit plus haut (§ 38), il n'y a qu'un petit nombre de pays qui aient accordé à leurs minorités linguistiques un véritable régime d'égalité. Nous avons fait porter notre étude sur quatre d'entre eux : la Finlande, la Belgique, la Suisse et la République sud-africaine<sup>1</sup>. En étudiant les problèmes et les solutions de chacun, nous n'espérons pas trouver un plan immédiatement applicable au Canada — car chaque pays est un cas d'espèce — mais plutôt arriver à une meilleure compréhension des principes linguistiques adoptés dans ces collectivités, découvrir des idées fructueuses, éviter des voies sans issue.

218. Les deux langues principales de la Finlande sont le finnois et le suédois. Elles y voisinent depuis très longtemps. C'est que la Finlande a fait partie du royaume de Suède pendant 600 ans. Mais leur égalité devant la loi est un fait de notre époque. Antérieurement, le suédois était la langue des études, de l'administration, de l'église et du commerce ou, en d'autres termes, celle des classes instruites et, plus particulièrement, de la fonction publique, du clergé et de l'élite économique. Mais, vers 1840, les forces du nationalisme finnois ont

Finlande

1. À l'appendice v, pp. 218 et 219, on trouvera la liste des études exécutées pour la Commission sur ces quatre pays.

commencé à prendre de l'ampleur et le mouvement devait aboutir à la Constitution de 1919. Le finnois et le suédois ont été déclarés langues nationales de la Finlande, le droit étant garanti aux citoyens d'employer l'une ou l'autre dans leurs relations avec les autorités administratives. Et l'article 14 de la constitution renfermait le passage ci-après : « Les droits de la population de langue finnoise et de celle de langue suédoise [devront] être sauvegardés selon des principes identiques<sup>1</sup>. »

219. Cette promesse absolue d'égalité étonne, de prime abord, car la minorité de langue suédoise ne formait que 11 % de la population en 1919. Elle avait déjà été de 14 % en 1880, et déclinerait encore par la suite ; en 1960, elle était de 7 %, soit 331 000 habitants sur une population totale de 4 100 000. La force numérique du groupe finnois explique sans doute qu'il ait mis relativement peu de temps à établir la parité avec le groupe de langue suédoise ; en outre, l'égalité officielle d'aujourd'hui entre les deux langues tient surtout à la prédominance antérieure de la communauté suédoise. Autre facteur important à cet égard, le suédois est utile dans les contacts croissants entre les Pays Nordiques : le statut du suédois affirme l'appartenance de la Finlande à ce groupe.

220. La langue semble être rarement sujet de mésentente sérieuse en Finlande, bien qu'il n'en ait pas toujours été ainsi. Comme la minorité suédoise est peu considérable et le bilinguisme individuel peu répandu (en 1960, quelque 11 % connaissaient les deux langues), on accepte des deux côtés que l'égalité dont il est question dans la constitution soit surtout mise en œuvre selon un principe de territorialité. Celui-ci limite à certaines régions définies le droit pour l'individu de bénéficier des services publics en sa propre langue. Comme la population de langue suédoise n'est pas disséminée dans tout le pays<sup>2</sup>, qu'au contraire elle se concentre dans les zones du littoral et dans certaines agglomérations, cette restriction n'a pas l'importance qu'on pourrait croire.

1. L'énoncé complet de l'article 14 est le suivant :

- Le finnois et le suédois sont les langues nationales de la République.
- Le droit des citoyens finlandais d'employer devant les tribunaux et devant les autorités administratives, dans leurs propres affaires, leur langue maternelle, le finnois ou le suédois, et d'obtenir leurs expéditions en cette langue sera garanti par voie de législation, les droits de la population de langue finnoise et de celle de langue suédoise devant être sauvegardés selon des principes identiques.

• L'État subviendra aux besoins intellectuels et économiques de la population de langue finnoise et de celle de langue suédoise selon des principes identiques. »

2. Ce degré de concentration ressort de la ventilation des 548 communes de la Finlande selon le pourcentage de leurs habitants de langue suédoise en 1960.

| % de la collectivité de<br>langue suédoise | nombre de communes |
|--|--------------------|
| 90 % et plus                               | 46                 |
| de 50 à 89 %                               | 33                 |
| de 10 à 49 %                               | 11                 |
| moins de 10 %                              | 458                |
|  | 548                |

221. L'unité administrative locale, en Finlande, est la commune. Celle-ci sera officiellement bilingue si elle compte dans son territoire une minorité linguistique d'au moins 10 % de sa population ou d'au moins 5 000 personnes. Si l'importance de la minorité est moindre, la commune sera unilingue et de même langue que la majorité, le finnois ou le suédois selon le cas. Une ou plusieurs communes peuvent former un arrondissement de recensement ; il sera unilingue si les communes qui le composent sont toutes de même langue. Mais si l'on y trouve des communes unilingues de langues différentes ou bilingues, cette circonscription plus étendue sera considérée comme bilingue. Les districts scolaires, dont les frontières ne coïncident pas nécessairement avec celles des autres circonscriptions, font l'objet de dispositions analogues : à partir d'un nombre donné d'élèves de langue finnoise ou de langue suédoise, ils doivent assurer à tous ces élèves l'enseignement dans leur langue respective.

222. Voilà, *grosso modo*, comment le peuple finlandais s'est doté d'un régime d'égalité linguistique. En soumettant, sans distinction, les minorités des deux groupes au principe de la territorialité de leurs droits linguistiques, selon les chiffres du dernier recensement, il observe le principe constitutionnel d'égalité. D'autre part, il n'a jamais méconnu les limites d'ordre concret à la prestation des services égaux, imposées par la situation démographique et l'histoire.

223. La Belgique fait contraste avec la Finlande : on y trouve deux groupes linguistiques d'importance comparable<sup>1</sup>. Entre 1910 et 1947, dernière année où l'on posait dans le recensement la question sur la langue la plus fréquemment utilisée, l'importance relative des deux communautés est demeurée à peu près constante. Si les habitants de langue néerlandaise et ceux de langue française constituaient respectivement 52 et 43 % de la population en 1910, les pourcentages correspondants étaient de 53 et 42 en 1947<sup>2</sup>. Sur 8 500 000 habitants, 18 % à peu près étaient bilingues. En 1963 le total de la population était passé à 9 300 000. Au point de vue linguistique, la Belgique peut être divisée en trois régions : au Nord de la frontière linguistique qui traverse le pays d'Est en Ouest, se trouvent surtout les Flamands, de langue néerlandaise ; au Sud, vivent les Wallons, francophones ; dans la capitale,

Belgique

1. Autre disparité : la constitution belge de 1831 ne renfermait aucun énoncé sur l'égalité des langues. L'article 23, le seul se rapportant à la langue, était conçu ainsi : « L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif ; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ». Comme on le verra plus loin cependant, l'emploi des langues a fait l'objet d'une législation volumineuse au cours des dernières décennies.

2. À peu près 1 % de la population parlait l'allemand en 1947, et 4 %, d'autres langues. Les Belges de langue allemande jouissent d'un statut spécial de minorité dans certaines régions, le long de la frontière orientale.

Bruxelles, et ses environs, et le long de la frontière linguistique, on trouve les uns et les autres dans des communes mixtes.

224. Comme en Finlande, le groupe linguistique le moins nombreux — le groupe francophone — occupait jusqu'à récemment une position prédominante. Il y avait à cela diverses raisons. Tout d'abord, celle du statut des deux langues, le français étant une langue de rayonnement international, alors que le néerlandais est compris de peu de gens en dehors de la Belgique et de la Hollande. De plus, le français était la langue de l'élite sociale des deux côtés de la frontière linguistique : les différences de langue marquaient alors les différences de classe. Il y avait surtout un clivage économique et religieux. Le Sud, de prédominance francophone, se développait industriellement à une époque où la Flandre était encore agricole pour une bonne part, et si les deux zones étaient catholiques, le Nord était plus rigoureux dans la pratique et avait tendance à considérer le Sud comme un foyer d'anticléricalisme. Dans une certaine mesure, ces attitudes ont engendré des tendances politiques différentes, la Wallonie se situant traditionnellement plus à gauche que le pays flamand.

225. Si les inégalités sociales, économiques et scolaires du siècle dernier ont aujourd'hui largement disparu, la méfiance et l'hostilité mutuelles paraissent interdire tout haut degré de collaboration entre les deux groupes. Malgré le vieillissement de son industrie des débuts et l'affaiblissement de son importance politique, la collectivité francophone du Sud demeure ferme dans son refus d'apprendre le néerlandais. De leur côté, les Flamands, voyant là un affront à leur langue, répugnent de plus en plus à faire seuls les frais de la communication.

226. C'est dans cette conjoncture peu prometteuse que le gouvernement belge a dû élaborer sa législation linguistique. Le régime actuel procède de quatre lois adoptées dans les années 30, qui avaient trait respectivement à la fonction publique, à l'enseignement, à l'administration de la justice et à l'armée. Plutôt que d'améliorer la situation, les deux premières ont déclenché une nouvelle controverse. Comme la population résistait à certaines dispositions et qu'il n'existait pas d'autorité pour veiller à l'application intégrale de ces lois, celles-ci sont demeurées à peu près sans effet.

227. En 1963 le gouvernement a fait adopter de nouvelles lois. Conformément à l'esprit des anciennes, elles sont cependant plus strictes et prêtent à moins d'exceptions. Elles prévoient en outre la création d'un organe, la Commission permanente de contrôle linguistique, pour surveiller leur mise en œuvre impartiale et équitable. Fondamentalement, cette législation suppose la séparation physique des deux communautés linguistiques, et tend à favoriser encore davantage la division du pays en deux zones unilingues officielles. Au Nord de la frontière linguis-

tique, les services administratifs sont dispensés dans la seule langue néerlandaise ; au Sud, le français seul est employé. De même, les écoles émergeant au budget public doivent utiliser, comme langue d'enseignement, le néerlandais au Nord, et le français au Sud. D'autre part, les documents qui intéressent l'ensemble du pays continueront de paraître dans les deux langues ; Bruxelles et ses environs reçoivent un statut particulier de bilinguisme. En d'autres termes, la Belgique a voulu mettre fin à l'animosité entre ses deux principales communautés linguistiques par une application particulière du principe de territorialité ; celui-ci suppose, sauf dans la région de la capitale, une séparation physique des deux langues qui garantit et stabilise l'emploi du néerlandais dans le Nord, et du français dans le Sud.

228. La Suisse est peut-être l'exemple d'État multilingue le mieux connu. Depuis l'adoption de la constitution fédérale en 1848, l'allemand, le français et l'italien y ont statut de langue officielle, malgré la disparité numérique considérable entre les trois communautés<sup>1</sup>. Au recensement de 1960, la population du pays s'élevait à 5 400 000 habitants ; sur ce total, 74 % avaient l'allemand pour langue maternelle, contre 20 et 4 respectivement pour le français et l'italien<sup>2</sup>. Chacune de ces trois langues est parlée dans les pays contigus à la Suisse, ce qui compense dans une certaine mesure la disparité numérique entre les principales communautés du pays.

Suisse

229. La Suisse est un État fédéral. Le gouvernement central y est officiellement trilingue, mais des 25 cantons<sup>3</sup> qui composent la fédération, 21 sont unilingues. L'allemand est la langue officielle de 17 d'entre eux, le français de 3 et l'italien, d'un seul. On voit donc que la Suisse, pays officiellement multilingue — et elle l'est réellement au niveau fédéral — est, en fait, constituée principalement d'entités régionales unilingues (tantôt allemandes ou françaises, tantôt italienne) ; même les 4 cantons qui ne sont pas officiellement unilingues — 3 sont bilingues et un, trilingue — reflètent cette caractéristique du pays en ce qu'ils se composent principalement de zones unilingues avec institutions bilingues au palier du gouvernement cantonal.

230. Dans le cas de la Belgique, la coïncidence de la frontière linguistique avec la démarcation sociale, économique et religieuse exacerbe le problème linguistique. Ce phénomène ne s'est pas produit en

1. L'article 116 de la constitution suisse, compte tenu de la modification de 1938, se lit ainsi : « L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont les langues nationales de la Suisse. Sont déclarées langues officielles de la Confédération : l'allemand, le français et l'italien. »

2. Le romanche, parlé par 1 % de la population, a reçu le statut de langue nationale en 1938. On notera en outre que la répartition linguistique n'a guère changé au cours des années. En 1880, l'allemand était la langue maternelle de 71,3 % de la population, le français de 21,4, l'italien de 5,7 et le romanche de 1,4.

3. Plus exactement, elle se compose de 22 cantons, dont 3 sont divisés en deux.

Suisse. Sur 17 cantons germanophones, 8 ont une majorité protestante et 9 une majorité catholique. Des 3 cantons francophones, 2 sont protestants de manière prédominante, et l'autre est mixte.

231. Si ces imbrications ont contribué à la paix « linguistique » relative<sup>1</sup> de la Suisse, il en a été de même du respect des droits des minorités par le groupe majoritaire. Ce respect est manifeste dans l'application suisse du principe de la territorialité des droits linguistiques qui procède, non du droit écrit, comme c'est le cas en Finlande et en Belgique, mais d'une longue tradition d'autonomie cantonale. Chaque canton, quelque faible et exigu qu'il soit, jouit du droit reconnu de protéger son originalité culturelle et linguistique contre les périls extérieurs ; il peut même compter, pour cela, sur le concours fédéral. La langue traditionnelle du canton est donc utilisée dans l'enseignement et les services administratifs. Il va de soi que le citoyen arrivant d'une autre zone linguistique doit apprendre la langue de son nouveau milieu et, s'il s'y établit, s'intégrer entièrement en confiant ses enfants aux écoles du canton.

232. Cette ligne de conduite est de règle tant pour les germanophones venant s'établir dans un canton de langue française ou italienne que pour un Suisse francophone ou italophone allant se fixer dans un canton de langue allemande. Le cas de Berne constitue une exception à cette règle sur le plan scolaire. Cette ville, bien que capitale fédérale d'un pays trilingue et sise dans un canton bilingue, a l'allemand pour unique langue officielle ; dans ses écoles, c'est la seule langue d'enseignement. Toutefois, une campagne de 15 ans pour procurer des fonds publics à l'école privée de langue française de Berne a abouti à certains résultats récemment. C'est là une exception à la règle de la territorialité qui fut acceptée parce que Berne est la capitale fédérale. Il n'y a pas lieu de prévoir qu'il s'élargisse, car même si le principe en question peut jouer contre les minorités au sein d'un canton, on semble estimer qu'il garantit la vie des minorités française et italienne dans l'ensemble du pays en leur assurant des cantons unilingues bien à elles. Il faut noter que la dimension très réduite des cantons permet généralement à ceux-ci de correspondre assez bien à la répartition des groupes linguistiques.

233. Le choix de la langue du gouvernement cantonal est fondé sur le principe de territorialité. En revanche, au palier fédéral c'est le principe de la personnalité des droits linguistiques qui s'applique. En d'autres termes, l'administration s'exerce dans la langue de l'individu, indépendamment du lieu<sup>2</sup>. Ainsi, le citoyen francophone qui traitera

1. Malgré certaines difficultés, comme celles du Jura.

2. Rappelons que l'autre principe, celui de la territorialité des droits linguistiques, limite à certaines régions définies le droit, pour l'individu, de bénéficier des services publics en sa propre langue.



normalement ses affaires en allemand dans un canton germanophone, pourra employer sa langue maternelle dans ses rapports avec le gouvernement fédéral. Dans les relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux, la langue du canton a cours.

234. Comme la Finlande, la République sud-africaine<sup>1</sup> a affirmé explicitement dans sa constitution que ses deux langues officielles, l'anglais et l'afrikaans, seraient sur un pied d'égalité (article 137<sup>2</sup>). Et autre analogie, cette fois avec la Belgique, les deux principaux groupes linguistiques de race blanche se comparent assez bien, numériquement. En 1960, quelque 58 % désignaient l'afrikaans et 37 % l'anglais, comme première langue du foyer. Ces proportions marquaient un accroissement de 2 % pour l'afrikaans depuis 1936 et une diminution correspondante pour l'anglais. Le reste de la population blanche, soit 5 %, employait à la maison, en 1960, les deux langues officielles ou d'autres langues. On observe un autre point de ressemblance entre la République sud-africaine et la Belgique : le rayonnement international de l'une des deux langues et le caractère régional de l'autre.

République  
sud-africaine

235. Sur le plan linguistique, la République sud-africaine diffère des autres pays par trois points importants. Premièrement, le bilinguisme (anglais et afrikaans) est très répandu : à peu près les deux tiers de la population blanche, en 1960<sup>3</sup>, s'attribuaient la connaissance des deux langues officielles. Deuxièmement, aucune des deux langues n'est autochtone ; elles ont été introduites, comme au Canada, ou transformées par des colons venus d'Europe. Troisièmement, les deux groupes linguistiques sont passablement entremêlés, alors qu'en Finlande, en Belgique et en Suisse, le bilinguisme reposait sur l'existence — naturelle ou favorisée — de régions unilingues. Chacune des quatre provinces de la République sud-africaine renferme une minorité linguistique de 23 à 39 % de sa population blanche. Alors qu'au Canada le quart de la popu-

1. En 1960, la population de l'Afrique du Sud s'élevait à plus de 16 000 000 d'habitants. Toutefois nos études sur ce pays ont porté principalement sur la situation linguistique et culturelle de la population de race blanche ; nos observations ne valent donc que pour celle-ci dont les effectifs étaient, en 1960, de près de 3 100 000, ou 19 % de la population totale.

2. L'article 137 de la Loi constitutionnelle de l'Afrique du Sud est ainsi conçu : « L'anglais et le néerlandais sont les langues officielles de l'Union ; ils seront sur un pied d'égalité et bénéficieront de la même liberté, des mêmes droits et privilèges ; les archives, les procès-verbaux et les journaux du Parlement seront tenus dans les deux langues ; de même les projets de lois, les lois et les communications importantes, et d'intérêt public, émanant du gouvernement de l'Union seront publiés dans les deux langues. »

L'article 137 est une disposition protégée (*entrenched*) qui ne peut être modifiée que par « les deux chambres réunies, en troisième lecture et avec l'accord d'au moins les deux tiers du nombre total des membres » (article 152). En 1925 une modification a rallié la majorité requise ; en voici l'énoncé : « Il est déclaré par les présentes que le terme néerlandais, dans l'article 137, [...] englobera l'afrikaans ».

3. Le bilinguisme est largement répandu dans les deux groupes linguistiques : en gros, 7 sur 10 de ceux qui parlent l'afrikaans au foyer et 6 sur 10 de ceux qui parlent l'anglais au foyer ont dit connaître les deux langues.

lation seulement habite dans les divisions de recensement comptant une minorité anglophone ou francophone de 10 % ou plus, en Afrique du Sud près des sept huitièmes de la population blanche se trouvent dans cette situation<sup>1</sup>.

236. Au moment de l'Union, en 1910, l'anglais prédominait dans l'administration ; il a aujourd'hui cédé la place à l'afrikaans. Les causes de ce renversement sont nombreuses et diverses, notamment le poids du nombre, l'urbanisation croissante des Afrikanders et leur niveau d'instruction de plus en plus élevé. Il en est d'autres toutefois qui se détachent tout spécialement : la ferme détermination au sein du mouvement nationaliste d'assurer aux Afrikanders la place qui leur revenait dans les cercles dirigeants du pays et l'encouragement en ce sens que leur donne depuis quelques années le gouvernement.

237. La République sud-africaine n'applique sous aucune forme, pour sa population blanche, le principe de territorialité. Elle a plutôt adopté, conformément à la garantie constitutionnelle, le principe de personnalité : tout citoyen emploie sa propre langue dans ses rapports avec les autorités officielles<sup>2</sup>. À l'école, chaque enfant reçoit l'enseignement dans sa propre langue ; s'il y a trop peu d'élèves pour former une classe, il aura un maître bilingue dont il pourra recevoir des explications dans sa propre langue.

238. Le principe de personnalité était nécessaire en Afrique du Sud puisque les deux communautés s'entremêlaient dans tout le pays et qu'elles étaient presque d'égale importance ; de plus, il était applicable grâce au niveau élevé du bilinguisme à l'intérieur et à l'extérieur de la fonction publique. C'est là une situation dont nous ne connaissons pas d'équivalent ailleurs et qui a inspiré une conception originale du régime d'égalité linguistique.

239. Avant de conclure, il convient de souligner que le principe de territorialité étant une idée abstraite, les régimes finlandais, belge ou suisse n'en représentent ni l'expression « pure », ni l'application complète. Tous trois, au contraire, admettent dans une mesure variable qu'il soit modifié par le principe de personnalité. Ainsi, en Finlande, les citoyens de langue finnoise et de langue suédoise, où qu'ils se trouvent au pays, jouissent de certains droits linguistiques dans les affaires judiciaires. Le gouvernement belge, dans certains cas, laisse le

1. Au Canada la division de recensement comptait une moyenne de 76 473 habitants en 1961 ; la moyenne sud-africaine était de 60 559 en 1960.

2. On peut noter qu'il n'y a pas, à proprement parler, de capitale. La Loi de l'Afrique du Sud prévoit que le « siège de l'assemblée législative » sera Le Cap, où l'anglais prédomine, que le « siège du gouvernement » sera Pretoria, où l'afrikaans prédomine, et que le tribunal d'appel de la Cour suprême siègera à Bloemfontein, ville également à prédominance afrikaans. En conséquence, la fonction publique est installée à Pretoria, les députés au Cap, et les juges du tribunal d'appel à Bloemfontein. Cette solution est le compromis auquel sont parvenues les diverses colonies qui, au moment de l'Union, voulaient avoir la capitale nationale chez elle.

choix de la langue à celui qui fait usage des services centraux. Mais dans ces deux pays, on s'appuie fermement sur le principe de territorialité. La Suisse, par contre, avec ses gouvernements fédéral et cantonaux, applique, suivant le cas, le principe de territorialité ou de personnalité.

240. Une multitude de facteurs ont joué dans ces quatre pays quand il s'est agi d'instituer un régime d'égalité linguistique ; nous avons remarqué, en particulier, le statut international des langues en présence, les langues en usage dans les pays contigus, la coïncidence de disparités linguistiques avec d'autres disparités sociales, l'attitude de tel groupe envers tel autre, la structure fédérative ou unitaire du pays, la répartition géographique des groupes linguistiques et le niveau du bilinguisme des individus.

En résumé

241. Quand un pays bilingue ou multilingue se compose largement de régions unilingues (Belgique et Suisse), ou qu'on y trouve seulement un petit nombre de régions mixtes (Finlande), le principe de territorialité convient manifestement. Il présente deux avantages : on peut y ménager des régions où la langue de la minorité jouisse d'une priorité garantie et assurer les services publics à l'ensemble de la population dans sa propre langue. Toutefois, là où les membres des deux groupes linguistiques sont disséminés par tout le pays, comme en République sud-africaine, on a estimé que le principe de personnalité convient davantage.

242. La proportion de ceux qui peuvent parler les langues officielles importe également. Nous savons déjà que la République sud-africaine compte un pourcentage exceptionnel de bilingues, ce qui rend possible l'application du principe de personnalité. Ainsi, tout citoyen peut faire usage de sa langue dans ses rapports avec les corps publics dans tout le pays. D'autre part, avec un taux de bilinguisme individuel comparable au taux canadien de 12 %, la Finlande et la Belgique ont opté pour le principe de territorialité.

243. Enfin, nous remarquons que l'importance relative des groupes linguistiques n'a que peu à voir avec l'heureux épanouissement d'un régime d'égalité. Si les deux principales communautés s'équilibrent jusqu'à un certain point en Belgique et en République sud-africaine, les minorités de Finlande et de Suisse sont, en fait, peu considérables. Dans tous ces cas, cependant, une formule a pu être appliquée au problème des langues.

244. On notera que chacun des quatre pays que nous avons étudiés présente des analogies avec le Canada et accuse aussi des disparités vis-à-vis de lui et de chacun des trois autres. Examinons attentivement les plus importantes, et nous commencerons à percevoir, sous de grands traits, jusqu'à quel point les régimes linguistiques existant

Application  
de ces principes  
au Canada

ailleurs conviendraient à la situation canadienne. On peut prévoir que pour appliquer au Canada n'importe lequel des principes que nous avons traités, il faudrait nécessairement, comme dans les autres pays, les adapter à notre cadre institutionnel particulier.

245. Il se dégage au départ certaines similitudes entre le Canada et les quatre autres pays. Dans chacun, deux ou trois groupes linguistiques importants coexistent, et le régime juridique et constitutionnel des cinq comporte un statut officiel pour les langues en cause. Mais les similitudes sont bientôt estompées par les contrastes et c'est à eux que nous nous arrêterons plutôt.

246. Tout d'abord, en examinant les conditions constitutionnelles et juridiques de la reconnaissance accordée aux langues officielles, nous constatons que les quatre pays ont posé, au sujet des langues officielles, un principe d'égalité plus fondamental que l'article 133 de l'A. A. N. B. Outre ce principe de base, la Belgique et la Finlande jouissent d'une législation ferme et nette — sans équivalent au Canada — dans des domaines clefs, tels l'éducation et les services publics. Nous reviendrons sur ce point.

247. Le Canada diffère nettement de la République sud-africaine par le taux de bilinguisme chez les particuliers et par la répartition des langues officielles dans le pays. Seulement 12 % des Canadiens se déclarent bilingues contre 66 % de la population sud-africaine de race blanche. Les minorités de langue officielle au Canada forment moins de 14 % de la population dans 9 des 10 provinces ; en Afrique du Sud les chiffres varient entre 23 et 39 % selon les provinces. Le Canada aurait donc du mal à mettre efficacement en application une politique du type sud-africain, qui embrasse un ensemble complet de services gouvernementaux et scolaires dans les deux langues pour toutes les provinces du pays. Un programme aussi poussé ne semble pas nécessaire dans de nombreuses parties du Canada et, considération plus importante encore, nos ressources actuelles en matière de langue ne nous permettraient pas de le mener à bonne fin.

248. Pour la répartition des groupes linguistiques sur son territoire, le Canada se rapproche davantage des pays européens étudiés. Le taux de bilinguisme des individus y est comparable, *grosso modo*, à ceux de la Finlande et de la Belgique — la Suisse, elle, ne dispose pas de statistiques sur ce point. D'autre part, la Belgique et la Suisse ont une histoire plus ancienne et pendant des siècles leurs frontières linguistiques ont été, en règle générale, d'une extraordinaire stabilité. Dans ces pays, le principe de territorialité repose sur l'idée de frontière linguistique permanente ; celle-ci a été stabilisée en Belgique par des lois et en Suisse par le cloisonnement naturel des montagnes et une tradition séculaire. Or, dans l'Amérique du Nord contemporaine, la population

est si mobile qu'il semblerait irréaliste d'adopter un principe d'une telle rigidité, fût-il considéré comme souhaitable.

249. Sans doute le Canada peut-il tirer inspiration et compréhension de l'expérience diverse des autres pays en fait de régimes linguistiques. Ainsi nous nous proposons d'emprunter et d'adapter au cadre canadien une idée venant de la Finlande<sup>1</sup>. Néanmoins le Canada, comme tout autre pays, doit élaborer une formule qui corresponde à ce qu'il est et à ce dont il a besoin, et qui s'adapte par exemple à son régime fédératif. Comme elle appelle une action sur une réalité très complexe, cette formule, bien entendu, ne saurait être simple.

### *B. La réalité canadienne*

250. Aucun nouveau statut des langues officielles au Canada ne sera donc acceptable s'il ne respecte la réalité canadienne dans son ampleur et sa diversité. Or ici, la réalité première c'est à la fois l'existence et la répartition d'une communauté anglophone et d'une communauté francophone, quelle que soit l'origine ethnique des membres de ces groupes.

251. Interrogée sur la langue maternelle, la démographie linguistique nous a appris que 58 % des Canadiens sont de langue maternelle anglaise et 28 % de langue maternelle française ; la langue maternelle des 14 % qui restent n'est ni l'une ni l'autre des deux langues officielles. Tels sont les pourcentages que nous retiendrons, tout en nous souvenant qu'ils surestiment la force des « autres » langues et qu'ils diminuent l'importance de l'anglais<sup>2</sup>. La démographie nous

1. Dans ce pays, nous l'avons déjà mentionné, chaque commune est classée comme unilingue finnoise, unilingue suédoise ou bilingue, selon les proportions de ses deux communautés linguistiques. Enfin, le régime est souple car, après chaque recensement, on revise la situation pour tenir compte de l'évolution démographique.

2. La réponse à la question du recensement relative aux langues officielles (« Parlez-vous anglais ? français ? ») a permis, en 1961, de dégager les proportions suivantes : 67,4 % des Canadiens parlent exclusivement l'anglais, 19,1 % parlent exclusivement le français, 12,2 % parlent les deux langues, et 1,3 % seulement ne parlent ni l'anglais ni le français. 70 % des bilingues sont d'origine française. Nous avons vu (§ 51) que la catégorie « langues officielles » est fluide : par exemple, la personne qui estime savoir l'anglais peut être un Britannique, un Canadien d'une autre origine mais anglicisée, ou un immigrant de la veille qui s'exprime difficilement dans cette langue — et qui, néanmoins, est considéré comme unilingue anglais. C'est ce qui rend toujours un peu aléatoire l'utilisation de cette catégorie. Cependant, nous nous sommes livrés à des calculs approximatifs qui nous conduisent à estimer que l'aire de l'anglais contient environ 69 % des Canadiens, celle du français, environ 30 %, tandis qu'un peu plus de 1 % de la population ne connaît ni l'une ni l'autre des langues officielles. Si maintenant nous comparons, d'une part, les données du recensement sur la langue maternelle et, d'autre part, nos propres calculs quant aux langues officielles, nous parvenons aux proportions suivantes :

|              | Selon la langue<br>maternelle | Selon les langues<br>officielles |
|--------------|-------------------------------|----------------------------------|
| Anglophones  | 58 %                          | 69 %                             |
| Francophones | 28 %                          | 30 %                             |
| Autres       | 14 %                          | 1 %                              |

Il est probable que la réalité — c'est-à-dire le nombre de personnes pour qui l'anglais, le français ou une autre langue est la langue usuelle — se situe quelque part entre ces proportions.

Des zones  
d'unilinguisme

enseigne aussi qu'il se trouve dans notre pays des régions où n'est parlée exclusivement, ou presque, que l'une des deux langues officielles. Elle souligne enfin l'existence de vastes régions où vivent plus ou moins nombreuses, plus ou moins compactes, des minorités anglophones ou francophones. Il faudra donc respecter ces deux données de base : des régions entièrement dominées par l'une des deux langues officielles, et d'autres où se manifeste le phénomène de la compénétration linguistique.

Les groupes  
minoritaires

252. L'adoption de critères uniformes pour la délimitation de ces zones unilingues sera un facteur d'égalité entre l'anglais et le français. Chaque groupe acceptera plus volontiers, croyons-nous, que sa langue soit absente de telle ou telle région si la même règle s'applique à l'autre langue officielle dans d'autres régions.

253. Cette idée, cependant, pourrait mener loin. Appliquée de façon étroite et rigoureuse, elle appellerait l'instauration officielle d'un unilinguisme français au Québec et d'un unilinguisme anglais dans les autres provinces, avec, au centre, des institutions fédérales bilingues : ce serait le triomphe, au plan provincial, du principe de territorialité. Une telle solution aurait sans doute l'avantage de la simplicité, et elle respecterait la tradition établie dans quelques provinces anglophones. Mais elle conduirait à ne reconnaître de droits qu'aux groupes majoritaires et à opprimer les minorités officielles. Quelle serait en effet sa conséquence immédiate ? Elle priverait de droits linguistiques essentiels tout un ensemble de groupes minoritaires, anglophones dans le Québec, et francophones ailleurs. Elle les placerait dans une situation de pénible inégalité et ce, dans leur propre milieu : ces groupes seraient donc atteints dans leur vie quotidienne, c'est-à-dire dans les activités et les situations qui les touchent plus directement que ne peuvent le faire les institutions centrales. Or il ne s'agit pas pour nous de sanctionner l'égalité des deux groupes dans la privation, dès qu'ils sont minoritaires à l'échelle provinciale ou régionale. Des injustices ne deviennent pas acceptables parce qu'elles sont équitablement réparties.

254. Cette conception conduirait à adopter comme règle générale l'unilinguisme des institutions, et à regarder le bilinguisme comme l'exception consentie quand il n'y aurait pas moyen de faire autrement. Une pareille règle serait injuste et mesquine, car elle ferait bon marché de réalités historiques et sociales solidement enracinées dans le pays. Elle serait même, quoi qu'on nous ait dit, fort peu applicable. Car au mécontentement suscité jusqu'ici par l'unilinguisme anglais, qui existe à des degrés divers dans l'ensemble des provinces anglophones, viendrait s'ajouter l'amertume provoquée dans le Québec par l'unilinguisme français. Peut-être, pour certains esprits, la frustration des uns apparaîtrait-elle comme une juste compensation de celle des autres, mais les

minorités méconnues ou spoliées ne sauraient trouver là qu'une mince consolation. Aussi refusons-nous de chercher de ce côté la diminution des tensions dont souffre le Canada.

255. Notre option va dans le sens de la vie. Dans les domaines et les juridictions que nous aurons à considérer et conformément à l'esprit qui sera, espérons-nous, celui du Canada de demain, nous adoptons comme principe directeur la *reconnaissance par la loi et dans la pratique des deux langues officielles, même là où l'une des deux est parlée par une minorité, dès que, numériquement, celle-ci paraît viable*. Il s'agit là d'une conception positive de l'égalité, selon laquelle les droits linguistiques des minorités officielles sont respectés et mis en valeur aussitôt que les circonstances le permettent, c'est-à-dire quand les membres de ces groupes sont assez nombreux pour les exercer. L'unique problème sera précisément d'évaluer « les circonstances » ; il faudra dans chaque cas procéder à une vérification. Il ne saurait être question, en effet, d'appliquer ce principe aveuglément, sans avoir mesuré les difficultés qu'il entraînerait dans chaque cas. Bref, nous optons pour une formule visant au maximum d'égalité et au minimum d'inconvénients pratiques.

Notre  
principe  
directeur

256. La question va se poser dans toutes les provinces canadiennes car dans chacune d'entre elles se trouve une minorité de langue officielle. Depuis Terre-Neuve et la Colombie-Britannique, où la minorité de langue maternelle française n'atteint pas 2 % de la population, jusqu'au Nouveau-Brunswick où elle en forme 35 %, en passant par le Québec, où la minorité de langue maternelle anglaise est de 13 %, toutes les provinces canadiennes témoignent de la complexité linguistique du Canada. L'on trouve environ 700 000 Canadiens de langue maternelle anglaise au Québec, et environ 850 000 Canadiens de langue maternelle française dispersés dans le reste du pays.

Dans toutes  
les provinces

257. Pour les premiers, il s'agit d'obtenir une confirmation claire et durable de droits déjà acquis et exercés depuis deux siècles, mais qu'une partie de l'opinion québécoise remet en cause. Selon la définition adoptée plus haut, le Québec est officiellement bilingue en vertu des dispositions de l'article 133 de l'A. A. N. B. Au surplus, grâce à une tradition bien établie de respect des droits envers la minorité anglophone, et à des statuts et règlements qui vont bien au-delà de l'article 133, le Québec est bilingue officiellement et dans la pratique, dans les relations entre l'administration publique et les citoyens, de même que dans une bonne partie de son organisation locale.

Au Québec

258. La situation des minorités francophones est bien différente. Certes il arrive qu'on trouve, dans les provinces où elles vivent, une certaine reconnaissance du français : on peut alors parler d'un bilinguisme de fait. C'est ainsi que la Commission de la fonction publique,

Dans les  
autres  
provinces

depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1961 sur la fonction publique, a tenu compte dans sa réglementation des régions où la langue française est parlée par une minorité relativement importante. De même, une certaine reconnaissance du fait français existe dans plusieurs provinces canadiennes, notamment en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Mais il s'agit surtout d'accommodements, en particulier dans le domaine de l'éducation. Quand on compare l'ensemble de ces situations à celle qui existe au Québec, on constate que ce bilinguisme de fait est très fragile. Il est souvent à la merci de l'intolérance de majorités locales ou régionales, et il entraîne l'usure constante des groupes minoritaires à qui revient inéluctablement l'obligation de lutter pour sa mise en œuvre. En réalité, la langue de la minorité officielle, dans ces régions, ne survit qu'au prix d'une farouche détermination des individus ou des groupes. Et malgré d'immenses sacrifices et des frustrations de la part des intéressés, le prix en est des institutions au rabais, qui les conduiront à l'assimilation linguistique, si la situation n'est pas redressée rapidement. Ainsi, qu'il s'agisse des anglophones du Québec ou des minorités francophones dispersées dans toutes les provinces, nous optons pour les solutions de vie.